

# *Il Volantino Europeo n°46*

Octobre 2014

Bulletin internautique de l'Association Piotr-Tchaadaev



*Jamais aucun avion ne remplira le ciel. Nous étions pour ce numéro à la recherche d'une image linéaire, sobre, épurée, qui aurait pu provenir de la terre, de l'eau ou du feu. Elle nous vient du ciel, toute connotation religieuse mise à part. Du ciel bleu strié dans tous les sens par les gaz d'échappement des avions, spectacle que cet automne chaud et lumineux nous aura permis de contempler à loisir. Automne estival, un thermomètre extérieur indiquait 33°C ce jour (19.10.2014) à Nice vers 12h30, après l'été automnal de juillet dernier. Faut-il s'en inquiéter ?*

*Nous n'allons certainement pas débattre ici – en toute incompétence - du changement climatique.*

*Mais revenir sur une phrase de l'éditorial du numéro d'été (n°45). En écrivant à l'époque : « Quitte à paraître cynique, sans cœur et sans pitié, on ajoutera froidement : qui dit-mieux ? », nous n'étions pas naïf au point d'espérer conjurer par ces mots d'autres drames et d'autres catastrophes. L'actualité s'en est amplement chargée, ajoutant l'horreur à l'horreur. Après des journalistes et des humanitaires au Moyen-Orient, c'est un guide de montagne de la région de Nice, Hervé Gourdel, qui a été décapité en Algérie le 24 septembre 2014, par une organisation terroriste qui l'avait pris en otage pendant qu'il faisait des repérages pour un prochain accompagnement. Au-delà de la marche silencieuse qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes à Nice le 28 septembre, nous avons été surpris par le silence qui a suivi cet assassinat, par exemple dans le monde du travail ou dans les transports en commun, comme si rien ne pouvait plus être dit sur ce qui s'était passé. Comme si l'horreur mêlée à l'impuissance nous laissait sans voix. Réduits à quia, comme on disait autrefois.*

*Tout ce que nous répéterons en conclusion, c'est que nous avons lancé dès le mois d'avril 2012 une alerte en faveur du peuple syrien (Volantino n°36), victime d'une guerre civile. Notre appel n'avait certes pas plus de raison d'être entendu qu'un autre. Aucun appel, pour la Syrie comme pour d'autres conflits, n'a apparemment été entendu depuis. Mais notre propos d'alors sur la sidération de la pensée, qui ne revendique aucune originalité, nous semble désormais d'une troublante et même terrifiante actualité. De quel dire pouvons-nous encore attendre le temps ?*

## ***Hommage à Christian Boulard***

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès, le 17 août 2014, de notre ami Christian Boulard.

Pour lui rendre hommage, les mots sont faibles pour décrire cet homme hors du commun, dont le charisme éclaboussant de lumière a su effacer d'un sourire bienveillant mes plus obscures zones d'ombre. Hospitalisée à l'abbaye St Pons, une unité de psychiatrie niçoise où il travaillait comme médecin assistant, je n'imaginai pas alors à quel point notre rencontre allait bouleverser ma vie.

Le 1<sup>er</sup> mai, je suis réveillée en fanfare par un individu rigolard et facétieux, qui, de chambre en chambre, disperse du bonheur en offrant du muguet à tous les patients. Christian est venu sur son temps de repos et, comme je m'étonne de tant de gentillesse, il me confie qu'un de ses professeurs de neurochirurgie, quand il était interne, sacrifiait à ce rituel qu'il a repris à son compte.

Quelque temps plus tard, alors que nous avons pris place dans le jardin ensoleillé de l'abbaye pour la séance quotidienne de thérapie de groupe, je m'enlise dans des propos très sombres, aveugle aux mains tendues et sourde d'avoir tant hurlé mon désespoir, quand Christian, dans un geste d'apaisement, me demande simplement de quoi j'aurais besoin pour aller mieux. Je lui réponds que, dans l'immédiat, j'aurais besoin de jouer avec des couleurs et qu'en fait, là, tout de suite, j'aurais besoin d'un arc-en-ciel. Furieuse de mon incapacité à combattre la dépression, je retourne ma colère contre lui et le jauge d'un œil noir, certaine qu'il sera bien dans l'incapacité de me soulager. Il s'éclipse et je continue à me lamenter bruyamment auprès des thérapeutes et de mes compagnons d'infortune. Christian sorti de mon champ de vision, je l'oublie complètement... Au bout d'un certain temps, il rentre au milieu de notre cercle et, interrompant mon soliloque, me demande de tourner la tête et de regarder autour de moi. Le jardin de l'abbaye est haut coiffé dans toute sa longueur d'un immense arc-en-ciel ! Les cris font place à un immense silence, irréel, bourdonnant ; chacun retient sa respiration, il n'y a pas un souffle d'air et je

regarde, époustouflée, ces myriades de gouttelettes multicolores en suspension, créées par la gerbe d'un tuyau d'arrosage que Christian a habilement orienté vers l'astre d'or. J'y vois déferler des mondes étranges, des couleurs inédites, des vibrations. Je suis abasourdie, les lieux sont chargés d'histoire...un cloître abritant un arc-en-ciel, magique, bienfaiteur, peut-être béni des dieux? Je lui emprunte ses couleurs et m'en vais voguer en pensées chez un ami céramiste qui manie magnifiquement le pinceau. Je m'évade, me remémore des œuvres d'art qui m'ont émues, j'oublie où je suis, je sais simplement que Christian vient de me restituer les couleurs qui me faisaient défaut depuis longtemps. Les couleurs de la vie... Le temps s'étire, je suis en transe, Christian me ramène à la réalité et, intrigué par mon silence, me demande à quoi je pense. Je lui fais part de mes émotions. Le ciel palpite d'un éclat atomique. Qui dit lumière, dit ténèbres. J'entrevois alors l'indicible, la douleur brute, sauvage, d'un père qui perd son enfant. Je suis terrassée par le choc de mes visions, je suffoque de douleur. Dans un souci de partage Christian me demande qui pourrait bénéficier de l'aura de ce magnifique arc de lumière. Je l'enjoins de rester dessous, pressentant qu'il en aurait besoin pour affronter la suite des événements tragiques qui émailleront son existence. Ceux qui l'ont bien connu savent par quels tourments lui et sa famille sont passés.

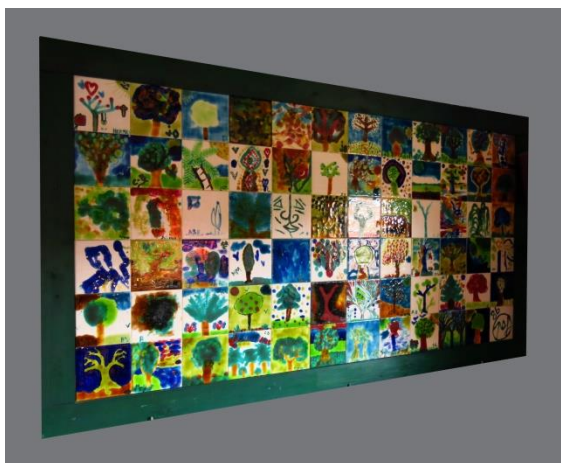
Le temps s'est écoulé, j'ai oublié cette journée. Quelques mois plus tard, alors que l'équipe s'appête à fêter « Psychiatrie sans frontières », Christian vient me trouver et me propose d'animer un atelier céramique pour les festivaliers. Il est décidé que nous prendrons comme thème l'arbre, que nous déclinerons au gré des volontaires qui viendront dessiner sur des carreaux 15x15 en vue d'en faire une fresque. S'en suit alors une course effrénée à travers Vallauris pour dénicher les plus belles couleurs, les plus belles matières, les plus beaux pinceaux. Christian me fait confiance, dépensant joyeusement, se fiant à mon jugement. Nous achetons avec l'appétit d'un enfant devant des gourmandises. C'est l'été sur la route encombrée, il fait lourd. Dans la voiture, sa gouaille et son humour me font hurler de rire. Il m'explique son engagement à défendre l'hôpital public, sa prise de risques en tant que médecin, ce qui, parfois, lui a valu des

ennuis, me parle très pudiquement de sa famille. Puis, avec une note de sacré dans la voix, il évoque la fresque en devenir. Je sens les choses redevenir sérieuses : la céramique sera-t-elle à la hauteur de nos espérances ? Rendez-vous est pris avec mon ami céramiste Félix Richard qui possède un four à céramique dans mon village de Lucéram. Il est entendu que nous pourrons utiliser son four pendant la période du festival; j'animerai l'atelier dans la journée et procéderai à la cuisson le soir. Ça va faire juste en sommeil mais la fête ne dure que cinq jours. Le jour tant attendu arrive. Coïncidence ou acte manqué, je me suis fait une grosse entorse la veille et me voici plâtrée avec une attelle. Mes premiers artistes sont une bande d'enfants venus de l' I M E (institut médico-éducatif) de Nice. Ils mélangent les pigments d'une manière improbable, ne s'embarrassent pas des codes couleur en vigueur. Ils écoutent mes conseils avec de grands yeux admiratifs : j'en suis toute intimidée. L'abbaye est en effervescence : dans les murs extra hospitaliers se tourne un film avec Pauline Laffont et Christophe Malavoy. Comme je n'ai pas de télévision depuis des années, j'ignore qui sont ces deux illustres personnes et ne les reconnais pas. L'acteur nous fera le plaisir d'esquisser un arbre superbe. Le soir venu dans le 4X4 de Christian, alors que nous rapatrions les carreaux pour les cuire, nous nous livrons à une joute verbale. C'est un sport qu'il affectionne. Il tente de m'ouvrir les yeux, arguant que la maladie mentale n'est pas un atavisme. Bien des années plus tard, je suis en mesure de dire qu'il avait raison. Pendant les trois quarts d'heure que dure le trajet, chacun argumente tour à tour. Sous ses airs débonnaires, l'homme a la réplique facile, vive, une intelligence rare où perce la bonté, la faculté de faire croire qu'on est unique à ses yeux. Arrivés dans la montagne, Félix, le céramiste, nous attend. Nous déchargeons les œuvres qu'il s'empresse d'enfourner. Il reste là pendant le « petit feu », c'est-à-dire deux heures, ensuite pour le « grand feu » il rentre en me laissant les clefs de l'atelier. J'en ai pour 4H de cuisson, à surveiller les montres manuelles (des témoins posés dans le four au milieu des carreaux), qui fondront comme une chandelle quand la température atteindra 940 degrés. Christian est reparti, il se fait tard. L'atelier hébergé dans l'ancien four à pain communal du village ressemble à une caverne d'Ali baba. Il regorge

d'objets insolites. Des sculptures, des peintures, de la gravure et des pigments colorés par dizaines. Sur une corde suspendue dans les airs, des épreuves de gravure sont mises à sécher. Là aussi, les lieux sont habités. Je m'attarde sur une sculpture improbable qui me rappelle qu'un soir, Félix s'est endormi en oubliant sa fournée. Il en a résulté ce magnifique bloc de terre émaillée trop cuite qui, sous l'effet de la chaleur intense, s'est dilaté comme de la lave en fusion et a coulé sur tout le matériel d'enfournement au risque de créer de gros dommages au four. Je suis sur le pied de guerre, la cuisson touche à sa fin. L'œil collé à l'orifice pour surveiller les montres, je suis en sueur. Enfin, un léger frémissement se produit, elles ne vont plus tarder à s'effondrer. Une demi-heure plus tard, j'éteins le four et pars me coucher. Il faudra attendre une journée avant de pouvoir admirer le résultat. Au soir du deuxième jour, nous prenons la route vers Lucéram, impatients et fébriles. Si Christian est confiant, je suis prise de doute. Certes, j'étais présente à plusieurs reprises lorsque Félix procédait à une cuisson, mais jamais je n'avais pratiqué. Ma seule contribution pour l'aider était d'émettre un avis joyeux sur les grappas de sa composition qu'il me faisait déguster. Au moment de déverrouiller le four, j'ai le cœur qui cogne. La moisson promettait d'être belle, l'épreuve du feu l'a magnifiée. A chaque carreau extrait du four, nous hurlons notre joie, commentant les détails, échangeant notre avis. Cette fois-ci, j'ai eu de la chance. La seconde cuisson se passera nettement moins bien. En effet, en cours de cuisson, une résistance électrique rend l'âme. Il me faudra 6 H de "grand feu" pour atteindre les 940 degrés. Christian est ému. Sa voix si douce se voile un peu. Je suis heureuse. Il crie au génie, s'extasie, me promet une grande carrière de céramiste. On se donne rendez-vous le lendemain matin. Nous exposerons les carreaux déjà cuits pour que les festivaliers puissent admirer leur travail.

Le troisième jour, Christian et son équipe rencontrent les cinéastes qui présentent leur film sur la psychiatrie ou l'ethnopsychiatrie. Un réalisateur, Josef Morder, s'attarde à l'atelier céramique. Je ne le remarque pas. Dans ce tourbillon, impossible de distinguer qui est festivalier, patient ou visiteur. C'est comme si toutes les différences étaient gommées. Derrière chaque arbre dessiné se

cache une rencontre. L'alchimie fonctionne, j'en sortirai grandie. Une ovation couronne la présentation de notre travail. Christian me met en avant. Avec emphase, il parle de "mon œuvre", de "ma fresque". Plus sage que lui, je lui fais remarquer qu'il s'agit d'un ouvrage collectif.



Le festival est fini, tous les carreaux sont cuits. Malgré les péripéties de la veille avec le four défaillant, j'ai mené à bien cette cuisson. Jean-Marie me propose son aide pour assembler les carreaux sur un support de bois. Je passe la matinée à les apparier, les dissocier, je cherche l'harmonie parfaite. Chaque carreau nous interpelle, raconte une histoire. En début d'après-midi, je suis satisfaite et nous procédons au montage final de la fresque. L'œuvre est fixée à l'entrée de l'accueil, dès le lendemain sur le mur même où des années auparavant s'était exercé l'artiste Ben.

Christian fanfaronne. Il vient de recevoir la visite de Josef Morder qui, étrange coïncidence, travaille sur un film qui s'intitulera " L'arbre mort " et qui met en scène deux personnages dont le destin se croise grâce

à un arbre mort. Le réalisateur s'intéresse à la fresque et demande la permission de la photographier pour y faire défiler son générique. Une fois de plus, Christian me propulse sur le devant de la scène. Il veut absolument que je rencontre le cinéaste lors de la séance photo. Considérant que c'est une œuvre collective, je préfère m'effacer. J'aurai quand même la joie de recevoir, par l'intermédiaire de Jean-Marie, une jolie photo de notre fresque en grand format.

L'année suivante, nous réitérons cette activité artistique. Cette fois, le thème est libre, ce qui ne facilite pas notre travail de groupe. La fresque, bien que jolie, me semble moins aboutie. Elle trône près du secrétariat de l'abbaye.

Quelques mois plus tard, suite à des divergences professionnelles, l'équipe soignante se dispersera. Christian émigrera à Pierrefeu. Nous nous donnerons des nouvelles ponctuellement. De temps en temps, il passera en coup de vent à la maison pour boire un thé.

Depuis 20 ans, j'ai repris le chemin de l'hôpital mais, cette fois, en tant que soignante... et le 1<sup>er</sup> mai prochain, je réserverai une petite surprise à mes collègues et mes patients.

Mes pensées vont vers Joëlle sa femme, son fils et sa belle-fille ainsi que leur petit Max.

Chantal MERDRIGNAC (Nice)

*(Mes remerciements à ma sœur Béatrice pour sa relecture et à Jean-Yves Feberey qui m'a permis d'apporter mon témoignage dans le Volantino Europeo, bulletin trimestriel de l'Association Piotr-Tchaadaev).*

## *Le soin psychiatrique aujourd'hui*



Nous remercions Philippe Chiaso ROZO de nous avoir confié son tableau pour l'illustration de l'article

Il paraît que le mot "métier" vient de "mystère", entendez un mystère pour celui qui ne le pratique pas. Et bien je crois pouvoir dire que le nôtre est un cumul de mystères...

Le monde des "Fous" reste un mystère pour tous, même pour ceux qui habitent leur maison et au final pas si simple d'y comprendre quelque chose, on tâtonne en continu sur un fil. Un travail d'équilibriste en somme.

Mais quand le ministère se met à faire des mystères, ça ajoute du mystère au mystère...! Ça laisse dans la plus grande stupéfaction, le plus grand désarroi, la plus grande déconvenue, les bras ballants, les mains, l'esprit et le cœur vides...

J'ai connu l'époque où les infirmiers de secteur psychiatrique étaient encore qualifiés de "Gardiens de Fous"! C'est vrai, nous avions un gros trousseau de clés accroché à la blouse !

Puis, au fil du temps, nous sommes devenus les gardiens du feu des Fous avec, dans nos mains, les moyens pour allumer le feu de la vie et du désir qui était caché en eux.

On mettait dans leurs mains les clés nécessaires pour qu'ils se prennent en main, qu'ils se réalisent dans leurs projets Aujourd'hui, c'est l'heure du retour de flamme.

Multiplications de contraintes imposées par le système qui enferment plutôt que libérer, protocoles et traçabilités qui débordent trop largement sur le temps de la relation et nous éloignent des sujets.

Fermeture systématique des portes, des placards, des salles, au nom du risque zéro et de la qualité.

Confiscation des lieux de soins, des outils du soin, des gens du soin...

Bref, un *cloisonnement* entre soignants et soignés imposé par le système, de plus en plus évident.

Nous, privés de l'objet de nos soins, eux, privés de l'objet qui les accompagne au désir.

Au point qu'on se demande si les prises en charge non-médicamenteuses, ne sont pas en train de crever à petit feu...?

Devant l'inquiétante incohérence dans laquelle nous sommes plongés, pas facile de résister.

Il nous arrive, de nous replier et de marcher à côté des malades sans les voir. De les condamner à l'errance dans les couloirs, de nous condamner nous-mêmes à partager avec eux le même destin de l'enfermement.

Face au non-sens qui s'impose partout comme un ordre nouveau, un seul remède, l'humour. Le même humour déjà si bien employé par les soignants en réponse à l'irréalisme, l'inconcevable, le spectaculaire des situations où la psychose les entraîne.

Si les gens qui font les lois sont doués pour marcher sur la tête, ils n'ont jamais mis un pied sur la lune, c'est sûr et on leur refilerait bien le thermomètre...! Et puis on foutrait le camp, toutes les guerres ont leurs déserteurs !

Ainsi, le questionnement critique d'un résident quant à son lieu de vie : « Mais ici, ils sont où les Fous ? ».

Quand les patients souffrent de ne pas être entendus, c'est une véritable partie de ping-pong qui s'engage. Parce-que l'enfermement

qu'ils ressentent se résume à la non-disponibilité des soignants, il faut du temps.

Du temps pour s'adapter sans cesse à leurs troubles, pour évaluer, observer, inventer, contourner, négocier, réajuster les prises en charges, s'adapter aux situations, aux phases délirantes et d'opposition, à l'environnement.

Sans ce regard humain attentif et sincère, la connaissance, l'acceptation des limites imposées par la maladie, la prise en compte des projets de chacun, quelle évolution?

Les patients souffrent de ne pas être entendus, nous aussi ! Ils sont considérés comme fainéants, nous aussi ! Et s'ils souffrent de ne pouvoir répondre à l'attente de leur entourage, de leurs thérapeutes, nous souffrons de ne pouvoir répondre à leur attente de soin.

La multiplication des contraintes administratives, des protocoles en tous genres auxquels les soignants ont obligation de répondre, entraînent une perte de temps considérable, un manque de disponibilité à l'égard des malades. Elles mettent le soignant dans une situation de stress quasi permanent, tiraillé entre son désir de bien faire, selon sa connaissance de la pratique, son expérience, et l'impossibilité de faire, faute de temps. La pratique de son savoir est à chaque instant, interrompue, barrée par l'irruption de tâches à exécuter, souvent sans lien avec le soin proprement dit, irruption qui l'éloigne de son rôle propre de soignant et grignote sur le temps de la relation avec le malade.

Au beau milieu de toutes ces recommandations de l'HAS\*, celle de la *traçabilité*, comme une cerise sur le gâteau ! Le soignant doit tracer, noter, les tâches qu'il n'a pas exécutées ou mal exécutées faute de temps ! Il doit rendre compte de l'invisible...!

Les technologies nouvelles ayant eu raison du bon vieux papier, à présent, le soignant doit tracer sur informatique son quotidien avec la "folie", il doit tracer sur un support non adapté au champ de la psychiatrie !

Sur la toile pas de place réservée aux handicapés mentaux ! Ils n'ont qu'à rester dans les toiles...

Sur la toile, presque tout est consacré au champ somatique, avec ses problèmes posés, actions et résultats à la clé, avant de clôturer au plus vite la cible, pour éviter de surcharger la mémoire de la machine ! Clôturer la cible, pour signer le travail accompli ! Des fenêtres qui se ferment trop vite pour prendre en compte la dimension du soin psychique où l'aléatoire, l'inattendu et l'imprévisible donnent plutôt lieu à des actions avec un début sans fin ! Un support informatique, dans lequel on ne notifie que ce qui pose problème, réduisant les malades à la stricte dimension de leur symptômes ou de leur comportement. Un système qui n'a pas prévu la complexité de l'être, ni où inscrire ses petites victoires !

Les *cibles* ne correspondant pas aux besoins de cette spécialité, obligent les soignants à se perdre à l'intérieur d'autres cibles pour valider leur travail. Des cibles, choisies au petit bonheur la chance et selon l'intuition de chacun et qui compliquent la recherche d'informations, retarde la lecture des transmissions... Bref, on n'a jamais été moins au fait du quotidien des patients que depuis l'outil informatique. La transmission clairsemée, évaporée quelque part dans la machine, nous laisse dans l'ignorance d'informations essentielles et empêche la continuité rigoureuse des prises en charge. Inutile d'évoquer les bugs, le temps qu'il faut pour relater dans le détail, par soucis d'objectivité, un événement.

Un outil informatique qui ne prend pas en compte la spécificité du service, c'est encore du temps de perdu à l'égard du soin, pire, sa non considération !

Soumis à ces petites maltraitances quasi invisibles, à ces injonctions paradoxales, le soignant s'épuise à vouloir accomplir, malgré tout, ce qui est au cœur de sa pratique. Mais il quitte trop souvent son service avec le sentiment de ne pas avoir fait son travail correctement, privé de son regard clinique, de son savoir et de son intuition... en milieu psychiatrique particulièrement, où le temps soignant est suspendu à la temporalité des malades.

Il en faut du temps pour apprendre à l'être en souffrance à *reprendre contact avec lui-même*, avec son corps, sa mémoire, ses capacités, sa confiance; Et c'est vraiment notre capacité à ne pas lâcher prise, à répéter inlassablement des mots et des gestes jours après jour, qui donnera au malade un quotidien autonome avec vue sur le monde intérieur et extérieur. Cette capacité, cette force partagée en équipe, cette répétition incessante d'actions adaptées à chacun, cette disponibilité de chacun pour tous, ce travail de longue haleine auquel s'exercent au quotidien l'ensemble des accompagnants investis du même projet, disparaissent insidieusement sous le poids des contraintes.

Ainsi, le travail d'équipe est peu à peu abrogé par l'instauration d'un système de référents par patient, qui laisse les soignants souvent seuls devant l'ingérable, l'incapacité de passer le relais, la culpabilité de ne pouvoir répondre dans les temps, la peur des sanctions...

On a vu des prises en charges stoppées, le temps des congés ou repos du référent, des patients décompenser, des soignants s'irriter contre leur collègues, des sanctions tomber, comme si chaque soignant portait à lui tout seul la responsabilité d'une prise en charge, l'échec de telle ou telle action.

Des maltraitances imposées par un système de soin qui tend à éloigner les soignants des soignés mais aussi, les soignants entre eux, en créant des clivages qui contribuent à la fragilité, la vulnérabilité, le chaos des équipes. Maltraitances nuisibles aux malades et à leur soignants et qui tissent la plus-part d'entre au destin de l'enfermement, tandis que d'autres s'arrangeront bien du désordre et y verront une opportunité pour se replier ; les malades, c'est plus facile de faire sans eux qu'avec eux! Mais attention danger !!!

La qualité des soins est indissociable des moyens en personnel et du temps, tout le monde le sait ! Et pourtant...! L'occasion d'évoquer une contrainte imposée par le système et qui est un bon exemple de non-sens dans un foyer d'accueil médicalisé : au nom de

la *gestion des risques*, sous le nom de *circuit du médicament*, le système réclame aujourd'hui de déposer bip et téléphone, de ne parler à personne, de fermer la porte d'accrocher derrière elle un petit panneau jaune portant l'inscription: "ne pas déranger, préparation en cours", lorsque l'infirmier est occupé avec les traitements médicamenteux. Si cet enfermement imposé à l'infirmier réduit sa fonction au rôle simple de préparateur et distributeur de médicaments, il fait aussi l'impasse de la vie qui se passe derrière la porte, de l'errance des malades en recherche de contact, ne serait-ce que visuel, de réconfort, de réassurance.

Fermer les portes pour répondre à des normes de sécurité au regard du possible risque d'erreur, induit de nouveaux risques, non moins difficiles à gérer. Augmentation du sentiment de persécution, baisse de la confiance en l'infirmier qui prépare en cachette, survenue de colères, d'angoisses dans les couloirs, de bagarres, de cris, de violence et d'agressivité. Cette contrainte limite aussi la possibilité que les malades participent à la préparation de leur traitement dans le cadre de la mise en place d'un projet...Tous les patients en capacité de le faire ne devraient-ils pas tous préparer leur traitement ? Les portes fermées, quelles qu'elles soient sont assimilables à une dépossession des lieux et de la participation active des malades à leur projet de vie, ne serait-ce qu'apprendre à accepter leur maladie par la connaissance de leur traitement, pour pouvoir se stabiliser. Le risque zéro ne règle pas le problème du risque d'erreur, mais il impacte sérieusement la relation soignants/soignés, la confiance mutuelle. La fermeture des portes augmente paradoxalement les vols et les délits, l'agressivité, l'irrespect, la violence, etc. La confiscation des lieux de soins, des outils du soin (dont les soignants font partie), dérobe aux patients la possibilité de prendre soin d'eux-mêmes, et aux soignants leur fonction de "passeur de clés" pour que les malades apprennent à se prendre en charge. Autrement dit, quelle est aujourd'hui, la part

laissée au patient pour vivre mieux sa maladie ? Aujourd'hui, quelle est la part laissée au soignant pour soigner ? Le résumé de Cathy C. sur la question du temps soignant : « Les soignants ont peu de temps à nous consacrer. Nous, on prend des médicaments et eux ils sont pris par eux ! ». Non contents de nous avoir retiré la dimension inventive de notre mission de soignant, ils s'attaquent à présent à notre créativité.

Alors que l'utilisation des médiateurs artistiques et autres est dans la boîte à outil de l'infirmier en psychiatrie et fait partie de son rôle propre d'infirmier, et qu'il accompagne depuis toujours les malades dans l'expression de leur propre créativité, voilà qu'aujourd'hui, des administrations bien pensantes, s'intéressent aux productions des malades et nous proposent du boulot ! Enfin de préparer le boulot pour eux et de leur envoyer par courrier, à des fins d'expositions, de concours où les malades n'apparaîtront jamais, seulement leurs œuvres...

Comme si on n'était pas capable de faire ça tout seuls, comme des grands ! Ca fait plus de 100 ans au moins, mais qui l'a vu ?

Ça, c'est le pompon, l'ultime attaque, l'indigne, sûrement le truc qui me fera péter mes plombs d'infirmière psy !

Les voler et nous voler, voler leurs idées, nous voler le temps qu'on met pour les faire émerger, ce temps qu'on ne nous donne plus et qu'on va chercher tout seuls, le plus souvent sur notre temps personnel... !

Voler notre relation libérée et dans le même temps réduire leur confort et leur droits, participer à la perte de leur dignité. Oh rage, oh désespoir n'aurais-je donc "été" que pour cette infamie ?

Juste envie de chialer !

Chialer, comme ce jour de 92 où ils ont supprimé notre diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique et que personne n'a bronché. Ce jour où on a pris notre identité, nous héritiers de Pussin, puis du mouvement de psychothérapie institutionnelle, nous, pionniers avec tant d'autres, d'une des plus grandes

préoccupations humanistes et pourtant si peu soutenus ! Nous, infirmiers de secteurs psychiatrique, *gardiens du feu des fous*, reclassés au beau milieu d'un tronc commun à tous les infirmiers, bras et jambes coupés, sans les mains pour briser les chaînes, sans les pieds pour marcher à leur côté, les accompagner vers la liberté. Notre diplôme supprimé comme on supprime l'inutile, comme pour dire l'inutilité de la Folie ! Nous, infirmiers de secteur psychiatrique, reclassés sous-infirmiers au service de sous-hommes ! Eux, nous, le même destin partagé ! La messe était dite !

L'arrivée progressive de nouveaux acteurs pris au champ du socio-éducatif, sonne aujourd'hui le glas d'une profession en voie d'extinction. L'économie est ainsi faite, du transmettre, de l'histoire, de l'expérience, de la pratique, de la psychopathologie.

Elle annonce le glissement de la dimension du soin vers la dimension du handicap. Quelle place pour l'exploration, l'observation clinique, la prise en compte de la complexité de l'individu ? On retire la maladie du champ du soin, comme on retire les infirmiers des lieux où le soin peut surgir... Aujourd'hui, il faut monter des projets soumis au visa administratif pour faire son travail, être au cœur de sa pratique !

C'est dire si en psychiatrie, la priorité est encore aux professionnels de la santé !

On les préfère sans doute gardiens de Fous dans les couloirs... !

Juste envie de chialer !

Marie-Laure SOLET (Breil-sur-Roya)

\*HAS (Haute Autorité de santé) : La HAS est une autorité publique indépendante qui contribue à la régulation du système de santé par la qualité. Elle exerce ses missions dans les champs de l'évaluation des produits de santé, des pratiques professionnelles, de l'organisation des soins et de la santé publique.

<http://www.has-sante.fr/portail/jcms/1249588/fr/accueil-2012>



## ***Terrorisme en col blanc ou « comment empêcher l'Autre de penser »***

Nous vivons une époque où le « politiquement correct », la langue de bois et la pensée unique — mais a-t-on le droit ou raison de nommer *pensée* un infâme brouet imposé comme dans les plus sordides des cantines ? — règnent sans partage. Tous les secteurs de la vie sociale sont concernés, mais il en est où la méthode dictatoriale est plus ou moins sournoise et encore plus pernicieuse.

Sigismund Schlomo Freud — c'est là sa véritable identité avant que le cher homme ne pratique une auto-circumcision de son nom, coupant le 'Sigismund' pour n'en garder que Sigmund et en supprimant le Schlomo jugé décidément trop 'juif' et nuisible à sa carrière et ses ambitions universitaires — Freud avait donc écrit en 1929 Malaise dans la civilisation dans lequel l'auteur tente d'expliquer pourquoi et comment agressivité, violence et explosions sociales sont inhérentes au genre humain, mais que la culture put aider à endiguer. Il est toutefois permis d'en douter aujourd'hui si l'on s'intéresse à l'actualité qui ne cesse de nous poursuivre dans tous les media.

Régis Debray dans un article du journal Le Monde, daté du 29 novembre 2005, écrit : « " Les violences en banlieue n'ont aucun lien avec des institutions ou des préoccupations religieuses", dit le directeur général de la police nationale. Sans doute désireux de se faire reconnaître en acteurs politiques de plein droit, moyennant contrepartie, c'est un fait qu'en dépit d'une mosquée malencontreusement agressée fatwas, imams et hauts dignitaires n'ont joué dans les flamboyances de novembre qu'un rôle principalement scénique. L'offre religieuse d'interposition n'a pas rencontré une vraie demande. Ce constat inspire à nos commentateurs un ouf de soulagement. Un peu à courte vue. [...] Une guerre de religion brûle des hommes. Une guérilla sociale brûle des voitures [...] On imagine cependant ce

qu'aurait pensé un vieux viennois à barbichette se promenant dans le 93, au vu de ces écoles, théâtres, bibliothèques, crèches, centres culturels incendiés : "Le problème ici n'est pas le trop, mais le pas assez de religion." Le feu sacré est redoutable. L'absence de sacralité, dévastatrice. Aujourd'hui, et partout en Europe, c'est le deuxième cas de figure qui pose question [...] Freud, qui n'était pas tendre pour la névrose obsessionnelle baptisée croyance religieuse, en était venu à la fin de sa vie à lui reconnaître au moins un mérite capital. Non pas, comme le cynique Voltaire, celui d'endormir la misère humaine et d'inciter les pauvres à souffrir en silence en attendant le paradis, mais le mérite, plus fondamental, de réunir des individus isolés en canalisant et le plus souvent en inhibant cette "disposition instinctive, primitive et autonome de l'être humain" : l'agressivité. Le sentiment religieux peut certes basculer dans l'instinct de mort, dans la mesure même où "unir les uns aux autres par les liens de l'amour une grande masse d'hommes ne peut se faire qu'à la condition qu'il en reste d'autres en dehors pour recevoir les coups". Mais, en dépit de cette tragique ambivalence, fondamentalement, le mythe du péché originel et de la rédemption œuvre au service d'Eros et fait partie du "combat de l'espèce humaine pour la vie". Le sentiment de culpabilité, et donc d'autopunition, donne du grain à moudre à la conscience morale. [...]

Le vieux Freud y défend une thèse des plus incorrectes et intempestives : la recherche effrénée par les individus, dès leur plus jeune âge, du plaisir maximal ne peut que déboucher sur un ensauvagement général du vivre ensemble. Encore ce sombre pronostic datait-il d'avant l'omniprésente publicité appelant sur tous les trottoirs et écrans à la satisfaction sans tarder du moindre désir ; d'avant les mass media, avec les deux coïts et les trois meurtres par minute désormais exigés de la moindre série télévisée [...]

" Deux choses menacent le monde, disait Valéry : l'ordre et le désordre." Ajoutons : deux choses menacent la Cité, l'excès d'autorité

symbolique et l'absence d'autorité symbolique. C'est cette dernière, aujourd'hui, qui passe la facture à la République française. Car là où défaille l'autorité, qui est le contraire du pouvoir, ne triomphe que la loi du plus fort, cette tristesse ».

### *Dans le monde médical*

Comme pour toutes les professions évoquées ici, « tout le monde n'est pas à mettre dans le même panier ». Il n'en demeure pas moins que si la médecine a connu et connaît des progrès au moins dans certaines disciplines et que le rôle des médecins s'est fortement modifié au fil du temps, on peut déplorer que le médecin 'd'antan', certes moins technique mais tellement plus humain, connaissait la clinique, la sémiologie, utilisait chaque jour et plusieurs fois par jour les bases essentielles de l'examen du malade, palpation, percussion, auscultation, sans avoir systématiquement recours aux « examens complémentaires » radiologie, analyses diverses et variées de sang, d'urine, de crachats et autres substances provenant du corps de leurs patients... La clinique avait du sens, la personne avait une valeur et ce n'est pas parce que les praticiens avaient une attitude paternaliste qu'ils ne soignaient pas bien. Aujourd'hui, la technologie a remplacé le dialogue, le médecin ne regarde que son écran, il prend parfois la tension artérielle par-dessus la manche du manteau, ne fait que rarement déshabiller le patient, et surtout ne veut pas perdre de temps, « Vous pensez, avec le montant des honoraires... pas de perte de temps ». Dans les réunions d'EPU (enseignement postuniversitaire) pour les omnipraticiens, trois sujets essentiels étaient abordés après la conférence, le montant des honoraires, le tour de garde, les « bagnoles et le cul » (je certifie l'exactitude de ce qui précède).

J'ai eu la chance durant mon exercice professionnel de prendre le temps qu'il me fallait en étant salarié d'un organisme puissant de santé dont quelques dirigeants avaient osé nous demander au début des années 2000

d'accélérer le rythme des consultations, ce à quoi j'avais répondu en haut lieu et localement que nous ne faisons pas d'abattage et que nous n'étions pas et que nous ne serions pas les prostituées de la santé. Chacun peut se battre où il se trouve s'il en a l'envie et le courage. C'est le cas partout dans ce métier exaltant et contraignant. Mais ce n'est pas en se prosternant devant les nouveaux mandarins de la médecine qui sont bien pires que leurs aînés car plus arrogants, plus techniques et moins humains pour certains que la confiance entre médecins et malades sera rétablie, après tant de scandales et d'erreurs médicales. L'argent, l'ambition, une illusion de pouvoir ont pourri ou au moins notablement endommagé l'édifice. Le serment d'Hippocrate est parfois remplacé par le serment d'Hypocrite. Et lorsque les dérapages se produisent au niveau même de l'appareil de contrôle, au ministère de la santé, il y a de quoi douter et demander plusieurs avis avant de se lancer « à corps perdu » dans une intervention chirurgicale discutable ou la pose d'un dispositif implantable inutile ou risqué ! Et c'est le professionnel qui parle, car je connais cela de l'intérieur. J'ai en particulier un souvenir détestable alors que je venais d'être victime d'un infarctus du myocarde et que j'étais dans une unité de soins intensifs. Alors âgé de 55 ans, avec des risques héréditaires connus, mon cas relevait d'une chirurgie par pontages aorto-coronariens. Pour cela une coronarographie (radiographie des coronaires, artères nourricières du muscle cardiaque) était indispensable. Un jeune interne, manifestement intéressé par mon cas en vue d'une thèse demanda si l'on pouvait aller explorer l'artère rénale à la recherche d'une sténose (rétrécissement). J'entendis la demande et déclarai à la grande surprise de l'intéressé qu'il ferait bien d'aller revoir ses cours, car, à l'âge que j'avais atteint, l'hypothèse d'une hypertension artérielle juvénile par phéochromocytome (atteinte des glandes surrénales) était exclue. Il en alla de même en rééducation lorsqu'il fallut me retirer 450 millilitres de la plèvre du fait d'un

épanchement lié à l'intervention. Les deux praticiens ne regardant que leurs écrans discutaient entre eux sans tenir compte du patient et l'un d'eux déclara « Il ne semble pas y avoir d'HTAP ». J'intervins aussitôt en déclarant « Non Messieurs, je n'ai pas d'hypertension artérielle pulmonaire ». Devant l'air ahuri de mes confrères, j'ajoutai « Non, je ne suis ni sourd, ni débile, mais aussi médecin, psychiatre, et humain ».

Comme je l'ai écrit ailleurs, quand les médecins cesseront-ils de considérer leurs patients comme des objets ou des imbéciles ? Nous nous situons dans l'éternel problème du dialogue impossible ou rare entre supposés « sachants » et demandeurs d'aide.

L'actuelle attitude de bon nombre d'oncologues est déconcertante car trop souvent, seuls les protocoles thérapeutiques sont utilisés, en lien avec des études et des résultats statistiques. Désormais, le patient est presque toujours traité uniquement en fonction de ces données chiffrées et non cliniques.

Je citerai une affaire qui a soulevé bien des passions, dans le monde médical à propos du service de Nicole Delépine, onco-pédiatre à l'hôpital Raymond Poincaré de Garches, et fille d'un des fondateurs de l'assurance maladie.

*1er novembre 2011. Propos recueillis par Frédérique Ahondt (extraits)*

« Oncologue pédiatrique dans un hôpital universitaire, Nicole Delépine est aussi un médecin engagé qui défend avec acharnement sa liberté de soigner autrement, de manière humaine, individualisée, et en explorant de nouvelles pistes thérapeutiques. Dans son nouveau livre, elle dénonce crûment « la face cachée des médicaments » et d'un système de santé soumis à « l'impérialisme du fric ».

Interview d'une résistante révoltée mais néanmoins optimiste.

Pour les profanes de la médecine, votre livre est une «petite bombe» et la prise de conscience qu'il provoque est assez rude... Quel était votre objectif en l'écrivant ?

Peut-être pas de lancer une bombe. Mais le but était d'informer celles et ceux qui ne savaient pas. Car dans notre milieu, nous savons ce qui se passe et je suis toujours très agacée lorsque tout le monde semble tomber des nues – particulièrement les journalistes dans l'affaire du Mediator® – comme si c'était la révolution... Alors qu'il y avait déjà eu un précédent il y dix ans avec les statines et que ce type d'affaire se répète tous les deux ou trois ans ! J'en ai déduit que les gens ne savaient pas parce qu'il y avait encore un déficit d'explications et je me suis dit que pour expliquer, j'allais encore écrire un nouveau bouquin... Pour informer, pas pour affoler. Mais il vrai que lorsque l'on n'est pas au courant, les faits peuvent être assez choquants.

Les nombreux scandales que vous portez à la connaissance du lecteur sont terribles. Il est très difficile d'admettre que des corps de métiers qui devraient être voués au soin et au mieux-être des patients soient tombés dans de telles dérives... Comment l'expliquez-vous, en tant que médecin ?

Les médecins, les pharmaciens, les personnes qui ont en charge le domaine de la santé ne forment pas une engeance différente... Ce sont des hommes comme les autres ! Il y a des dérives en politique, en économie, pourquoi n'y en aurait-il pas en médecine ? En revanche, dans le domaine médical existe un risque supplémentaire : on joue avec la vie, la mort et, très rapidement, les médecins se prennent pour Dieu. Le danger est qu'au bout d'un moment, ils n'ont plus conscience d'être dans une dérive. Parmi eux, il y a une minorité consciente et une majorité qui ne l'est pas. Ils sont dans la toute puissance et ne s'en rendent pas compte...L'argent et le pouvoir sont deux tentations majeures. Pendant très longtemps, j'ai pensé que le pouvoir était le problème mais en y regardant de plus près, particulièrement depuis la dérive marchande accentuée depuis les années 90, l'argent est devenu tout puissant. Les médecins sont happés par le système. Certains se sont complètement éloignés des patients qu'ils ne voient même plus... Ils sont médecins comme moi je suis

évêque ! Au bout d'un certain temps, ils perdent pied avec la réalité, ils ne sont plus dans le réel.

Selon vous, il y aurait une désertion du politique et une collusion avec les lobbies pharmaceutiques. Vous dénoncez par ailleurs l'omerta des media «classiques» ? Alors, comment percer cette chape du silence ?

[...] notamment en écrivant des livres... Plusieurs livres-enquêtes doivent prochainement sortir sur le Mediator®. Mais vous savez, c'est très difficile ! Car, lorsque l'on rencontre les politiques, les sénateurs, les députés, ils vous disent : « Oui, oui... Je suis au courant. D'ailleurs, je dîne ce soir avec le Ministre ». Autour de la table, il y aura également le juge et le journaliste... Ils « vivent ensemble »... [...] Il existe donc une collusion, parfois inconsciente d'ailleurs. Lorsque vous êtes un politique et que vous avez dîné la veille au soir avec un médecin en charge des dossiers, un magistrat et un journaliste, vous pensez être informé... Certains sont sincères. Tous ne sont pas de « grands méchants loups » ! D'autres sont plus désinvoltes ou plus cyniques et se fichent pas mal de la souffrance des patients ou de celle des parents des petits malades... Voilà, c'est l'histoire des gens de pouvoir qui se fréquentent et vont dîner en ville... Ce qui est grave, dans cette histoire, c'est que la pratique et la technique sont reléguées au second plan. Quant au patient, il n'existe même pas ! La relation de pouvoir est un vrai problème dans le rapport médecin/patient. Dans mon service, j'appelle cela sous forme humoristique « les dix-huit secondes » ; j'avais lu dans un livre que le délai moyen d'interruption par son oncologue d'un patient en train de parler est de dix-huit secondes... Ce qui donne une idée de la qualité de l'écoute ! Mes collaborateurs en ont fait une blague et lorsqu'ils prennent la parole, ils me disent en riant : « J'ai dix-huit secondes... ». C'est pourquoi, dans mon service, j'essaie vraiment de valoriser l'écoute, y compris entre collègues.

[... ] Nous faisons quinze années d'étude pour nous entendre dire : « Appliquez ce que l'on

vous dit d'en haut ». Pas besoin de faire quinze années de médecine pour ça... Juste un bon ordinateur pour nous dire ce que nous devons faire ! Effectivement nos enseignants sont devenus des machines à vendre des médicaments, mais cela peut cesser s'il y a une volonté suffisante pour que cela cesse. On pourrait peut-être aussi essayer de nommer les gens sur des critères plus intelligents que sur le nombre de publications qu'ils ont fournies... Changer les critères de nomination pour en revenir à la clinique. En quelques années seraient nommées des personnes qui seraient des médecins et pas des marchands. Tout ceci est soluble. Cette évolution suivra celle de la société. Il suffirait juste de faire sauter le bouchon de la Pensée Unique, celle qui bloque nos sociétés et empêche aussi les scientifiques de travailler librement ».

Propos recueillis par Frédérique Ahondt

Le terrorisme médical s'exerce aussi dans les régimes alimentaires démentiels, séquentiels et attire bien des gogos, alors que les gens sérieux savent fort bien qu'une variété d'aliments en quantité modérée constitue le seul « régime » inoffensif. Quelques praticiens dévoyés ont confortablement grossi leur compte en banque sur le dos de victimes crédules, un comble pour des régimes amaigrissants !

Il en est de même pour tous les prétendus remèdes miracles à base de plantes dites miraculeuses, « c'est naturel » vous dira-t-on, « c'est végétal », mais la digitale pourprée, le datura sont aussi dans la nature de même que les amanites phalloïdes et autres végétaux toxiques...

Survол des principales aberrations dans le monde médical qui empêchent de penser :

Tout ce qu'il faut faire, surtout sans discuter « vous n'êtes pas médecin, alors ne discutez pas » a entendu un de mes amis qui voulait donner son point de vue sur l'état de la sécurité sociale à un chirurgien orthopédiste particulièrement imbu de sa personne... Et la place du citoyen, alors ?

L'*Evidence Based Medicine* (EBM) : ce terme a été inventé dans les années 1980 au Canada par Gordon Guyatt (Guyatt G, et al. Evidence-

Based Medicine Working Group: A new approach to teaching the practice of Medicine. JAMA 1992 ; 268), en lieu et place de la clinique et des valeurs antérieures à la 'protocollisation' aberrante des traitements.

L'idée prétentieuse de l'EBM est de se fonder sur des preuves, des faits à partir d'études, donc de statistiques. Quand on sait comme je le sais pour avoir été longtemps membre du Comité d'Ethique du CHU de Lyon et membre du CCPPRB (Comité de Protection des Personnes dans la Recherche Biomédicale, rebaptisé plus tard CPP), les études cliniques (essais thérapeutiques) sont parfois des caricatures dans la mesure où d'une étude à l'autre le « copié-collé) fonctionne largement et des investigateurs ou promoteurs identiques mangent à plusieurs râteliers et vantent les mérites de tel ou tel produit, sans vergogne, en passant d'un à l'autre. Cela est « monnaie courante, si j'ose m'exprimer ainsi pour une rémunération fort juteuse avoisinant les 8000 à 10 000 € actuellement par cas inclus dans un essai clinique !

En quoi consistent les prétentions de l'EBM ?

- « La formulation d'une question clinique claire et précise à partir d'un problème clinique posé

- La recherche dans la littérature d'articles cliniques pertinents et appropriés sur le problème

- L'évaluation critique de la validité et de l'utilité des résultats trouvés (« niveau de preuve »)

- La mise en application des résultats de l'évaluation dans la pratique clinique pour une prise en charge personnalisée de chaque patient »... Personnalisé ? Quelle dérision alors que les protocoles sont de plus en plus standardisés !

(Remarque toute personnelle exprimant mes doutes quant aux affirmations énoncées).

Le « niveau de preuve » repose sur

- « Au moins 1 essai clinique randomisé
- méta-analyses d'essais randomisés

- Essais cliniques non randomisés - Cohortes ou études cas-contrôle - Méta-analyse de cohortes ou d'études cas-contrôle

- Analyse d'experts sur la base d'autres données disponibles Essais comparatifs randomisés de forte puissance (effectifs suffisants) - Méta-analyse d'essais comparatifs randomisés - Analyse de décision basée sur des études bien menées

- Essais comparatifs randomisés de faible puissance (effectifs insuffisants) - Études comparatives non randomisées bien menées - Études de cohortes

- Études de cas-témoins

- Études comparatives comportant des biais importants - Études rétrospectives - Séries de cas.

Edifiante démonstration de tautologie et de congratulations entre experts autoproclamés ! Fort heureusement des voix se sont élevées et continuent de s'élever contre cette façon de 'penser' :

- « Au nom de ce que la médecine est un art autant qu'une science, les principes de l'EBM présentée comme paradigme dominant, sont énergiquement combattus.

- L'approche factuelle de la maladie et de la thérapeutique s'appuie sur des modèles statistiques où la maladie n'est plus envisagée du point de vue de l'individu (du sujet), mais du point de vue de la population (du groupe).

- Il existe une absence d'études et de données scientifiques pour un certain nombre d'actes cliniques qui ne seront jamais évalués en utilisant l'approche EBM ou des études non représentatives de malades auxquelles elles prétendent s'appliquer. Il existe des zones grises dans la pratique clinique.

- Il existe des problèmes à résoudre en médecine de "premier contact" (notamment en médecine générale) le plus souvent liés à plusieurs pathologies, où se mêlent des dimensions sociales, culturelles, familiales, sanitaires. Le généraliste doit également interpréter un mode individualisé de présentation de la maladie plutôt que de reconnaître un tableau clinique classique. «C'est le plus souvent dans l'urgence que le médecin doit décider. C'est toujours avec des individus qu'il a à faire ».

Quant aux questions éthiques, un long chemin est à parcourir pour sauvegarder les valeurs fondamentales de la médecine centrée sur LE PATIENT et non sur LE DIKTAT DES STATS' (remarque personnelle).

- « Une médecine fondée sur les « données probantes » fait la promotion d'une catégorie de données au détriment des « données contextuelles ». Les données contextuelles sont propres au cas : elles englobent les aspects socioculturels, émotifs, psychosociaux, institutionnels, socio-économiques et ne sont pas propres au patient seulement. Le médecin, les institutions de soins portent des valeurs qui influencent la décision médicale au même titre que les données scientifiques. Les essais cliniques randomisés (ECR), l'outil méthodologique principal de l'EBM, sont insensibles aux données contextuelles se rapportant à l'individualité des patients.

- La diffusion des données probantes à des fins cliniques a un outil privilégié : la recommandation (de pratique clinique : RPC, ou de bonne pratique : RBP). La dissémination de l'information scientifique doit toujours être accompagnée par des réserves dues au statut provisoire de toute connaissance produite par la science.

- L'EBM pourrait perturber le jugement clinique, dans la mesure où la recherche de données probantes remplace la capacité de jugement du médecin et produit comme résultat des protocoles d'action clinique qui enlèvent potentiellement toute initiative aux médecins et au personnel soignant.

- Le praticien a une charge considérable dans la médecine fondée sur le niveau de preuve. C'est à lui d'intégrer les preuves à son expertise et de prendre en compte les choix du patient. Les recommandations peuvent être perçues comme des limites à l'autonomie et la liberté des praticiens qui peuvent être désorientés. Les preuves utiles et adaptées manquent souvent. Plus encore, la décision la plus fondée peut s'avérer ne pas être éthiquement acceptable ou contraire à l'intérêt du patient ».

On peut également lire au sujet de l'EBM :

Epistémologie médicale. De la médecine expérimentale à l'Evidence-Based Medicine, une révolution d'opérette, lundi 3 septembre 2007, par Luc Dussart.

« Articles, colloques, enseignement universitaire, week-ends postuniversitaires, l'Evidence-Based Medicine tisse sa toile pour devenir un partenaire incontournable de l'exercice médical. Elle flatte les médecins cliniciens inquiets de la place prééminente prise par des non-médecins ainsi que par des médecins estimés pour leurs travaux scientifiques dans la recherche fondamentale. Le slogan de l'Evidence-Based Medicine (EBM) est : la médecine, c'est la clinique ! Finissons-en avec ces croyances périmées du XIX<sup>e</sup> siècle signées Claude Bernard affirmant que le médecin sortant de l'hôpital doit rejoindre son laboratoire... La substitution pratique de méthodes basées sur le déterminisme expérimental, défini par Claude Bernard, par des méthodes statistiques axées sur des études et des essais cliniques randomisés (RCT ou randomised clinical trials), complétés par des méta-analyses, transforme les données éthiques, déontologiques et médico-légales de l'exercice médical. Cette transformation déborde le cadre purement technique et le médecin se trouve quotidiennement confronté à des recommandations (impératives) de services administratifs basées sur les conclusions de travaux statistiques au protocole douteux ».

Je souscris totalement à ce qui précède.

On pourra lire également avec « profit » un article de François Fourrier, service de Réanimation Polyvalente, Hôpital Roger Salengro de Lille, « Contre l'Evidence-Based Medicine »,

L'auteur conclut ainsi son travail : « Si le lecteur de ces quelques lignes a pu y trouver matière à réflexion, la controverse n'aura pas manqué son but. Qu'il ne se méprenne pas sur le jeu réducteur d'une telle pratique. Qu'il ne prenne pas pour prétention moralisatrice ce qui n'est que juxtaposition de quelques interrogations maladroites. Peut-être l'EBM a-

t-elle déjà atteint son but, puisqu'elle nous force à réfléchir à nos pratiques ? Il nous faudra pourtant veiller à en maîtriser les excès. Noyés dans les servitudes, nous pourrions y perdre notre grandeur, c'est-à-dire notre humaine et modeste dimension ».

Citons aussi (ce n'est pas le catalogue de Prévert beaucoup plus réjouissant) :

- les questionnaires semi-structurés (il en existe un nommé échelle SAD, il ne manque que la lettre « E » pour être dans le vrai, tant la place laissée à l'humain est minuscule) durant lesquels le malheureux patient est littéralement bombardé pendant 45 à 60 minutes de questions explorant tout, de sa sexualité à ses exonérations et mictions... Pendant ce temps, « l'investigateur » note scrupuleusement, froidement et dans un ordre immuable les réponses à ses questions insipides et intrusives.

- les arbres décisionnels qui évitent de penser, le manuel le fait à la place du clinicien (mais est-il encore clinicien ou obscur exécuteur d'un protocole pensé pour lui par des « experts ») ?

- Les classifications à prétention internationale (DSM) comme mode de pensée unique rappelant la devise du III<sup>e</sup> Reich, « Ein Volk, ein Reich, ein Führer » (Un peuple, un Etat, un Chef)... Ces classifications sont un gigantesque et insipide fourre-tout qui a détruit peu à peu et parfois même brutalement démolit des pans entiers de la minutieuse et précieuse nosographie franco-allemande des aliénistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce faisant, des entités cliniques entières ont disparu, l'hystérie remplacée par l'histrionisme, la névrose obsessionnelle par les TOC, TAG, SOC et autres sornettes bien utiles pour l'industrie pharmaceutique, les PMD (psychoses maniaco-dépressives) remplacées par les inénarrables 'troubles bipolaires'. Les différentes formes de schizophrénie, la PHC (psychose hallucinatoire chronique), la paraphrénie, l'héboïdophrénie, la paranoïa sensitive toutes entités regroupés dans une forme indistincte nommée 'délires chroniques'... Ce qui importe, c'est de ratisser large et de prescrire, oui, surtout prescrire des

molécules chargées de réguler les neurotransmetteurs en excès ou en défaut...

Les névroses ont disparu d'un magique trait de plume, un vrai miracle. A croire qu'en supprimant une entité clinique, on éradique la maladie, pourquoi ne pas se débarrasser aussi des patients, ce qui serait une forme d'éradication radicale ! Et pourtant, les classifications changent, mais la clinique demeure et les patients sont bien là avec leurs souffrances et leur mal de vivre ou même le désir de mourir. Les seuls neurotransmetteurs, le recours à la fée électricité (baptisée parfois narcose pour ne plus dire « électrochoc ») sauront-ils seuls aider les malades et les « guérir » ? Je ne le crois pas, seule une approche pluridisciplinaire prenant en compte la globalité de la personne peut peut-être apporter soulagement, aide et amélioration. La guérison, c'est une autre affaire... !

Dans le domaine dit 'culturel'

La pensée unique commence avec la presse écrite et télévisuelle. Observez attentivement le JT et les magazines dits d'information et surtout examinez la façon dont se comporte généralement une bonne partie des 'interviewers'... Le narcissisme est roi et ce qui compte avant tout c'est son meilleur profil, le plus télégénique, la place qu'il va occuper et le temps qu'il accorde parcimonieusement à l'invité. Certes, les vieux routiers ne se laissent pas prendre, ils parviennent à « placer leur frichti », mais ne veulent pas fâcher le journaliste car ils tiennent à revenir sur la même chaîne régulièrement, sauf lors de rares exceptions, je pense à Maurice Clavel et son célèbre « Messieurs les censeurs, bonsoir » précédant son départ du plateau de « A armes égales », sous les ovations du public le 13 décembre 1971.

Les exemples de terrorisme en col blanc sont légion. Citons pêle-mêle la manipulation de l'information, la désinformation, le choix de plans sanglants pour les prises de vue, la mort en direct, la supercherie de la guerre « propre » aux frappes aussi précises que le scalpel du bon chirurgien, lors de la première guerre du Golfe, le procès ou simulacre de procès de

Ceausescu et de son épouse, la découverte de charniers faussement datés, tout est bon pour convaincre le spectateur de ce qu'on lui impose sauf à changer de chaîne ou d'éteindre son récepteur !

Les terroristes en col blanc vous diront aussi ce qu'il faut lire, entendre, voir, dire, défendre, condamner... Des « critiques » vous inviteront à exalter ou condamner tel film, tel chanteur, tel acteur, bref choisiront pour vous

Le rôle pernicieux des critiques et le vertige de la mode, du vintage du « in »., tendance etc.

« On » vous démontrera que pour être « in », « tendance », il FAUT porter tel vêtement, comme l'actrice X ou Y... Il est vrai que le ridicule ne tue pas ! Vous saurez tout dans certains magazines sur papier glacé comment vous DEVEZ décorer votre lieu de vie pour être à la mode et tout y passe, papier peint ou peinture, rideaux, meubles... Vous saurez tout sur les « meilleures écoles, les meilleurs hôpitaux, comme les meilleurs restaurants... jusqu'à l'écoeurement total et l'indigestion !

Bref vous disposerez du mode d'emploi de la VIE ! Quelle dérision, quelle prétention !

On vous dira aussi pour qui il FAUT voter... Et ce n'est pas une exagération. En effet, lors des dernières élections présidentielles de 2012, quelques rabbins dans certaines synagogues de la capitale donnaient comme consigne aux fidèles de voter pour le président sortant !

### ***Intellectuels. Les chiens de garde de la pensée***

« [...] Pour exclure un adversaire du champ des interlocuteurs respectables, pour faire peser sur lui un opprobre qui le rend intellectuellement infréquentable, rien ne vaut un concept fumeux, un anathème suffisamment infamant et flou pour s'adapter aisément à tous ceux qui vous déplaisent. On connaît le rôle de la 'reductio ad Hitlerum' dans ce processus, mais certains ont l'art de forger à leur main leur propre concept excluant. Alain Minc restera pour avoir inventé le concept de "cercle de la raison", permettant de rejeter dans la géhenne extérieure tous ceux qui ne

communient pas dans le culte de la "mondialisation heureuse" et de l'europhisme béat. BHL, lui, surfe depuis 1981 sur la notion infamante d'"idéologie française", déclinaison du fascisme dont il crédite tous ceux qui n'ont pas l'heur de penser comme lui, ce qui couvre un éventail assez large, qui va de Marine Le Pen (aux idées « dégueulasses », et qui « respire la haine de la France ») à Jean-Pierre Chevènement (« Chasserons-nous enfin Chevènement de nos têtes ? », a demandé BHL, comme s'il s'agissait d'un virus), en passant... par le journal le Monde à certaines périodes de son histoire [...] ».

(in *La pensée unique* par Ignacio Ramonet, janvier 1995, Directeur du Monde diplomatique de 1990 à 2008).

« Englués. Dans les démocraties actuelles, de plus en plus de citoyens libres se sentent englués, poissés par une sorte de visqueuse doctrine qui, insensiblement, enveloppe tout raisonnement rebelle, l'inhibe, le trouble, le paralyse et finit par l'étouffer. Cette doctrine, c'est la pensée unique, la seule autorisée par une invisible et omniprésente police de l'opinion. Depuis la chute du mur de Berlin, l'effondrement des régimes communistes et la démoralisation du socialisme, l'arrogance, la morgue et l'insolence de ce nouvel Evangile ont atteint un tel degré qu'on peut, sans exagérer, qualifier cette fureur idéologique de moderne dogmatisme.

Qu'est-ce que la pensée unique ? La traduction en termes idéologiques à prétention universelle des intérêts d'un ensemble de forces économiques, celles, en particulier, du capital international. Elle a été, pour ainsi dire, formulée et définie dès 1944, à l'occasion des accords de Bretton-Woods. Ses sources principales sont les grandes institutions économiques et monétaires - Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Commission européenne, Banque de France, etc. - qui, par leur financement, enrôlent au service de leurs idées, à travers toute la planète, de nombreux



centres de recherches, des universités, des fondations, lesquels, à leur tour, affinent et répandent la bonne parole. [...]. Le premier principe de la pensée unique est d'autant plus fort qu'un marxiste distrait ne le renierait point : l'économique l'emporte sur le politique. [...] Les autres concepts-clés de la pensée unique sont connus : le marché, [...] la concurrence et la compétitivité, [...] le libre-échange sans rivages, [...] la mondialisation [...] la division internationale du travail, [...] la monnaie forte, [...] la déréglementation ; la privatisation ; la libéralisation, etc. Toujours « moins d'Etat [...] ». La répétition constante, dans tous les médias, de ce catéchisme par presque tous les hommes politiques, de droite comme de gauche lui confère une telle force d'intimidation qu'elle étouffe toute tentative de réflexion libre, et rend fort difficile la résistance contre ce nouvel obscurantisme [...].

### ***Sur les discriminations dans le domaine de la santé et sur les moyens d'y remédier***

*« Désormais, la mutation engagée depuis le début du 20ème siècle est achevée, la mémoire suit d'autres voies probablement plus vastes, la nôtre est sidérée par la Disparition telle que nous l'a fait vivre l'histoire et telle que nous la voyons s'accomplir sous nos yeux. Les populations civiles, celle de Gaza, de la corne de l'Afrique, de tant d'autres foyers de massacres viennent chaque jour troubler une mémoire de plus en plus désespérée ».*

Fin du livre de George-Arthur Goldschmidt, *Une langue pour abri*, 2009, chez Creaphis Editions et Fondation Facim.

« Une opération coûte moins cher à la clinique qu'à l'hôpital. Les tarifs de la Sécu ne suffisent pas à couvrir les charges des chirurgiens, déplore le syndicat Le Bloc », nous apprend Le Figaro du 10 octobre 2014, sous la plume de Guillaume Guichard. Jean Marty, coprésident du Bloc déplore que « nos revenus sont inférieurs à ceux de certaines autres spécialités médicales, comme la cardiologie, alors que le risque lié à notre pratique est supérieur et que

L'important est de ne pas penser ! Ne pas prendre de responsabilité, suivre le mouvement, ne pas se faire remarquer, devenir transparent, disparaître !  
Ce n'est pas mon choix !

H. Alain AMAR (Lyon)

Bibliographie :

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2005/11/25/malaise-dans-la-civilisation-suite-par-regis-debray\\_714288\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2005/11/25/malaise-dans-la-civilisation-suite-par-regis-debray_714288_3232.html)

*La face cachée des médicaments*, Editions Michalon (2011)

<http://www.neosante.eu/dr-nicole-delepine-les-medecins-sont-devenus-des-marchands-de-medicaments/>

<http://www.institutmauricerapin.org/docs/ebmnon.pdf>

<http://www.opimed.org/spip.php?article96>

[http://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9decine\\_fond%C3%A9\\_sur\\_les\\_faits](http://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9decine_fond%C3%A9_sur_les_faits)

<http://www.valeursactuelles.com/gardiens-pens%C3%A9e-unique> par Laurent Dandrieu, Charles Sapin, Pauline Quillon, Fabrice Madouas, Arnaud Folch

nos études sont plus longues”. Alors que les chirurgiens disposent, déjà, de bénéfices nets de plus de 12 000 euros par mois.

« Je donnerai mes soins gratuitement à l'indigent...et n'exigerai jamais un salaire au-dessus de mon travail ». Cet extrait du serment d'Hippocrate est devenu un dogme alors qu'il s'est progressivement vidé de sa substance au point que l'on peut se demander si le fait d'imposer aux futurs médecins, du moins en France, de prêter serment, au moment de la soutenance de la thèse, pour exercer, ne constitue pas un geste de suspicion à leur égard. En effet, si la société était vraiment sûre d'eux, elle n'aurait pas cette exigence, car l'exercice de l'accueil inconditionnel en médecine irait de soi.

Médecins du Monde, un peu comme les Restaurants du Cœur, représentent une de nos fiertés nationales. Cela fleure bon la conquête sociale par la lutte contre toutes les injustices partout où des veuves et des orphelins souffrent. En réalité, les associations ont dû, depuis plus de 25 ans, se substituer aux responsabilités de l'Etat.

« Nous soignons ceux que le monde oublie peu

à peu », rappelle le slogan de Médecins du Monde.

Sait-on que l'activité de sa mission « France » augmente d'année en année, marquant par là-même la confirmation de l'accroissement des exclusions dans notre pays ? Mettons en parallèle les conclusions de l'enquête de la Halde\*, qui soulignaient dès novembre 2006 que près de la moitié des médecins spécialistes refusaient d'accueillir en première intention les bénéficiaires de la CMU.

Cela montre bien que de nombreux médecins continuent à considérer, avec bon nombre de politiques, la pauvreté comme une sorte de punition divine qui vient frapper ceux qui ont pêché ou démérité. Comme au Moyen Age. Jadis, on affirmait que “les fous” et “les vénériens” devaient leur état au fait d'avoir commis une faute morale.

On peut se demander si aujourd'hui ce type de conviction n'est pas toujours à l'œuvre dans notre société “moderne-parce-que-matérialiste”, qui n'arrive pas à admettre qu'elle puisse, dans son espace démocratique idéalisé, générer de la pauvreté, de la souffrance, de l'exclusion, du malheur et la mort.

Plutôt que de se demander comment former, durant leurs dix années d'études, les futurs médecins à exercer leur jugement et leur discernement pour tendre à offrir, dans leur cabinet, un accueil inconditionnel “à la Hippocrate”, on va chercher à culpabiliser, à criminaliser même, les pauvres, les demandeurs d'asile ou les clandestins malades, les chômeurs en fin de droit, les mères célibataires,...

Quand donc les enseignants et les pédagogues décideront-ils de convaincre les médecins (et de se convaincre eux-mêmes) que la pauvreté n'est pas une faute morale ou une maladie mentale mais, très souvent, la conséquence de dysfonctionnements idéologiques et politiques?

Quand privilégieront-ils la prévention en médecine, comme c'est le cas au Canada, où l'importance de l'environnement est prise véritablement en compte jusque dans le serment des futurs médecins.

Nous savons bien, en effet, que s'agissant des déterminants intervenant dans l'amélioration de la santé, environ 60 % sont liés aux facteurs d'environnement physique, social et psychologique (durée du temps de travail, famille, patrie, âge et montant de la retraite...),

30 % aux facteurs biologiques (diabète, cholestérol,...) et seulement 10 % sont liés au système de soins! Pour répondre à l'une des injonctions de Bruxelles sur la réduction du déficit public et privilégier la créativité à un moindre coût de dépenses rêvons à ce que tous les membres de l'honorable corporation médicale, avec l'accord des bénévoles de Médecins du Monde, puissent rendre la mission « France » de l'association inutile.

Est-il utopique d'espérer que la corporation médicale puisse faire un signe très fort à la communauté des citoyens en signifiant qu'elle est prête à réduire, pour tendre à la faire disparaître, l'exercice d'une médecine à deux vitesses ? Il s'agirait par exemple de mettre en place quelques aménagements de bon sens comme un numéro vert gratuit qui permettrait aux usagers de chaque ville d'aboutir à des médecins régulateurs (exactement comme pour les urgences médicales « simples », non compliquées de problématiques sociales ou juridiques), qui offrirait à tous les citoyens de résidence la possibilité d'accéder aux cabinets libéraux en toutes circonstances.

Les régulateurs orienteraient vers un groupement de médecins volontaires (généralistes et spécialistes). L'idéal étant que tous les médecins, préalablement formés dans les facs, fassent partie de ce groupement.

Certes les médecins travaillent beaucoup et sont exposés à de nombreux risques professionnels, mais cela ne suffit pas à expliquer qu'ils restent si souvent éloignés sinon indifférents aux énormes souffrances qui s'accroissent à nos portes et notamment celles des étrangers malades (qui sont à peine 36.000 régularisés sur le territoire national et donc loin de constituer les cohortes d'envahisseurs que les pouvoirs publics désignent comme responsables d'une partie « du trou de la Sécurité \*\* »).

Comment expliquer le succès d'activité et la popularité de Médecins du Monde autrement que par un échec idéologique collectif qui a fini par nous faire admettre que la réponse caritative au scandale de la misère était un arbitrage et une posture politiques ?

Nous devons en appeler à une réforme en profondeur d'une partie des études médicales, en incluant un enseignement sur les liens entre le contexte social (et politique) et la santé des individus, et en insistant sur la prise

en charge de proximité des personnes en situation de grande précarité. Il toucherait aux domaines de l'anthropologie, de l'économie, de la philosophie et de la (géo) politique.

Comme si cela n'allait pas de soi. L'Ordre des médecins serait bienvenu de rappeler fermement à tous l'esprit et la lettre du code de déontologie médicale et du serment d'Hippocrate, s'agissant « de l'obligation de soigner avec la même conscience tous les malades » ! En ce qui concerne la Halde, créée le 30 décembre 2004 qui publie des avis extrêmement riches et critiques, souvent médiatisés, regrettons qu'elle n'ait qu'un avis consultatif généralement pas suivi d'effets. Elle ne doit pas devenir la caution d'une bonne conscience générale qui permet l'expression du mépris des pouvoirs envers les pauvres et les marginalisés, nécessairement paresseux, fraudeurs, calculateurs et profiteurs. Médecins du Monde, l'Ordre des médecins et la Halde ne doivent pas être les alibis de la normalité des pouvoirs. La santé a un coût mais n'a pas de prix.

J'ai été très surpris et intéressé par un article du professeur Paul Schaffer inspiré d'un livre canadien (1). Essayant de comprendre comment une région riche (notamment en infrastructures médicales) comme l'Alsace pouvait être une de celles où la mortalité cardio-vasculaire était la plus forte, il offrait trois chiffres, à mûrir, concernant les déterminants intervenant dans l'amélioration de la santé : 11 % sont liés au système de soins ; 28 % aux facteurs biologiques ; 61 % aux facteurs d'environnement physique, social et psychologique.

On peut mettre en parallèle une forme de pensée médicale définissant la maladie, organisée autour d'une représentation spatiale, géographique (la pensée exogène) et la pensée médicale du XIX<sup>e</sup> siècle qui a certainement été animée par la recherche du siège des maladies en considérant qu'à chaque altération fonctionnelle qui se traduisait par une expression symptomatique, correspondait nécessairement une altération organique. Selon François Laplantine (2), l'immense majorité des praticiens contemporains (et pourquoi ne pas y inclure les psychiatres) se soumettent toujours à cette forme de pensée, s'y laissent « enfermer » même si elle structure notre recherche et peut la rendre féconde. On mesure

mieux alors la difficulté et l'intérêt d'une attitude de *prévention* qui serait organisée autour des soins à prodiguer au patient afin de l'aider à reconnaître et à préserver son équilibre psychologique, social (économique-politique-juridique) et physique (responsable de 61 % des déterminants intervenants dans l'amélioration de la santé).

Nous en serions loin, en pratique courante, intéressés exclusivement par le psychologique ou le physique (ce qui n'est quand même pas si mal). Or l'accueil des Étrangers nous immerge dans une situation relationnelle et clinique quasi expérimentale qui convoque tous ces registres que le praticien est invité à maîtriser pour éviter la désorientation et nous voici assistant social, juriste, par exemple, aussi longtemps que le sujet n'a pas accédé à plus d'autonomie linguistique et administrative et à plus de capacité de symbolisation. Cet accueil peut développer en nous une attitude plus systématisée de « prévention » avec « nécessairement » moins de prescriptions médicamenteuses et d'exams complémentaires. Et cette attitude pourra s'étendre à l'ensemble de notre clientèle et entraînerait... une réduction des dépenses de la Sécurité sociale. Étant bien conscient, et c'est le reproche majeur que je fais aux politiques, aux syndicats médicaux et à la CNAM, que le débat sur la viabilité de la Sécu est idéologiquement (et volontairement ?) faussé.

Lisez Bernard Friot (3) qui nous rappelle ce que constituent en termes de luttes sociales et de solidarité nationale, le *salair*e et la *sécurité sociale*, et qui nous met en garde contre le développement des exonérations des charges patronales (que l'État ne reverse pas complètement à la Sécu : 65 sur 80 milliards seulement), de la capitalisation, des emplois-jeunes qui précarisent le salariat et finiront par emporter la Sécu. « Le Mauvais Pasteur tente de sauver à tout prix l'acquis, même si celui-ci va diminuant sous l'effet des événements. Il songe plus au passé qu'à l'avenir. Il s'intéresse aux brebis dociles plutôt qu'aux brebis vagabondes. Il n'est pas prêt à risquer ce qu'il croit posséder pour sauver tout ce qui peut l'être. Il ne croit même pas à la possibilité de retrouver les brebis perdues. Il est là pour sauvegarder et non pour sauver (4). » C'est là que le terme « rehem » prend tout son sens. Il désigne, en hébreu et en arabe, la miséricorde

et les entrailles. En l'occurrence, une partie du moteur de l'action dans notre métier, c'est d'être touché dans ses entrailles par la présence et le regard de l'autre : c'est être miséricordieux (voir les Béatitudes).

Emmanuel Lévinas écrit dans *Difficile Liberté*, au chapitre nommé justement « Tu ne tueras point » : « La connaissance révèle, nomme et, par là même, classe. La parole s'adresse à un visage. La connaissance se saisit de son objet.

Elle le possède. La possession nie l'indépendance de l'être, sans détruire cet être, elle nie et maintient. »

Georges-Yoram FEDERMANN (Strasbourg)

\*Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : La Halde a été dissoute le 1er mai 2011, et ses missions transférées au défenseur des droits. Toutefois un collège spécifique est créé pour prendre en charge la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité.

<http://www.defenseurdesdroits.fr/connaitre-son-action/la-lutte-contre-les-discriminations>

\*\*Pour justifier ses réformes de la santé, le gouvernement s'appuie aussi sur les indicateurs de

## **FEMMES ET MAFIA: MARRAINES OU MADONES?**

Femme et mafia. Deux termes a priori antinomiques. Vulnérabilité d'un côté, violence de l'autre. C'est au nom de ce stéréotype bien ancré, que le rôle des femmes dans les organisations mafieuses a longtemps été sous-évalué, voire ignoré dans les enquêtes judiciaires et les publications s'intéressant à la criminalité organisée.

Prédominait l'idée d'une femme soumise, privée d'individualité et incapable d'exercer une quelconque autonomie décisionnelle par rapport à son mari. Or, la femme a toujours exercé un rôle décisif à l'intérieur des organisations criminelles, mais celui-ci n'est clairement apparu qu'à partir des années 90. Appréhender ce rôle représente une clé de compréhension de la logique interne des organisations, tout comme de leur évolution. Dans de nombreux cas, les femmes mafieuses

la Commission des comptes de la sécurité sociale, qui constate un déficit de 15,3 milliards d'euros en 2013. Mais en y regardant de plus près, on constate que l'Etat doit de l'argent à la Sécu. Beaucoup. Le montant de la taxe sur le tabac, non reversé à la Sécu par le gouvernement (qui est censé le faire), atteignait 7,8 milliards en 2007. Celle sur l'alcool, 3,5 Md. Celle sur les industries polluantes, 1,2 Md. Nous voilà plus riches de 12,5 Md auxquelles il faut ajouter les 2 Md de charges patronales non acquittées par l'Etat lui-même.

(1) Paul SCHAFFER, « Santé, le paradoxe alsacien », *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 29 mars 1999 ; Robert G. EVANS, Morris L. BARER et Theodore R. MARMOR (dir.), *Être ou Ne pas être en bonne santé. Biologie et déterminants sociaux de la maladie*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1996.

(2) François LAPLANTINE, *Anthropologie de la maladie. Étude ethnologique des systèmes de représentations étiologiques et thérapeutiques dans la société occidentale contemporaine*, Paris, Payot, 1986, p. 63.

(3) Bernard FRIOT, *Et la cotisation sociale créera l'emploi*, Paris, La Dispute, 1999.

(4) Jacques NEIRYNCK, *Le Manuscrit du Saint-Sépulcre*, Paris, Cerf, 1995, p. 312.

ont choisi de se substituer aux hommes, s'identifiant entièrement aux valeurs négatives qu'elles avaient connues jusqu'alors (I). Dans d'autres cas, elles ont choisi de sortir du giron mafieux en collaborant avec la justice (II). Enfin, certaines femmes, non issues du milieu mafieux, ont choisi la voie de la lutte contre l'organisation criminelle (III).

### **I. Les femmes à l'intérieur de l'organisation criminelle**

"La femme n'a jamais été et ne sera jamais affiliée mais elle a toujours eu un rôle fondamental", déclare Leonardo Messina, collaborateur de justice<sup>1</sup> et ancien membre de

---

<sup>1</sup> Les collaborateurs de justice sont les personnes qui, ayant participé à des activités criminelles, acceptent de coopérer avec les autorités judiciaires ou policières et obtiennent différents avantages en échange de leur collaboration (réductions de peine, protection et aide financière pour eux et leurs famille...)

Cosa Nostra, la mafia sicilienne. Une phrase qui résume à elle seule le rôle joué par les femmes à l'intérieur de l'organisation. Des femmes savamment utilisées lorsque la nécessité s'en fait sentir, mais jamais formellement reconnues.



Giovanni Falcone (1939-1992)

Cosa Nostra est, en effet, une organisation criminelle dite "mono sexuelle" en tant que seuls les hommes sont admis au rite d'affiliation ou "*combinazione*". Comme le décrit Tommaso Buscetta, premier repenti de l'histoire de Cosa Nostra arrêté en 1984, au juge Giovanni Falcone, cette cérémonie réunit, en plus du néophyte ("associé"), au moins trois "hommes d'honneur" de la famille ; le plus vieux pique le doigt de l'initié dont il verse le sang sur une image sacrée, souvent un saint. L'image est alors placée dans la main de

<http://www.camera.it/bicamerale/leg15/commbicantimafia/documentazionetematica/25/schedabase.asp> et <http://www.camera.it/parlam/leggi/010451.htm>

l'initié et l'officiant y met le feu. Le néophyte doit résister à la douleur et passer l'image d'une main à l'autre, jusqu'à ce que celle-ci soit consommée, tout en jurant solennellement de garder la foi dans les principes de Cosa Nostra. Il utilise pour cela la formule "que ma chair brûle comme ce saint si je ne garde pas mon serment".

Ce rite constitue l'essence même de l'organisation. Il représente pour les hommes de Cosa Nostra une communion indissoluble jusqu'à la mort avec l'organisation, une renonciation à sa précédente identité mais aussi une renaissance. Il a toujours eu comme fonction de renforcer l'identité des adhérents comme membres du groupe. Le fait pour un associé (catégorie la plus basse dans la hiérarchie de Cosa Nostra) de ne pas être affilié est toujours vécu comme une offense, comme la négation d'une identité promise mais refusée.

Si la femme ne pourra jamais être formellement affiliée, il ne fait pas de doute cependant qu'un certain rôle lui a toujours été reconnu: celui d'indispensable chaîne de transmission des (contre) valeurs mafieuses: honneur, vengeance et *omertà* ("loi du silence").

"La femme s'est traditionnellement occupée des enfants, confirme le collaborateur de justice Giocchino Pennino, différenciant clairement l'éducation donnée aux filles de celles données aux garçons". Un rôle loin d'être négligeable puisque le modèle d'existence de Cosa Nostra est basé sur la reproduction de sa propre culture.

La femme est aussi garante de la "réputation" des hommes et un instrument de renforcement du pouvoir de la "*cosca*"<sup>2</sup>, à travers notamment les stratégies matrimoniales, pour lesquelles elles sont traitées presque comme des

<sup>2</sup> Unité de base de l'organisation Cosa Nostra

marchandises d'échange.

" Les promesses de mariage se font quand la femme est encore une enfant, explique le collaborateur de justice Leonardo Messina. Il est d'usage que les enfants grandissent dans le giron de Cosa Nostra puis se marient entre eux. Pour moi, cela a été le cas de ma mère, de ma sœur et de ma femme".

C'est pour garantir la réputation des hommes d'honneur qu'ont été mises en place, depuis les débuts de Cosa Nostra, des règles de " morale sexuelle". La principale d'entre elles est l'interdiction absolue de l'adultère, que ce soit pour l'homme ou la femme. Mais si pour l'homme d'honneur la règle n'a pas besoin d'être respectée à la lettre (se limitant en substance au respect de sa femme et à l'interdiction de divorcer pour une autre) elle ne souffre pas de dérogation pour la femme mafieuse. Il en va de l'honneur et du prestige de son mari. C'est pourquoi sa violation est sanctionnée par la peine maximale: la mort. Parmi plusieurs exemples, celui de Rosalia Pipitone, fille d'Antonino Pipitone<sup>3</sup>, assassinée en 1983 sur ordre de son propre père, pour avoir trahi le mari qu'il lui avait choisi.

Selon le stéréotype savamment véhiculé par Cosa Nostra depuis ses origines, la femme joue donc un rôle important mais mineur, se limitant à l'observance des devoirs qui lui sont traditionnellement assignés, notamment l'éducation des enfants.

## **II. Une nouvelle stratégie de communication portée par les femmes**

Mais à partir des années 90 et l'augmentation exponentielle du nombre de repentis qui met en danger l'existence de l'organisation, Cosa Nostra va décider de modifier sa stratégie de communication et de revenir sur certains

principes fondateurs, dont les femmes vont être les premières bénéficiaires.

En 1984, l'arrestation de Tommaso Buscetta au Brésil porte le premier coup d'envergure à Cosa Nostra. Devenant le premier *pentito* ("repenti") d'envergure, son arrestation et ses révélations permettront la tenue du "maxi-procès" de 1986-87 à Palerme, au cours duquel 474 mafieux sont inculpés et 360 condamnés.

En 1991, poussée par le juge Falcone, la loi 82/1991, qui codifie pour la première fois le statut de collaborateur de justice, est adoptée. Le mafieux qui choisit de faire d'importantes révélations sur l'organisation pourra désormais, sous certaines conditions, bénéficier d'une réduction de peine. Un système qui a porté ses fruits puisque le pic du nombre de collaborations est atteint en 1996 avec 1214 collaborateurs de justice, d'après les chiffres du Ministère de l'intérieur italien.

Pour enrayer ce phénomène dévastateur, l'organisation décide d'adapter ses formes de recrutement. Le nombre d'affiliations traditionnellement formalisées par le rite de la "*combinazione*" se réduit nettement. Par opposition à son histoire, l'organisation va avoir de plus en plus recours à des associés non affiliés, qui seront utilisés pour les mêmes activités que celles normalement dévolues aux hommes d'honneur. Si cela a comporté certains avantages pour l'organisation, comme une territorialisation de l'information et donc un risque mineur de collaboration avec la justice, les conséquences de cette forme de recrutement ont été, dans l'ensemble, très négatives. Ces jeunes non " mis à l'épreuve", sans " pedigree mafieux", peu motivés et surtout peu préparés aux épreuves difficiles comme l'incarcération ont en effet rapidement commencé à collaborer avec la justice juste après leur détention.

Des conséquences qui ont conduit à une forte

<sup>3</sup> Illustre nom de la famille mafieuse d'Acquasanta, un quartier de Palerme

désagrégation et à une perte d'identité de Cosa Nostra. Au fur et à mesure que les arrestations et les cavales d'hommes d'honneur se multiplient, l'organisation va donc changer de stratégie en considérant plus sûr de recourir aux femmes de la "famille", certainement plus fiables et plus attachées aux (contre) valeurs mafieuses que les simples associés. Il leur est alors confié les tâches d'assistance aux hommes en cavale, de transmission des messages ("pizzini") des détenus vers l'extérieur, et l'assistance dans certaines opérations criminelles, y compris d'envergure.

Cosa Nostra va également décider de revenir sur le sacro-saint principe de la loi du silence qui prévalait jusqu' alors. Après la crise sans précédent déclenchée par les collaborateurs de justice et les assassinats de 1992 des juges Falcone et Borsellino, l'organisation ne peut plus nier son existence. Elle va alors décider de se faire jour pour réaffirmer sa légitimité et sa puissance. Cette nouvelle stratégie de communication va être confiée aux femmes qui, pour la première fois, vont obtenir une certaine visibilité et le droit à la parole en défense du système mafieux. Une manière implicite de revendiquer leur propre rôle à l'intérieur de ce système en excommuniant publiquement ceux qui, en collaborant avec la justice, ont trahi la "grande mère".

Les femmes vont apparaître dures et particulièrement attachées à la défense de ce système de brimades et de mort, prêtes à sacrifier leurs propres fils, à maudire ceux qui tentent de se libérer de l'étreinte mortelle du lien d'affiliation, allant même jusqu'à remettre en cause certaines valeurs essentielles comme la maternité.

L'exemple le plus parlant est sans doute le cas de la jeune Rita Atria. Issue d'une famille mafieuse, elle décide de collaborer avec le juge Paolo Borsellino pour faire condamner les assassins de son père et de son frère, plutôt que

de les venger. Sa mère, qui vit la décision de Rita comme une trahison, la répudie. Puis, alors que sa fille qui a perdu tout point de référence après l'assassinat du juge Borsellino, se suicide, elle détruit à coup de marteau la stèle de sa tombe.



Paolo Borsellino (1940-1992)

De la même manière, les paroles de Giuseppa Mandarano en 1993 apprenant la collaboration de son mari, Marco Favalaro, avec la justice : " ce n'est pas un repentini c'est un être infâme. Le soir où j'ai appris la nouvelle, j'ai sorti tous ses habits de l'armoire pour les brûler". Ou bien les déclarations à l'agence italienne de presse en 1995 de Giusy Spadaro et Angela Marino, épouses de Pasquale et Elanuele Di Filippo, deux mafieux repentis : " Nous sommes les anciennes épouses de ces deux bâtards de repentis. Pour nous ils sont morts". Giusy Spadaro ajoute : " j'ai dit à mes fils qu'ils n'avaient plus de père, qu'ils devaient le renier. J'aurais préféré qu'il meurt plutôt qu'il se repente ". Deux ans plus tard, elle choisit cependant elle-même de collaborer avec la justice afin de rejoindre son mari. Elle écrit une lettre, lue à la

Cour d'assise. " Cosa Nostra, deux mots qui signifient mort et destruction. C'est seulement aujourd'hui, grâce aux magistrats du service central de protection, que j'ai compris comme il est beau de vivre loin de Cosa Nostra, moi qui y suis née et qui y ait grandi et qui ait dû répudier publiquement mon mari par peur".

Dans tous les cas, qu'elles interviennent pour prendre de la distance avec leurs maris ou leurs fils accusés d'avoir trahis l'organisation ou qu'elles se déclarent publiquement en faveur de leur collaboration avec la justice, l'élément de nouveauté est la présence de la femme, sa visibilité, la revendication d'un espace personnel d'expression.

Une visibilité sans doute liée également à l'évolution de la société qui a vu la femme s'émanciper. Une visibilité qui conduit en tout cas à revoir le rôle purement familial et marginal du passé pour parler d'une véritable "centralité cachée" de la femme dans l'organisation mafieuse.

### III. Impunies en tant que "sexe faible"

Et pourtant l'émergence de cet "autre visage de Cosa Nostra" a été appréhendé avec beaucoup de retard par les chercheurs et les professionnels du droit s'intéressant au phénomène mafieux. Sans doute faut-il chercher l'explication dans l'acceptation passive du stéréotype véhiculé par l'organisation mafieuse elle-même d'une femme soumise, silencieuse, ignorant tout des activités de son mari. Une femme entièrement dédiée à son rôle de mère et d'épouse.

Il s'agit, à y regarder de plus près, d'un modèle culturel très enraciné dans la société néo-latine, où le processus d'émancipation des femmes a été bien plus lent qu'ailleurs, davantage encore en Italie méridionale où, aujourd'hui encore, les stéréotypes sur les femmes ont la vie dure, même face à une réalité en continuelle

évolution.

Les hommes d'honneur ont toujours soutenu que les femmes ne savaient rien des activités de l'organisation. D'où l'idée, pour les forces de l'ordre et les magistrats, que les femmes n'avaient pas d'activité d'envergure dans l'organisation et comme conséquence, leur irresponsabilité en matière pénale.

Le concept de *fragilitas sexus*, hérité du droit romain, a donc offert aux femmes une sorte de protection, vague et jamais codifiée, face à la loi.

C'est ce qui ressort clairement des arrêts jusqu'aux années 2000 qui, dans la quasi-totalité des cas n'ont pas retenu le délit d'association mafieuse (article 416-bis du code pénal italien) lorsque l'accusée était une femme. En substance, être femme et amoureuse était suffisant pour obtenir l'impunité. Il était d'usage de penser qu'elles agissaient illégalement uniquement poussées par leurs maris. Une conséquence d'autant plus grave que le délit de complicité n'est pas prévu dans le code pénal italien en cas de lien de parenté (article 384 du code pénal).

L'un des nombreux exemples est celui de Saveria Benedetta Palazzolo, compagne de Bernardo Provenzano, qui fut acquittée du délit d'association mafieuse, malgré l'acquisition de biens, au fil des années, pour plusieurs centaines de millions de lires. Les magistrats ont retenu qu'il n'y avait pas de preuve de sa pleine appartenance à l'organisation mafieuse en raison de l'absence d'affiliation.

Dans la même veine, la motivation de l'arrêt n°188/85 du Tribunal de Palerme de 1985, contre Angela et Vincenza Marchese, sœur de deux killers de Cosa Nostra, fait une nouvelle fois la démonstration des stéréotypes attachés à la condition de femme dans l'environnement criminel. Au cours d'une perquisition dans la maison familiale à la recherche du frère



Antonino, en cavale à l'époque, les deux femmes cachent sous leurs habits une arme à feu, et l'abandonnent sous le bureau du commissariat, où elles avaient été emmenées pour être interrogées. Accusées de port d'arme illégal, elles sont néanmoins acquittées par le tribunal de Palerme au motif " qu'il apparaît douteux, [...] au regard du rôle traditionnellement réservé aux femmes dans les organisations criminelles, que deux individus de sexe féminin puisse détenir des armes de gros calibres".

Une position d'autant plus surprenante des juges, qu'elle fait référence à un critère totalement subjectif, celui invoqué par les organisations criminelles elles-mêmes (selon lequel les femmes n'ont pas de rôle dans l'organisation car non affiliées) sans recourir à des critères objectivement définis par la loi comme cela devrait être le cas en principe.

Il faudra attendre le 25 septembre 1999, pour que la Cour de cassation se décide finalement à aller au-delà des stéréotypes et qu'elle reconnaisse pour la première fois, dans cet arrêt historique, le délit d'association mafieuse pour trois femmes du clan 'ndranghetiste (mafia calabraise) des Mammoliti, Maria Rosa Mamoliti, Maria Caterina Nava et Clara Rugolo.

La Cour va considérer que " le rôle des femmes dans la société contemporaine ne peut pas se résumer à celui de simple instrument des choix de vie de son conjoint" et conclure que " la participation de la femme à l'organisation mafieuse ne peut se déduire de simples faits sociologiques ou coutumiers selon lesquels elle y jouerait un rôle passif. Elle doit être évaluée à travers l'examen concret des faits qui lui sont reprochés et qui forment l'objet du procès". La Cour reconnaît ainsi, pour la première fois, qu'une femme peut appartenir à l'organisation mafieuse, même sans être formellement affiliée.

Il ne fait pas de doute que l' " invisibilité " dans

laquelle les femmes de mafia ont longtemps vécu a garanti à l'organisation une certaine impunité. Protégées par les stéréotypes culturels, qui se sont traduits au niveau judiciaire, les femmes ont continué à acquérir toujours plus de poids dans les activités criminelles de l'organisation, notamment dans la sphère économique et financière.

#### IV. Les «bosses en jupon»

Petit à petit, les femmes vont passer de simples livreuses de " *pizzini*" (messages) ou de complices des hommes en cavale, à de véritables points de référence des familles mafieuses. Au cours des années 90, elles vont commencer à en gérer les aspects économiques, collectant le "*pizzo*" (somme d'argent régulièrement exigée par la mafia dans ses activités de racket auprès des commerçants), répartissant les fonds issus des extorsions, cherchant les contacts pour s'insérer dans les appels d'offre des marchés publics ou encore, en organisant les homicides.

Elles vont parfois jusqu'à obtenir de véritables rôles de leader, dès lors que le chef de famille est emprisonné. Une délégation temporaire de pouvoir en somme. Dans l'organisation Cosa Nostra, le cas le plus emblématique est sans doute celui de Giusy Vitale, première femme à avoir endossé le rôle de " chef de clan" sur le secteur de Partinico, près de Palerme, condamnée pour association mafieuse et homicide.

"Giusy Vitale est le premier cas que nous connaissions de femme ayant eu un rôle actif à l'intérieur de Cosa Nostra. Toutes les autres collaboratrices de justice ont eu un rôle plus marginal, se contentant de maintenir le contact entre leurs maris emprisonnés et l'extérieur", explique Maurizio De Lucia, substitut du procureur auprès de la Direction de district antimafia de Palerme.

Giusy Vitale a une histoire différente qui débute dès sa naissance. A seulement 6 ans, elle commence à se rendre en prison où son frère Leonardo, lié à Leoluca Bagarella et au gotha de la Cosa Nostra corléonaise<sup>4</sup> est incarcéré. Giusy entre dans l'organisation en jouant, dans un premier temps, le rôle traditionnellement dévolu aux femmes. A 19 ans, elle commence à les accompagner aux réunions, et à servir de lien entre Leonardo emprisonné et Vito, son autre frère en cavale. Elle va ainsi s'approprier, au fur et à mesure, une série de "savoirs techniques" qui lui seront utiles lorsqu'elle succédera comme chef de clan de Partinico à son frère Vito, arrêté en avril 1998. Bien que n'étant pas homme d'honneur au sens technique du terme- puisqu'en tant que femme, elle ne peut pas être affiliée à l'organisation- c'est elle qui assume toutes les décisions, y compris celles concernant les homicides.

"La désignation de Giusy à la tête de la circonscription de Partinico par ses deux frères est liée à deux considérations: premièrement, leur sœur connaît les secrets de l'organisation en tant qu'elle a servi d'intermédiaire entre Leonardo et Vito. Deuxièmement, elle est une femme au caractère bien trempée et elle est une Vitale, donc les deux frères ne risquent pas d'être remplacés par une autre famille, dans le cadre d'une potentielle lutte intestine de pouvoir", poursuit Maurizio de Lucia. Une situation inédite car traditionnellement Cosa Nostra tend à privilégier les éléments masculins pour les rôles de commandement.

Pour le substitut du procureur, "s'il existait une constitution formelle de Cosa Nostra, elle aurait été violée parce qu'il n'est pas admis qu'une femme prenne le commandement d'une circonscription. Cosa Nostra est certainement une organisation machiste mais son machisme de principe trouve une dérogation dans le

---

<sup>4</sup> La ville de Corleone, dans la province de Palerme, est le berceau historique de la mafia sicilienne

principe de flexibilité pour la survie de l'organisation. Or, personne à cette période n'est plus à même que Giusy Vitale de gérer la zone de Partinico, d'où l'acceptation par les membres de l'organisation de son rôle".

Dans la Camorra, la mafia napolitaine, la structure organisationnelle est horizontale et donc faiblement hiérarchisée. Les femmes y ont toujours assumé un rôle plus important, hérité de leur forte personnalité et de l'autorité gagnée sur le terrain. Et ce d'autant plus que, contrairement à Cosa Nostra (la mafia sicilienne) ou la 'Ndrangheta (la mafia calabraise), il n'existe pas de rite d'affiliation destiné exclusivement aux hommes. Ce qui permet de laisser une plus grande place au leadership féminin.

"Ici les femmes tiennent le pavé comme les hommes", souligne Sergio Amato, magistrat de la Direction de district antimafia de Naples.

Et les exemples ne manquent pas: Erminia Giuliano, dite «Celeste», sœur de Luigi Giuliano, boss historique de la Forcella, quartier défavorisé de Naples. Après l'arrestation de son mari, elle a pris la relève, gérant le trafic de drogue et les extorsions avec une poigne de fer.

Autre exemple : Maria Licciardi, sœur d'un chef de clan de Secondigliano, autre quartier miséreux de Naples. "C'est une vrai boss. Elle était associée aux décisions, et n'était jamais la dernière à parler", commentent les magistrats qui l'ont arrêtée. Depuis le début de sa cavale, en 1999, pour association de malfaiteurs, extorsion, trafic de drogue et divers règlements de comptes entre bandes rivales, Maria dite "Picciarella" (la petite) figurait sur la liste des trente criminels les plus recherchés d'Italie.

Aucune, toutefois, n'atteint la notoriété de la camorriste Pupetta Maresca : à 16 ans, enceinte de huit mois, elle a abattu à bout portant de

quinze coups de feu l'homme attablé à un bar de Naples qui avait envoyé son compagnon en prison. Elle succédera à ce dernier à la tête du clan, se rendant responsable de nombreux assassinats.

Du côté de la 'Ndrangheta, la mafia calabraise, considérée comme l'une des plus puissantes et dangereuses au monde, la situation des femmes ressemble beaucoup à celles de leurs homologues siciliennes. Formellement, comme dans Cosa Nostra, elles ne peuvent être affiliées, ce qui ne les empêche pas, dans les faits, de participer aux activités criminelles sous des formes et à des degrés divers. Exclues des structures de commandement, elles sont néanmoins écoutées et respectées à l'intérieur de la 'ndrina<sup>5</sup>

L'opération "Artemisia" d'avril 2009, menée par les autorités de Reggio de Calabre (capitale régionale calabraise), a permis l'arrestation de 34 mafieux dont 6 femmes. Durant l'enquête, débutée en décembre 2006, il est rapidement apparu que certaines de ces femmes avaient eu des rôles de premier plan dans les décisions d'homicides et de tentatives d'homicide. À leur tête, Concetta Romeo qui organisait les opérations de représailles contre un gang rival ou encore Donatella Garzo, femme d'Antonio Gioffrè, membre de la 'Ndrangheta. Cette dernière offre un exemple intéressant de l'ambivalence de la position féminine, entre présence dans les 'ndrine (pluriel de 'ndrina) et absence de la 'Ndrangheta: d'un côté c'est une femme respectée, dont les opinions sont prises en compte, de l'autre en tant que femme, elle ne participe pas aux réunions de délibérations. Les femmes ont donc un certain pouvoir d'influence mais elles ne peuvent se hisser jusqu'aux sphères traditionnellement dévolues aux hommes comme la cérémonie du rite d'initiation ou les réunions. Ainsi, à la réunion annuelle de la 'Ndrangheta qui se tient au sanctuaire de la Madonne de Polsi, à la place

d'Antonio Gioffrè incarcéré, ce sera ses fils et non sa femme, Donatella Garzo, qui le représenteront.

## V. La " pseudo émancipation" des femmes

En parcourant l'histoire de l'insertion des femmes dans la mafia, notamment en ce qui concerne Cosa Nostra et la 'Ndrangheta, il apparaît évident que cela s'est produit principalement quand cela s'avérait nécessaire.

L'entrée des organisations criminelles dans les circuits du narco trafic et la nécessité qui en a découlé de recycler l'argent sale, a créé des emplois moins directement liés à la violence de type masculine et plus adaptés aux spécificités féminines. Parallèlement, le développement du trafic a nécessité de trouver une main d'œuvre fidèle. Ainsi, les femmes se sont-elles retrouvées à transporter de la drogue car moins soupçonnées et contrôlées par la police. Un exemple célèbre et celui des femmes Toretta, protagonistes d'un vaste trafic d'héroïne entre Palerme et New York, au début des années 80. Les femmes sont également largement utilisées dans le cadre des activités d'extorsion, pour lesquelles seul le recours à l'intimidation et non à la violence directe, est en général nécessaire. Ainsi l'exemple des femmes mafieuses de Castellammare del Golfo qui géraient le racket de la zone de compétence de leurs maris, boss mafieux incarcérés.

La détention de l'homme est le présupposé fondamental pour que la femme exerce un rôle prégnant à l'intérieur de " l'honorable société ". Nombreuses sont les histoires de femmes qui ont remplacé le parent incarcéré pour l'aider à conserver son pouvoir sur sa zone d'influence. Parmi les figures les plus intéressantes, Nunzia Graviano, sœur des "rais" de Brancaccio (quartier de Palerme), Filippo et Giuseppe Graviano emprisonnés. Elle gérait pour le compte de ses frères le patrimoine occulte de la famille, ramassant l'argent illicite et le

<sup>5</sup> Unité de base de l'organisation 'ndranghetiste

réinvestissant dans les circuits internationaux.

Il n'y pas de doute qu'il s'agit de femmes exerçant un pouvoir réel, qui commandent d'autres hommes et démontrent une véritable ambition criminelle. Mais, en approfondissant leur histoire, on entrevoit la persistance d'une vie contrôlée par les hommes, sur le modèle patriarcal.

Leur pouvoir est, en effet, toujours délégué et temporaire. Elles exécutent les directives ordonnées depuis les lieux de détention par les hommes et sont obligées de rendre leur pouvoir dès la libération de ces derniers ou ne peuvent, en tout cas, jamais accéder aux plus hautes fonctions.

L'exemple de Giusy Vitale est, de ce point de vue, parlant: devenue chef du clan, elle ne peut pas participer aux réunions des régents parce que femme et doit systématiquement se faire accompagner par un homme lorsqu'elle se promène dans la rue, au risque de passer pour une " femme légère". Par ailleurs, son titre de première femme boss doit être relativisé puisqu'elle n'a formellement exercé ce rôle que trois mois, entre avril et juin 1998, moment de son arrestation.

Nous sommes face à des femmes respectées et craintes par les membres du clan que ce soit pour leur nom de famille ou leur personnalité mais qui, dans la majorité des cas, sont obligées de renoncer à leurs plus intimes aspirations.

Ainsi Nunzia Graviano a-t-elle dû interrompre sa relation sentimentale avec un médecin syrien rencontré à Monaco, où elle s'occupait de la gestion du patrimoine de ses frères. Dans une conversation enregistrée avec son frère Giuseppe, il lui dit : "Je suis Sicilien, chez nous il y a des traditions à respecter. On ne divorce pas. Toute fréquentation doit avoir pour finalité le mariage. Il est de quelle religion celui-là?".

Contradictions et ambiguïtés de la condition féminine donc qui, d'un côté " avance", mais

de l'autre "stagne".

Ceci démontre la capacité des organisations criminelles à s'adapter à la modernité, tout en maintenant les éléments de traditions. Elles ont su insérer une nouvelle génération de femmes plus instruites et plus libres qu'auparavant, tout en leur refusant une vraie indépendance psychologique et émotive. Ainsi Nunzia Graviano est-elle utile à ses frères parce qu'elle parle anglais, sait se servir d'un ordinateur et voyage librement mais elle n'est pas libre d'aimer qui elle veut. Les femmes ont donc été exploitées lorsque c'était nécessaire mais jamais formellement reconnues, en tout cas dans Cosa Nostra, ce qui leur cause une double souffrance.

Par ailleurs, dans de nombreux cas, les femmes mafieuses, au lieu de se libérer du joug de la domination masculine, se sont substituées aux hommes, s'identifiant entièrement aux valeurs négatives qu'elles avaient connues jusqu'alors. Les données statistiques montrent, en effet, une nette augmentation du nombre de femmes accusées d'association mafieuse. Par ailleurs, l'article 41 bis du code pénal (prévoyant un régime carcéral strict pour les personnes particulièrement dangereuses issues de la criminalité organisée) a été appliqué pour la première fois à une femme en 1996. Le signe d'un changement de perspective en matière judiciaire mais aussi de l'usage paradoxal que ces femmes ont fait d'une liberté accrue. On peut alors parler de "pseudo- émancipation" mais pas de libération.

La vraie libération sera celle des femmes qui choisissent de changer de vie en collaborant avec la justice, interrompant ainsi la transmission des contre valeurs mafieuses, expression d'une culture profondément machiste.

## VI. Femmes et collaboration avec la justice

Certaines ont fait ce choix: soit en collaborant elles-mêmes, soit en poussant leur mari à collaborer.

Pour Lia Sava, ex magistrate à la direction de district antimafia de Palerme" Désormais, les femmes qui viennent à connaissance des informations sensibles réservées auparavant aux hommes, peuvent également faire le choix de collaborer, avec une motivation supplémentaire: leurs enfants". La magistrate a été une observatrice privilégiée de ce repentir au féminin. C'est elle qui, avec d'autres collègues, a recueilli les déclarations de Carmela Rosalia Iuculano, l'une des collaboratrices de justice les plus importantes avec Giusy Vitale, elle aussi entendue par la Direction de district antimafia de Palerme. Giusy Vitale est arrêtée en juin 1998 et condamnée pour association mafieuse à 4 ans et demi de prison. Libérée en 2002, elle est de nouveau arrêtée pour homicide en mars 2003 et condamnée en juillet 2006 à 16 ans de prison. Une peine réduite à 4 ans lorsqu'elle prend la décision de collaborer avec la justice à partir de février 2005. Dans une interview, elle explique son choix " j'ai décidé de collaborer avec la justice parce Garozzo Alfio [homme avec qui elle a eu une relation début 1998] m'a fait comprendre que c'était l'unique moyen pour sortir de cette vie et m'en construire une nouvelle, non seulement pour moi mais aussi pour mes enfants, pour qu'ils aient une vie différente et meilleure".

Pour Maurizio De Lucia, cette collaboration est hautement symbolique. "La famille Vitale est une famille mafieuse puissante typiquement corléonaise, au sens du dévouement absolu à Totò Riina et à Leoluca Bagarella (deux boss siciliens très puissants), auxquels ils sont très liés. A partir du moment où une femme appartenant à cette famille saute le pas en décidant de collaborer avec la justice,

l'effet du point vue psychologique à l'intérieur de la famille est dévastateur. Cela prouve qu'il n'y a absolument aucune famille mafieuse strictement " imperméable" à la possibilité que l'un de leurs membres collabore ".

Autre exemple intéressant de repentie, celui de Carmela Rosalia Iuculano Carmela, issue d'une famille non mafieuse s'amourache à 16 ans de Pino Rizzo dont la famille appartient à Cosa Nostra et l'épouse à peine majeure. Après son arrestation, elle assume un rôle central dans la gestion des affaires de famille, avant d'être elle-même emprisonnée laissant leurs trois enfants seuls. Son mari refusant de collaborer, c'est elle qui a sauté le pas pour sortir ses enfants et elle-même du giron de Cosa Nostra.

Reste Guiseppina Pesce, devenue une célébrité en Italie. Elle est incarcérée avec une quarantaine de membres de son clan, à la suite d'une intensification de la lutte contre la 'Ndrangheta. Ne supportant pas d'être privée de ses deux enfants, elle décide de collaborer. Grâce à elle, une partie de la Mafia calabraise a été démantelée. Elle vit aujourd'hui cachée, sous haute protection policière, avec ses enfants. De sa prison, son oncle, Rocco Pesce, l'a condamnée à mort : "La chienne qui ne te regarde plus dans les yeux, il faut la tuer !", a-t-il lancé.

Le choix de collaborer avec la justice est souvent particulièrement difficile, plein d'incertitudes mais extrêmement important pour les enquêteurs et les effets que cela produit sur l'organisation mafieuse, où les liens de sang et mafieux coïncident et sont considérés sacrés et indissolubles. Lorsqu'une femme mafieuse décide de collaborer, il y a une rupture non seulement avec un certain environnement mais aussi avec les liens du sang. Une sorte de révolution féminine face à la condamnation au silence.

Nombreuses également ont été les femmes à appuyer leur mari dans leur choix de collaborer avec la justice. Pour le psychologue Innocenzo Fiore, c'est véritablement au moment du repentir que le pouvoir que la femme exerce sur son mari se fait jour. " A l'extérieur, elles apparaissent totalement dépendantes de leur mari mais, à l'intérieur du noyau familial, elles exercent un pouvoir important: la réussite ou l'échec du processus de collaboration avec la justice du mari dépend pour beaucoup du choix de l'épouse de s'y rallier ou non".

Dans une interview à la journaliste Rita Mattei, Concetta Ferrante, femme de Giovanbattista Ferrante (important collaborateur impliqué dans le massacre de Capaci du juge Falcone), déclare: "je soutiens sa collaboration parce que je l'ai épousé et que je veux donner un futur à mes enfants, j'ai la conscience tranquille et même si maintenant c'est un infâme et moi une mauvaise femme, je veux rester à ses côtés". Une raison d'espérer un démantement de la culture et du système mafieux " de l'intérieur ".

Le régime des collaborateurs de justice est désormais régi par la loi 45/2001 du 13 février 2001 qui a apporté certaines modifications substantielles à la loi de 1991<sup>6</sup>. D'après les chiffres du Ministère de l'intérieur pour le dernier semestre 2013, il y a aujourd'hui 1144 collaborateurs de justice (1083 hommes et 61 femmes) dont la majorité est issue de la Camorra (501), suivie de Cosa Nostra (295), la 'Ndrangheta (136), de la Sacra Corona Unita, mafia de la région des Pouilles (112) et d'autres organisations (100).

## VII. Les femmes témoins de justice<sup>7</sup>

Depuis 2001, la loi italienne (n°45/2001 susmentionnée) distingue nettement collaborateur et témoin de justice. Ce dernier est une personne qui assiste à un fait délictueux et le dénonce, sans avoir lui-même commis de crime. Il bénéficie, comme le collaborateur de justice, d'une protection assurée par le service central de protection. D'après, les derniers chiffres fournis par le Ministère de l'Intérieur italien, il y avait 80 témoins de justice (57 hommes et 23 femmes) au 31 décembre 2013.

La plus célèbre des femmes témoin de justice est sans doute Rita Atria. Issue d'une famille mafieuse sicilienne, elle décide en 1991, à 17 ans, de s'adresser à Paolo Borsellino (à l'époque procureur à Marsala, en Sicile) pour faire juger les assassins de son père et de son frère, tous deux mafieux. Ses révélations ont permis d'arrêter de nombreux mafieux de Partanna, Sciacca et Marsala (villes siciliennes) et d'ouvrir une enquête sur Vincenzino Culicchia, maire démocrate-chrétien de Partanna pendant 30 ans.

Une semaine après le massacre de via d'Amelio, dans lequel Paolo Borsellino, dont elle était devenue très proche, est assassiné, elle se suicide en sautant du 7ème étage de l'appartement romain où elle avait été placée par le Service central de protection.

Autre symbole, Lea Garofalo, issue d'une famille 'ndranghetiste. Dès l'adolescence, elle ne pense qu'à fuir. Dans une lettre adressée à son avocate, elle écrit: "Mon père a été tué quand j'étais bébé. Mon grand-père et mon oncle ont été tués. J'avais cette image des

<sup>6</sup>

<http://www.camera.it/bicamerale/leg15/commbicantimafia/documentazionetematica/25/schedabase.asp>

<sup>7</sup> Le témoin de justice, à la différence du collaborateur de justice, est une personne neutre, qui n'a pas de passé criminel, qui a vu ou entendu un fait ou un évènement et peut donc attester de sa réalité <http://www.camera.it/dati/leg15/lavori/documentiparlamentari/indiceetesti/023/006/00000002.pdf>

femmes de la famille toujours habillées en noir. Nous étions toujours en deuil". L'été de ses 15 ans, elle s'amourache de Carlo Cosco, lui aussi issu de la mafia calabraise. Tous deux partent pour Milan dans le but de rompre avec leur passé. Deux ans plus tard naît Denise, leur fille. Entre -temps, Lea a compris que son compagnon lui a menti: l'immeuble où ils se sont installés sert de fief à la famille Cosco et de cache pour la cocaïne que celle-ci revend. La jeune femme prend la décision de se placer avec sa fille sous la protection de la police. Pour obtenir le statut de repénit, elle révèle tout: les noms des boss, leurs trafics, leurs biens mal acquis.

Curieusement, personne n'est inquiété. "Pour des raisons inexplicables - difficultés d'enquête, manque de preuves -, ses déclarations n'ont servi à rien, constate le juge Giuseppe Gennari. C'est une défaite de la justice !" Sans emploi, ballottée d'hôtel en hôtel par ses protecteurs, Lea finit par recontacter son ancien compagnon Carlo. Celui-ci la convoque à Milan. On ne la reverra plus. En 2012, Carlo Cosco et cinq complices ont été condamnés à 25 ans de prison pour son assassinat.

### **VIII. Femmes et antimafia**

Le mouvement antimafia trouve ses origines dans les luttes paysannes siciliennes ("*I fasci siciliani*") de 1891-1894. Les paysans réclament une réforme du système agraire et notamment du système mafieux des "*gabelotti*" qui louaient les terres aux propriétaires avant de les sous-louer aux paysans à prix d'usurier. Dans ce mouvement, les femmes ont eu un rôle de premier plan. Dans la plupart des villages siciliens, les femmes étaient massivement présentes. Ainsi, dans le Fascio de Piana dei Greci, sur une population d'environ 9.000 habitants, on a compté la participation de 2500 hommes et de 1000 femmes; au Fascio de Campofiorito il y avait 214 femmes, 80 dans celui de San

Giuseppe Jato.

En 1980, naît l'Association des femmes siciliennes pour la lutte contre la mafia, composée uniquement de femmes, dont la plupart sont membres de familles victimes de la mafia. Sa présidente, Giovanna Terranova, est la veuve de Cesare Terranova, magistrat sicilien tué en 1979. L'association s'est donné pour but de dénoncer les responsabilités et les complicités et de rompre le silence sur les pratiques et les crimes de la mafia. Elle accompagne les femmes qui se constituent partie civile dans les procès. Aujourd'hui l'association a interrompu son activité.

L'antimafia au féminin ce sont aussi ces femmes "ordinaires" qui, sans avoir été personnellement touchées par la mafia s'y opposent en faisant leur métier en adéquation avec leurs propres principes et systèmes de valeurs. En faisant cela, elles sont devenues, sans le savoir ou le vouloir, des activistes.

C'est l'histoire de Maria Carmela Lanzetta, maire de Monasterace, petite commune calabraise de la côte ionienne, depuis 2006. La zone ionienne est historiquement le berceau de certaines des plus puissantes familles de la 'Ndrangheta. Au sud de Monasterace, se trouvent les villages de San Luca et de Plati, respectivement, "le cœur et la tête" de l'organisation mafieuse calabraise. A Locri, un village situé à 40 kilomètres de Monasterace, le vice-président du conseil régional, Francesco Fortune, a été assassiné en 2005. Il a reçu cinq balles en plein jour, alors qu'il se rendait au siège électoral pour les primaires de l'Unione<sup>8</sup>. Cette même année, il y avait déjà eu 23 morts.

C'est pourtant là qu'a choisi de vivre Maria Carmela Lanzetta qui, depuis 2011, fait l'objet

---

<sup>8</sup> L'Unione est la coalition qui a réuni les partis de centre-gauche italiens entre 2005 et 2009 sous la houlette de Romano Prodi

d'actes d'intimidation et vit sous escorte.

Née en 1955, dans le village calabrais de Mammola, elle grandit à Monasterace. C'est précisément là qu'elle choisit de retourner en 1978, à 23 ans, après des études de pharmacie à Bologne, alors même que les habitants désertent la région après une vague d'enlèvements entre le milieu des années 1970 et le début des années 1980.



Maria Carmela Lanzetta

Elle reprend, dans un premier temps, la pharmacie familiale avant de se présenter, en 2005, aux élections municipales. Le 30 mai 2006, elle remporte le scrutin et choisit, d'emblée, de renoncer à l'indemnité municipale. Quand elle prête serment, 15 jours plus tard, les premiers messages ne tardent pas à arriver. Les voitures de deux de ses adjoints aux travaux publics et à l'urbanisme sont incendiées.

Les intimidations ne s'arrêtent pas là. Dans la nuit du 26 juin 2011, alors qu'elle vient de se faire réélire pour un second mandat, la pharmacie familiale est incendiée. Carmela et sa famille vivent au deuxième étage de l'établissement et s'en sortent de justesse. Le 29 mars 2012, nouvel avertissement. Quelqu'un tire trois balles sur la portière de la Fiat panda de la première citoyenne. Trois balles côté conducteur. Maria Carmela Lanzetta démissionne, la peur pour ses enfants et sa famille l'emportant provisoirement sur l'accomplissement de son mandat. Très vite, les messages de soutien des institutions, des journalistes, des associations anti-mafia et de ses concitoyens affluent. Les représentants de

la commission parlementaire anti mafia font même le déplacement. Ce même jour, elle reçoit une lettre anonyme lui conseillant de "se contenter de son rôle de mère". Elle reprend, au contraire, ses fonctions mais avec réserve. Aujourd'hui elle vit sous escorte policière permanente.

Le 15 septembre 2012, elle reçoit le "prix Casato première dame" pour son "engagement civil, et sa résistance face à la criminalité organisée". Pourtant, elle ne se définit pas comme une maire anti-mafia. Elle est maire et, en tant que telle, respecte les règles et essaie de les faire respecter. Il va de soi qu' " en suivant les lois, on va à l'encontre de la n'drangheta qui les viole. Il y a désormais des appels d'offres pour tout, entièrement légaux", explique-t-elle. "Il n'y a pas eu de déclaration de guerre aux pouvoirs locaux, seulement une prise de position forte sur le respect de la légalité comme mode opératoire", poursuit-elle.

L'histoire des femmes et de l'antimafia, c'est aussi celle de Rosaria Cappacchione, journaliste au quotidien napolitain "Il Mattino". Rosaria Cappacchione a reçu de nombreuses récompenses pour son activité journalistique: le prix " Elsa Morante" pour l'engagement civil à New York, le prix « Paolo Borsalino», le prix " Enzo Biagi" et beaucoup d'autres.



Rosaria Cappacchione

Une reconnaissance tardive - pour cette journaliste qui a plus 30 ans de métier- qui arrive le 13 mars 2008. Le jour où, désignée



publiquement dans une lettre des deux boss Antonio Iovine et Francesco Bidognetti lors du procès Spartacus, elle devient "Rosaria Cappachione, journaliste menacée par la camorra". Dans la liste des journalistes accusés de soutenir l'action des magistrats, il y a aussi Roberto Saviano, l'auteur de Gomorra.

La région campane est le terrain des "Casalesi", une importante famille camorriste. Spartacus est le "maxi procès" de la région réunissant 113 accusés et 500 témoins. Il débute en 1995 et en 2008, il en est seulement au stade de l'appel en cour d'assise. Une année de terreur marquée par des homicides, des incendies criminels et des actes d'intimidations. Une période racontée avec minutie par Rosaria Cappachione, qui n'en est pas à son coup d'essai. La journaliste est devenue la bête noire des Casalesi depuis qu'elle a commencé à s'occuper de la chronique judiciaire à Caserta, en province de Naples, au milieu des années 1980. Des années sombres, où les règlements de compte entre bandes mafieuses rivales sont féroces et où les clans s'enrichissent avec la construction post-tremblement de terre, après le séisme de Irpinia.

Tout comme Maria Carmella Lanzetta, Rosaria n'avait pas planifié d'engagement contre la mafia locale. Elle fait simplement son métier, ce qui l'amène souvent à être en contact avec les camorristes. Quand elle débute à Caserta, elle ne connaît rien de la mafia. Seulement les grands noms: Cutolo, Bardellino. Plutôt que de se contenter de décrire les homicides qui, au fond, se ressemblent tous, elle enquête pour comprendre les raisons de l'assassinat, son contexte et suivre le flux d'argent, qui est quasiment toujours le mobile principal du meurtre. Parmi les premières femmes journalistes italiennes des années 1980, elle se fait rapidement remarquer dans la région à force de questions embarrassantes. Femme dans un univers quasi exclusivement masculin fait de policiers, de magistrats et de mafieux.

Elle continue son travail malgré les menaces, les avertissements et les insultes jusqu'à ce jour de 2008 où elle est menacée publiquement et doit, depuis, vivre sous escorte. Elle continue aujourd'hui ses enquêtes sur le terrain. Parmi elles, une enquête sur les concessions peu transparentes de licences pour les pharmacies communales et les laboratoires d'analyse. Ces femmes ont fait un choix. Pas celui de la « rupture » par rapport à un système d'appartenance, mais celui de la « cohérence » avec leurs idéaux. Dans un territoire où, bien souvent, le « personnel » devient intrinsèquement lié au « social et au politique ».

Milka KAHN (Paris)

Sources bibliographiques :

Teresa Principato, rivista Narcomafie, *L'altra metà della cupola*, 2005

Alessandra Dino et Teresa Principato, *Mafia donna. Le vestali del sacro e dell'onore*, 1997

Anna Puglisi, *Donne, mafia e antimafia*, 2012

Meridiana Rivista di storia e scienze sociali, *Donne di mafia*, 2010

Umberto Santino, *Storia del Movimento Antimafia. Dalla lotta di classe all'impegno civile*, 2009

Ludovica Ioppolo, Martina Panzarasa, *Al nostro posto. Donne che resistono alle mafie*, 2012

Richard Heuzé, Le Figaro.fr, *Les femmes s'imposent à la tête de la mafia*, 2009

**Article à paraître** dans la Revue en ligne de l'Observatoire géopolitique des criminalités (OGC) qui s'appelle Criminalités revue de géopolitique dont voici le lien: <http://geopolcrim.org/fr/page-Revue-de-l-OGC-14.html>.

Crédit photographique :

[http://www.pourfemme.it/foto/donne-elezioni-politiche-2013\\_10213\\_24.html](http://www.pourfemme.it/foto/donne-elezioni-politiche-2013_10213_24.html)

<http://www2.radio24.ilsole24ore.com/blog/calandra/?p=2510>

## **DESTRE ESTREME DI LOTTA E AL GOVERNO**

### ***Lega Nord, Alfano e altri moderati***

Walter Peruzzi\* purtroppo non è riuscito a leggere il dispositivo della sentenza di non luogo a procedere nel processo intentato nei suoi confronti e in quelli dello scrivente, autori di *Svastica verde, il lato oscuro del va' pensiero leghista* (Roma, Editori Riuniti, 2011), durante il quale ha assunto un ruolo rilevante/militante il nostro collegio di difesa, con Stefania Lopez e Marco Arcangeli. Non è riuscito a farlo perché è morto il 25 maggio, lasciandoci senza voce. La sentenza, emessa dal giudice A.L. Lanna (Tribunale di Cassino) e datata 2 maggio, ci è pervenuta il 9 giugno. Ed è estremamente positiva. Vista la condanna nei confronti dell'on. Borghezio stabilita dal pretore di Torino il 22 giugno 1993 per un fatto accaduto nel capoluogo piemontese il 28 novembre di due anni prima (“...[l'on. Borghezio] con la violenza consistente nell'afferrare il minore H. N. per un braccio, lo costringeva a stare presso di sé (...) impedendogli di muoversi come avrebbe voluto...”), il giudice Lanna scrive che “quale che fosse la ragione sottesa a tale (sconsiderato) gesto, si verificò comunque una esplicazione di energia fisica; vi fu una materiale costrizione, finalizzata ad imporre ad altri (ad un soggetto peraltro particolarmente debole e indifeso) di fare qualcosa, ovvero di tollerare un'azione non voluta...”. Inequivocabile. Su cosa si era basata l'accusa? Sul fatto che nella nostra ricostruzione dell'episodio in *Svastica verde* abbiamo usato il verbo “picchiare” in luogo di “afferrare o trascinare”: ma questa, secondo il giudice Lanna, è “una mera inesattezza semantica” in quanto “l'avvenimento soggettivamente riconducibile al Borghezio (...) rimane infatti pur sempre quello: fu adoperata una forma di coercizione fisica, ossia una esplicazione di violenza, nei confronti di un bambino

marocchino...”. Anche qui, niente di più chiaro.

*Svastica verde*, ricordiamolo, raccoglie e commenta le malefatte e le maleparole di esponenti di primo e secondo piano della Lega Nord, dalle origini al dicembre 2010. Un lavoro meticoloso, basato su fonti d'archivio giornalistiche, come Walter da tempo aveva cominciato a fare (1), e arricchito dall'immenso materiale che la rete mette a disposizione di chiunque abbia forza e voglia di rovistarvi. Le ricerche di Walter, cui ho dato il mio appoggio concreto a partire dal 2008, partivano da diversi assunti: innanzitutto dalla constatazione della pericolosità del fenomeno leghista che invece molti tendevano a sottovalutare o, peggio, a corteggiare ritenendolo destinato a scomparire in breve tempo con la conseguente libera uscita di voti da incamerare. La tesi di una Lega “costola della sinistra” o movimento di popolo (la pseudoproletaria “canotta” di Bossi) è stata sistematicamente smontata dal lavoro di Walter, prima, e poi dal nostro *Svastica verde*, oltre che da molti altri volumi e interventi: per noi la Lega era, ed è, un movimento di destra estrema –questo vuole esplicitamente dire il titolo del nostro libro- con forti venature razziste, di un razzismo addirittura biologico, come Annamaria Rivera suggerisce nell'importante postfazione al volume. Un movimento, perciò, non “popolare” ma “populista” e cioè contro il popolo, oggetto di un quotidiano avvelenamento attraverso parole d'ordine elementari, ripetutamente/repentinamente cambiate e, sul breve periodo, efficaci. Questo avvelenamento è stato incoraggiato e reso duraturo dalle mancanze e poi dalla mancanza di una sinistra di “classe”, a partire dagli anni Novanta, che hanno condannato alla perdita di una prospettiva ideale/reale di emancipazione. Essere contro il popolo, vuol dire anche appartenere a quella classe politica corrotta e ladrona (le accuse dei leghisti andavano e

vanno per le spicce, quando non si tratti di propri esponenti...) di cui si denunciavano, imitandoli, i peggiori vizi: i casi del tesoriere Belsito e di Renzo Bossi –il figlio preferito del capo-, e infiniti episodi meno conosciuti, sono stati solo la punta di un sistema di potere assai ramificato attorno alla famiglia del grande leader, al “cerchio magico”, etc.. Corruzione che non è solo mazzette e spese pazze, ma anche devastazione del territorio (agricoltura avvelenata e rifiuti tossici, sbancamenti, disboscamenti, asfaltizzazione e edilizia forsennate) su cui qualche procura dovrà prima o poi cominciare a indagare. A questa corruzione diffusa si sono sempre uniti linguaggio e comportamenti sul terreno che hanno senza sosta ribadito l'appartenenza della Lega Nord all'area della destra estrema. Antimeridionalismo, esibito machismo e omofobia, antiziganismo, islamofobia, antisemitismo poi diventato paradossale filosemitismo (è stato Ivan Segrè a coniare il termine di “reazione filosemita”, quando vecchi nemici degli ebrei e di Israele si convertirono ad appoggiare lo Stato detto ebraico in funzione anti-islamica), sono atteggiamenti e programmi del partito indipendentista da sempre vicini alle parole d'ordine della destra europea, e francese in particolare, con Borghesio a tessere legami tra Nizza, Strasburgo, la fantomatica Padania e movimenti come Casapound (2). La svolta a destra della segreteria di Matteo Salvini (le alleanze con il Fronte Nazionale e altre destre estreme nel Parlamento europeo, i legami in nome dell'identità cristiana con la Russia di Putin, etc.) (3) è perciò, più che un cambiamento, un esercizio di continuità e un disvelamento delle radici del partito. Ma queste radici nazional-popolari su base “padana”, in apparenza di “destra sociale”, in realtà si sono sposate disinvoltamente con la destra liberista berlusconiana: ricordiamo il grande amore Bossi – Berlusconi e, ora, le proposte di Salvini per una ricomposizione della destra, in seguito ai risultati delle europee del 25 maggio, segnate da una certa crescita della Lega dopo i rovesci elettorali causati dal

rigetto nei confronti della dirigenza bossiana. Queste proposte potrebbero essere vincenti sotto forma di riunificazione di una destra esplosa per scissioni, processi e corruzione, con la Lega che si candida a cardine di un eventuale nuovo schieramento; e/o sotto forma di idee che andranno in ogni caso a permeare le parole e i programmi di altri, capaci di raccogliere e di utilizzarle al meglio. Le recenti esternazioni di Alfano, ministro dell'Interno del governo del “comunista” Renzi, a proposito degli immigrati sono significative. Commentando la gambizzazione di due nigeriani il 12 luglio scorso a Pescopagano e i successivi incidenti, lungi dal deplorare il fatto e provare ad affrontare una realtà fatta di sfruttamento nelle campagne e di potere mafioso, egli ha sottolineato che “quando c'è uno sbilanciamento tra persone straniere e cittadini italiani si creano momenti di tensione”; e al successivo incontro del Comitato Nazionale per l'ordine pubblico e la sicurezza, tenutosi a Caserta il 1° agosto, parlando dei problemi occupazionali Alfano ha usato l'espressione “prima gli italiani e poi i migranti”, servendosi di uno slogan storico del Front National di Jean-Marie Le Pen. Altro che moderati! In soccorso di Alfano si è subito schierata la sua collega di partito, Nunzia Di Girolamo: “italiani prima di tutto”, perché è questo che “la stragrande maggioranza degli italiani vuole”. Queste elevate riflessioni estive vanno però lette in altro modo: la precedenza / preferenza e il lavoro non verranno dati né agli italiani né agli stranieri, visto lo smantellamento sistematico del tessuto produttivo italiano e del welfare attuato dai governi appoggiati dal NCD, negli ultimi anni, e dai governi precedenti, tutti radicalmente antipopolari. Qui interessa, però, l'utilizzazione di termini che, una volta a esclusivo uso delle destre estreme, ora vengono a strutturare il discorso di molti esponenti di centro e di non pochi a sinistra, non certo per sottrarre forza agli “estremisti” giocando sul loro campo, ma nella prospettiva di una nuova e programmatica alleanza. Con questi “compagni” del NCD il “comunista”

Renzi già governa in modo non provvisorio, ma con una forte unità di intenti e di cultura condivisa.

Per tornare alla Lega Nord e al relativo linguaggio/modo di pensare, il cardine del suo programma è nello slogan bossiano “föra di ball” (fuori dalle palle) di cui Andrea Rognoni provò una strabiliante esegesi (4) tra rivendicazione di un’anima popolare che “non sopporta il peso della retorica e dei giri di parole” e virilità latina da proteggere: “...La scelta poi dell’apparato riproduttivo come cuore della personalità la dice lunga sulla necessità di difendersi da chi invadendo la sfera privata finisce col sostituirsi alla nostra virilità, minacciando implicitamente di procreare una marea di figli in futuro al posto nostro...”. Come questo slogan venne subito attuato, lo ricorda una prima pagina del Manifesto dal titolo “Effetti collaterali” (5): “Più di 300 migranti dispersi nel Canale di Sicilia tra Lampedusa e Malta”, e un disegno di Vauro, con persone affogate nel Mediterraneo e la scritta Föra di ball. Come a dire, con grande efficacia, operazione criminale compiuta, allora come ora in questo mare di morti che è il nostro “mare di guerra”, così definito da Annamaria Rivera, da una Libia all’altra (l’attuale caos), e poi Siria, Gaza, e il Corno d’Africa, con i migranti che provano a trovare “esodo” attraverso il deserto e le acque. Appena ieri come oggi. Su La Padania, negli ultimi mesi, si leggono ossessivamente titoli come questi: “Basta clandestini! È ora di difendere le nostre frontiere”, “allarme immigrazione”, “allarme proselitismo”, “Mare nostrum operazione del Vaticano” (titolo di un’intervista a Luttwak), fino a una memorabile prima pagina del 13-14 luglio, “Resort mare nostrum”. Il giorno prima Matteo Salvini aveva visitato il centro d’accoglienza di Mineo e visto quello che voleva: “Aria condizionata, tv satellitare, palme in giardino (...) E ancora: giardini, sigarette di contrabbando. Il tutto a disposizione dei clandestini sbarcati sulle coste italiane.” Un’immensa tragedia planetaria

ridotta a frasette da pessima osteria (le prigioni e i CIE italiani come hotel di lusso) pronunciate dal leader di un partito nazionale, e nemmeno una parola di dolore o di comprensione umana: danno fastidio vite che cominciano a ricostruirsi, con fatica, che quindi vanno costantemente inferiorizzate nel linguaggio (non si tratta di “persone” ma di clandestini / extracomunitari) e ridotte a merce di scambio sulla scena politica italiana ed europea. Il programma del partito è il sempre valido föra di ball: la “nuova” Lega è vecchissima e decrepita, e non vuole uscire dalle proprie furie, che garantiscono un magazzino elettorale e visibilità nei media. Abbiamo già dimenticato le trite e tristi parole di Calderoli –ora “grande statista” nel pasticcio delle controriforme renziane, insieme alla senatrice Finocchiaro- e di altri leghisti contro Cécile Kyenge? Eccole riemergere durante i recenti campionati mondiali di calcio, dopo le affermazioni di Balotelli causate dall’eliminazione della nazionale italiana: “Gli africani non scaricherebbero mai un loro ‘fratello’. Mai. In questo noi negri, come ci chiamate voi, siamo anni luce avanti”. Queste parole dette da un viziatissimo calciatore –in un sistema viziato e corrotto quale è il calcio professionistico in Italia- scatenano la reazione leghista, con la penna di Paola Pellai (6) che parla di “razzismo al contrario” e che non perde l’occasione di occuparsi dell’ex ministra Kyenge, intervenuta a favore di Balotelli, scrivendo che “madame Kyenge era scivolata sull’ennesima buccia di banana...”. Proprio così, perché non sanno tirarsi fuori dai peggiori stereotipi, dalle proprie trivialità. Queste banane vengono usate in un discorso razzista primario, ma che può far scuola, tra lettori e lettrici de La Padania, nelle loro sagre, ma anche fuori, nel mondo giovanile e ancora nello sport: pensiamo al caso del candidato alla presidenza della Federazione Italiana Gioco Calcio –poi eletto-, Tavecchio e alla sua battuta su “giocatori extracomunitari e banane”, il silenzio di Balotelli e compagni, stavolta dalla parte giusta (7), e soprattutto carriere di potere sportivo basate su giochi di

palazzo in perfetta continuità con la cosiddetta Prima Repubblica. Non c'è "potere liquido" (alla Bauman) che tenga: nella FIGC, come in tanta politica nazionale e locale, ci sono solidi legami, promesse di voti e lavoro, partecipazione a sagre e a cene, contatti personalissimi, uso del denaro pubblico per fini privati, trattative segrete e veri e propri abusi sistematici praticati da teppistelli in giacca, o felpa e cravatta, contro cui sembra non esserci possibilità di azione per chi coltiva l'illusione democratica. Così come non c'è potere liquido nella Lega Nord, ma pesantezza di rapporti intrecciati con furbizia e scambio di favori, ripetendo gli slogan di sempre (e sempre cangianti) in un'ossessività che è, per ora, pagante. Le ricadute interne della rinnovata "guerra al terrorismo" praticato dagli islamisti in Iraq e Siria, e paradossalmente combattuto da chi questo terrorismo ha alimentato e usato, forniscono un enorme bacino di idee e di pratiche politiche al fondamentalismo occidentale di cui la Lega Nord, in Italia, è uno dei maggiori interpreti.

Walter Peruzzi è morto lo stesso giorno delle elezioni per il parlamento europeo, che ha visto un forte spostamento a destra in molti Paesi e un quadro favorevole a creare un continente chiuso al discorso dei corridoi umanitari (8) ma come sempre aperto alla rapina delle risorse nei confronti di altri continenti, con corollario di guerre e bombe. Le sue intuizioni sulla Lega Nord vanno coltivate e protette, senza cedere né alla demonizzazione né all'indifferenza, forme entrambe di un mediocre approccio all'esistente. La via di Walter era, e sarà per noi, quella del paziente lavoro quotidiano di scavo nelle quotidiane violenze agite da un potere sempre più sfacciato e senza misura. Svelare le parole e gli inganni dei presunti "amici del popolo", in camicia verde o in qualsiasi altra veste si presentino (anche in quella pentastellata (9), renziana/alfaniana o parafascista), è uno dei compiti affidati da Walter a tutte e tutti noi.

Gianluca Paciucci (Trieste)

Walter Peruzzi (1937 – 2014), insegnante e giornalista, militante politico. È stato direttore di diverse riviste come "Laboratorio politico" e "Marx centouno". In particolare ha diretto, dal 1991 al 2014, *Guerre&Pace*, periodico di informazione internazionale alternativa. Ha scritto numerosi libri, tra cui "Cattolicesimo reale" e "Oca pro nobis", entrambi per la casa editrice Odradek di Roma.

- (1) Vedi "Se questo non è razzismo. Piccola antologia non autorizzata della propaganda leghista", *Guerre&Pace*, rassegna stampa, 1° giugno 2002.
- (2) Significativa la partecipazione di Borghezio al raduno di CasaPound il 5 settembre a Surbo, vicino Lecce: "Per quanto mi riguarda - ha detto inoltre Borghezio a Surbo in riferimento alle polemiche che hanno accompagnato la sua partecipazione - sono non solo orgoglioso ma convinto talmente della mia partecipazione al convegno organizzato da CasaPound per una serie di motivi. Soprattutto per un senso di solidarietà e riconoscenza verso un movimento che mi ha appoggiato alle europee..." (<http://corrieredelmezzogiorno.corriere.it/lecce/notizie/cronaca/2014/6-settembre-2014/tardi-restare-calmi-protesta-nome-lecce-antifascista-23087121246.shtml>).
- (3) Vedi Saverio Ferrari, "Lega. La destra radicale trova un nuovo partito", *Il Manifesto*, 5 settembre 2014. Ferrari sostiene che "centrale è stata la decisa virata a destra, una sorta di torsione radicale che ha oscurato tutti gli altri progetti coltivati nella precedente gestione maroniana". Ma le radici stesse della Lega nord sono nella cultura reazionaria di un'Italia preda del risentimento e oppressa da una crisi che è la fase attuale della guerra neoliberista contro i popoli: quella di Salvini è sì una 'torsione', ma nella continuità.

- (4) Andrea Rognoni, “Föra di ball. Storia e filosofia di una battuta al fulmicotone”, La Padania, 3-4 aprile 2011.
- (5) Il Manifesto, 7 aprile 2011.
- (6) Paola Pellai, “Non prendiamo lezioni dal razzista Balotelli. Taccia e ci chiedi scusa”, La Padania, 26 giugno 2014.
- (7) Samir Hassan, “L’antirazzismo da copertina dei big del pallone”, Il Manifesto, 30 luglio 2014.
- (8) Per le posizioni più avanzate in questo ambito, vedi la “Carta di Lampedusa” (1° febbraio 2014)

<http://www.meltingpot.org/La-Carta-di-Lampedusa-18912.html#.U99EBWp1U> ).

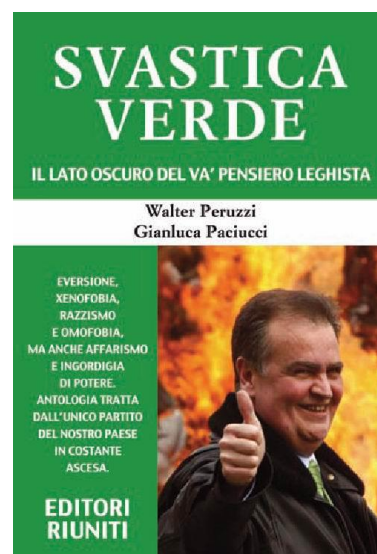
- (9) Il M5S di Beppe Grillo ha formato nel Parlamento europeo un gruppo con estremisti di destra inglesi –l’UKIP di Farage- e di altri Paesi. Nel blog dell’ex comico (<http://www.beppegrillo.it>) si moltiplicano le prese di posizione apertamente razziste, oltre che trivialmente aggressive e superficiali.

## ***Droites extrêmes en lutte et au gouvernement***

### ***Ligue du Nord, Alfano et autres « modérés »***

Walter Peruzzi ne sera malheureusement pas arrivé à lire le prononcé de la sentence de non-lieu à poursuivre dans le procès qui lui avait été intenté, ainsi qu’à l’auteur de cet article, tous deux auteurs de *Svastica verde, le côté obscur du prêt à penser de la Ligue* (Rome, Editeurs réunis, 2011), procès durant lequel notre collègue de défense, avec Stefania Lopez et Marco Angeli, a eu un rôle significatif et militant. Il ne sera pas arrivé à le faire parce qu’il est mort le 25 mai 2014, nous laissant sans voix. La sentence, émise par le juge A.L. Lanna (Tribunal de Cassino) est datée du 2 mai, elle nous est parvenue le 9 juin. Et elle est extrêmement positive. Vu la condamnation de Monsieur Borghezio par le juge d’instance de Turin le 22 juin 1993, pour un fait survenu dans la capitale piémontaise le 28 novembre deux années auparavant (« ... [Monsieur Borghezio], avec la violence consistant à agripper le mineur H.N. par un bras, le contraignait à rester près de lui [...], l’empêchant de se mouvoir comme il aurait voulu... »), le juge Lanna écrit que « celle que fût la raison invoquée pour ce geste (inconsidéré), il y a de toute façon la preuve de l’exercice d’une violence physique ; il y a eu

une constriction matérielle, dans le but d’imposer à d’autres (à un sujet par ailleurs particulièrement faible et sans défense) de faire quelque chose, ou encore de tolérer une action non voulue... ». Sans équivoque. Sur quoi était basée l’accusation ? Sur le fait que dans notre reconstitution de l’événement dans *Svastica verde*, nous avons utilisé le verbe frapper au lieu de d’agripper ou de traîner : mais cela, selon le juge Lanna, est « une pure inexactitude sémantique », en ce que « l’événement subjectivement reproché à Borghezio [...] reste en fait pour toujours celui-ci : une forme de coercition physique a été pratiquée, ou encore l’exercice de la violence, à l’encontre d’un enfant marocain... ». Ici aussi, rien de plus clair.



*Svastica verde*, rappelons-le, recueille et commente les méfaits et les mauvaises paroles des demandeurs de premier et deuxième niveau de la *Ligue nord*, des origines à décembre 2010. Un travail méticuleux, basé sur un fond d'archives journalistiques, comme Walter avait dès longtemps commencé à le faire (1), et enrichi de l'immense matériel que le réseau met à la disposition de quiconque a la force et la volonté de fouiller. Les recherches de Walter, à qui j'ai apporté mon soutien concret dès 2008, portaient de différents points : avant tout du constat du danger du phénomène de la Ligue que beaucoup tendaient au contraire à sous-estimer, ou pire à courtiser, le tenant pour destiné à disparaître à brève échéance, avec la liberté conséquente de sortie des votes dont il faut s'approprier. La thèse de la Ligue comme « côte de la gauche », ou mouvement populaire (le débardeur « pseudo prolétarien de Bossi) a été systématiquement démontée par le travail de Walter, auparavant, et ensuite dans notre *Svastica verde*, plus que dans d'autres volumes et interventions : pour nous la Ligue était, et est, un mouvement de droite extrême – ce que veut explicitement dire le titre de notre livre –, avec de fortes ramifications racistes, d'un racisme parfaitement biologique, comme Annamaria Rivera le suggère dans l'importante postface de l'ouvrage. Un mouvement qui n'est par conséquent, non pas « populaire » mais « populiste », c'est-à-dire contre le peuple, objet d'un empoisonnement quotidien à travers des mots d'ordre élémentaires, qui sont changés de manière répétée et soudaine et qui sont, sur de brèves périodes, efficaces. Cet empoisonnement a été encouragé et est devenu durable en raison des manquements et ensuite du manque d'une gauche « de classe », à partir des années quatre-vingt dix, lesquels ont condamné à la perte d'une perspective idéale aussi bien que réelle d'émancipation. Etre contre le peuple signifie aussi appartenir à cette classe politique corrompue et voleuse (les accusations des membres de la Ligue n'y allaient et n'y vont pas par quatre chemins, quand il ne s'agit pas de ses propres représentants), dont on dénonce, en les imitant,

les pires vices : les cas du trésorier Belsito et de Renzo Bossi – le fils préféré du chef –, et une infinité d'autres épisodes moins connus, ont été seulement la pointe d'un système de pouvoir très ramifié autour de la famille du grand leader et du « cercle magique », etc. La corruption ne consiste pas seulement en pots-de-vin et en dépenses folles, mais aussi en une dévastation du territoire (agriculture empoisonnée et déchets toxiques, déblaiements, déboisements, asphaltisation et construction forcées) sur laquelle un parquet devra tôt ou tard ouvrir une enquête. A cette corruption diffuse se sont toujours unis un langage et un comportement sur le terrain qui ont sans arrêt confirmé l'appartenance de la Ligue du Nord à l'aire de l'extrême-droite. Antiméridionalisme, machisme exhibé et homophobie, racisme antitsigane, islamophobie, antisémitisme devenu paradoxalement ensuite philosémitisme (c'est Ivan Segré qui a fondé le terme de « réaction philosémite », quand les vieux ennemis des Juifs et d'Israël se convertirent au soutien de l'Etat dit hébreu dans sa fonction anti-islamique), sont les attitudes et les programmes du parti indépendantiste, depuis toujours proches des mots d'ordre de la droite européenne, française en particulier, avec Borghezio qui tissait des liens entre Nice, Strasbourg et la fantomatique Padanie, et aussi des mouvements comme Casapound (2). Le virage à droite du secrétariat de Matteo Salvini (les alliances avec le Front national et d'autres droites extrêmes au Parlement européen, les liens avec la Russie de Poutine au nom de l'identité chrétienne, etc.) (3), est pour cette raison davantage qu'un changement, un exercice de continuité et un dévoilement des racines du parti. Mais ces racines nationales-populaires à base de Padanie, avec une apparence de « droite sociale », ont épousé avec désinvolture la droite libérale berlusconienne : souvenons-nous du grand amour Bossi-Berlusconi et, à présent, les propositions de Salvini pour une recombinaison de la droite, à la suite des résultats des élections européennes du 25 mai 2014,

marquées par un certain progrès de la Ligue, après des revers électoraux liés à un rejet de la gouvernance Bossi. Ces propositions pourraient l'emporter sous la forme d'une réunification d'une droite explosée par les scissions, les procès et la corruption, avec la Ligue qui se propose comme pivot d'une nouvelle coalition ; et/ou sous la forme d'idées qui iront imprégner les paroles et les programmes des autres capables de les rassembler et de les utiliser au mieux. Les récentes déclarations d'Alfano, ministre de l'Intérieur du gouvernement du « communiste » Renzi, à propos des immigrés, sont significatives. Commentant les blessures aux jambes de deux Nigériens le 12 juillet 2014 à Pescopagano et les incidents qui ont suivi, loin de déplorer les faits et d'affronter une réalité faite d'exploitation dans les campagnes et de pouvoir mafieux, il a souligné que « lorsqu'il y a un déséquilibre entre personnes étrangères et citoyens italiens, des moments de tension surviennent ». Et lors de la rencontre qui a suivi, le 1<sup>er</sup> août à Caserta, du Comité national pour l'ordre public et la sécurité, Alfano, parlant des problèmes du travail, a utilisé l'expression « d'abord les Italiens et ensuite les migrants », utilisant ainsi un slogan historique du Front national de Jean-Marie Le Pen. Modérés, et comment ! Sa collègue de parti Nunzia Di Girolamo, s'est tout de suite portée au secours d'Alfano : « les Italiens avant tout », parce que c'est ce que « veut l'immense majorité des Italiens ». Ces réflexions estivales d'un haut niveau doivent cependant être lues sur un autre mode : la priorité/préférence et le travail ne seront donnés ni aux Italiens ni aux étrangers, en raison du démantèlement systématique du tissu productif italien et du *welfare* mis en place par les gouvernements soutenus par le NCD [Nouveau Centre Droit, dont Angelino Alfano est toujours le président, NdT], ces dernières années, et aussi par les gouvernements précédents, tous radicalement antipopulaires. Ce qui nous intéresse cependant ici, c'est l'utilisation de termes qui étaient autrefois à

l'usage exclusif des droites extrêmes, et qui viennent maintenant structurer le discours de nombreux représentants du centre, et de non moins nombreux représentants de la gauche, certainement pas pour soustraire des forces aux « extrémistes » en jouant sur leur terrain, mais dans la perspective d'une nouvelle et programmatique alliance. Avec ces « camarades du Nouveau Centre Droit, le communiste Renzi gouverne déjà sur un mode qui n'est pas provisoire, mais avec une forte unité d'intentions et de culture partagée.

Pour en revenir à la Ligue du Nord et au langage/mode de pensée correspondant, le pivot de son programme est dans le slogan de Bossi, « föri di ball » (« hors des couilles »), dont Andrea Rognoni [Nous restons dans les abats..., NdT] a livré une époustouflante exégèse (4), entre la revendication d'une âme populaire qui « ne supporte pas le poids de la rhétorique et des circonlocutions » et la virilité latine à protéger : « ... Le choix de l'appareil reproducteur comme cœur de la personnalité en dit long sur la nécessité de se défendre de qui, en envahissant la sphère privée, finit par se substituer à notre virilité, menaçant implicitement de procréer dans le futur une marée d'enfants à notre place... ». Comment se slogan se réalise tout de suite, une première page du journal *Il Manifesto* nous le rappelle avec un titre en première page, « Effets collatéraux » (5) : « Plus de 300 migrants disparus dans le Canal de Sicile entre Lampedusa et Malte », est un dessin de Vauro, avec des personnes noyées dans la Méditerranée et l'inscription « Föra di ball ». Comme pour parler, avec une grande efficacité, de l'opération criminelle accomplie hier comme aujourd'hui dans cette mer de morts qu'est notre « mer de guerre », ainsi définie par Annamaria Rivera, d'une Lybie à l'autre (l'actuel chaos), et puis la Syrie, Gaza, la Corne d'Afrique, avec des migrants qui cherchent à trouver un « exode » à travers le désert et les eaux. A peine hier comme aujourd'hui. Dans le journal *La Padanie*, on peut lire ces derniers mois, comme une



obsession, des titres de ce genre : « Assez de clandestins ! Il est temps de défendre nos frontières », « alerte immigration », « alerte prosélytisme », « Mare nostrum opération du Vatican » (titre d'une interview de Luttwak), jusqu'à une mémorable une du 13-14 juillet 2014, « Resort Mare nostrum ». Le jour d'avant, Matteo Savini avait visité le centre d'accueil de Mineo et vu ce qu'il voulait : « Air conditionné, tv par satellite, palmiers dans le jardin (...). Et encore : des jardins, des cigarettes de contrebande. Le tout à disposition des clandestins débarqués sur les côtes italiennes ». Une immense tragédie planétaire réduite à des phrases de « café du commerce » (les prisons et les centres italiens comme hôtels de luxe) par le leader d'un parti national, et même pas une parole de douleur ou de compréhension humaine : des vies qui commencent à se reconstruire, avec peine, dérangeant. C'est pourquoi elles sont constamment infériorisées dans le langage (on ne parle pas de personnes, mais de « clandestins » / « extracommunautaires ») et réduites à une monnaie d'échange sur la scène politique italienne et européenne. Le programme du parti est le toujours valide « Föra di ball » : la nouvelle Ligue est très vieille et décrépite, et ne veut pas sortir de ses propres furies, qui lui garantissent un fond de commerce électoral et une visibilité médiatique. Avons-nous déjà oublié les paroles rabâchées et tristes de Calderoli – à présent grand « homme d'Etat » dans l'embrouillamini de contre-réformes de Renzi, avec la sénatrice Finocchiaro – et d'autres membres de la Ligue, contre Cécile Kyenge ? Les voici qui refont surface lors des récents championnats du monde de football, après les affirmations de Balotelli après l'élimination de l'équipe nationale italienne : « Les Africains ne chargeraient jamais un de leurs 'frères'. Jamais. En ceci nous les nègres, comme vous nous appelez, nous sommes des années-lumière en avance ». Ces paroles prononcées par un footballeur très vicié – dans un système vicié et corrompu comme le football professionnel en Italie – déclenchent la réaction

de la Ligue, avec la plume de Paola Pellai (6) qui parle de « racisme à rebours » et qui ne perd pas l'occasion de s'occuper de l'ex-ministre Kyenge, qui était intervenue en faveur de Balotelli, écrivant que « Madame Kyenge avait glissé sur l'énième peau de banane... ». C'est ainsi parce qu'ils ne savent pas s'extraire des pires stéréotypes, de leur propre trivialité. Ces bananes sont utilisées dans un discours raciste primaire, mais qui peut faire école, parmi les lecteurs et lectrices de *La Padania*, dans leurs kermesses, mais aussi à l'extérieur, dans un monde jeune et encore immergé dans le sport : pensons au cas du candidat – finalement élu – à la Présidence de la Fédération italienne de jeu de football, Tavecchio, et à son bon mot sur « les joueurs extracommunautaires et les bananes », le silence de Balotelli et consorts, cette fois du bon côté (7), et surtout aux carrières de pouvoir sportif basées sur des intrigues de palais en parfaite continuité avec la dénommée Première République. Il n'y a pas de « pouvoir liquide » (à la Bauman) qui tienne : à la FIGC (Fédération italienne de jeu de football), comme si souvent dans la politique nationale et locale, il y a des liens solides, des promesses de vote et de travail, des participations à des kermesses et à des dîners, des contacts très personnels, de l'usage de l'argent public à des fins privées, des négociations secrètes et de véritables et authentiques abus pratiqués par des canailles en veston, ou en sweatshirt et cravate, tout ce contre quoi il ne semble pas y avoir de possibilité d'action pour qui entretient l'illusion démocratique. C'est ainsi qu'il n'y a pas de pouvoir liquide à la Ligue du Nord, mais une pesanteur de rapports intriqués avec malice et échanges de faveurs, accompagnée de la répétition des slogans de toujours (et toujours changeants), dans une obsession qui, à ce jour, se révèle payante. Les rechutes internes de la « guerre au terrorisme » rénovée, terrorisme tel qu'il est pratiqué par les islamistes en Irak et en Syrie, et paradoxalement combattu par qui en a usé et s'en est alimenté. Ces rechutes fournissent un énorme bassin d'idées et de pratiques

politiques au fondamentalisme occidental, dont le Ligue du Nord, en Italie, est un des interprètes majeurs.

Walter Peruzzi est mort le jour même des élections au Parlement européen, qui a connu un important virage à droite dans de nombreux pays, avec par conséquent un cadre favorable pour la création d'un continent fermé au discours des corridors humanitaires (8), mais en revanche et comme toujours, ouvert au pillage des ressources des autres continents, avec le corollaire de la guerre et des bombes. Les intuitions de Walter Peruzzi sur la Ligue du Nord doivent être cultivées et protégées, sans céder à la démonisation ni à l'indifférence, toutes deux formes médiocres de l'approche des problèmes existants. Le chemin de Walter était, et sera pour nous, celui d'un patient travail quotidien d'excavation dans les violences quotidiennes agies par un pouvoir de plus en plus sans figure et sans mesure. Dévoiler les paroles et les tromperies des soi-disant « amis du peuple », en chemise verte ou dans quelque tenue où ils se présenteraient (y compris dans celle à cinq étoiles (9), ou signée Renzi/Alfano, ou encore parafasciste), est l'un des devoirs que Walter nous a confiés.

Gianluca PACIUCCI (Trieste)

P.S. La *Lega Nord*, dans les sondages, est créditée de 9%, et est en train de former une alliance politique avec de groupes d'extrême-droite, comme *Forza Nuova*, *Fratelli d'Italia*, etc.



*Walter Peruzzi (1937-2014), enseignant et journaliste, militant politique. Il a été directeur*

*de différentes revues comme Laboratorio politico et Marx centouno. Il a tout particulièrement dirigé, de 1991 à 2014, Guerre&Pace, périodique d'information internationale alternative. Il a écrit de nombreux livres, dont Cattolicesimo reale et Oca pro nobis, tous les deux publiés chez l'éditeur Odradek à Rome.*

(1) Voir "Se questo non è razzismo. Piccola antologia non autorizzata della propaganda leghista", *Guerre&Pace*, rassegna stampa, 1° giugno 2002.

(2) La participation de Borghezio au rassemblement de CasaPound le 5 septembre à Surbo, près de Lecce : "Pour ce qui me concerne, a notamment déclaré Borghezio en réponse aux polémiques qui ont accompagné sa participation – je ne suis pas euleemnt fier mais tellement convaincu de ma participation au congrès organisa par CasaPound pour toute une série de motifs. Et surtout par un sens de solidarité et de reconnaissance envers un mouvement qui m'a appuyé aux élections européennes... ».

<http://corrieredelmezzogiorno.corriere.it/lecce/notizie/cronaca/2014/6-settembre-2014/tardi-restare-calmi-protesta-nome-lecce-antifascista-23087121246.shtml>

(3) Voir Saverio Ferrari, "Lega. La destra radicale trova un nuovo partito", *Il Manifesto*, 5 settembre 2014

Ferrari soutient que « le virage décisif à droite a été central, une sorte de torsion radicale qui a obscurci tous les autres projets cultivés pendant la précédente gestion de Maroni ». Mais les racines propres de la Ligue du Nord sont dans la culture réactionnaire d'une Italie en proie au ressentiment et opprimée par une crise qui est la phase actuelle de la guerre néolibérale contre les peuples : celle de Salvini est aussi une « torsion », mais dans la continuité.

(4) Andrea Rognoni, "Föra di ball. Storia e filosofia di una battuta al fulmicotone", *La Padania*, 3-4 aprile 2011

(5) *Il Manifesto*, 7 aprile 2011

(6) Paola Pellai, "Non prendiamo lezioni dal razzista Balotelli. Taccia e ci chiedi scusa", *La Padania*, 26 giugno 2014.

(7) Samir Hassan, "L'antirazzismo da copertina dei big del pallone", *Il Manifesto*, 30 luglio 2014

(8) Per le posizioni più avanzate in questo ambito, vedi la "Carta di Lampedusa" (1° febbraio 2014)

<http://www.meltingpot.org/La-Carta-di-Lampedusa-18912.html#.U99EBWPdfIU>

(9) Le M5S (mouvement cinq étoiles) de Beppe Grillo a formé au Parlement européen un groupe avec des extrémistes de droite anglais – l’UKIP de Farage – et d’autres pays. Sur le blog de l’ex-comique se multiplient les prises de position ouvertement racistes, en même temps que trivialement agressives et superficielles.

<http://www.beppegrillo.it/>

## *Tous égaux ?*

Nous dirons la vérité. Et surtout nous dirons que nous la disons, ce qui la prouvera. Que l’homme est sur la terre avec le droit d’y vivre, autant ni plus ni moins que ses pareils. Car le fait vaut qu’on y insiste, ou la croyance peut-être à laquelle s’arriment les vœux qu’on forme en vue du bonheur commun



BABEUF

Article premier de l’« Analyse » où Gracchus Babeuf (1760-1797), et ceux qui se nommèrent les Amis de l’Égalité, détaille les preuves de sa doctrine : « La nature a donné à chaque homme un droit égal à la jouissance de tous les biens. » Avec cette précision, qui n’est pas anodine en préambule à la profession de foi : que Babeuf ou Gracchus, le tribun du peuple, celui qui lui donne sa voix, fut « proscrit pour avoir dit la vérité ». Il est vrai qu’il en mourut dans la prison de

Liens utiles :

<http://haecceitasweb.com/2012/03/13/walter-peruzzi-gianluca-paciucci-svastica-verde-il-lato-oscuro-del-va-pensiero-leghista-editori-riuniti-2011/>

<http://www.cattolicesimo-reale.it/>

*Traduction française proposée  
par Jean-Yves FEBEREY*

Vendôme, porte ensanglantée par laquelle il est entré dans l’immortalité.

Certes après le 9 thermidor de l’an II, où Robespierre se vit décrété d’arrestation, le chaudron de la révolution tiédit ou, selon certains historiens qui n’y voient pas malice, l’équilibre se rétablit. Mais pour les vrais amis de l’égalité parfaite le temps n’est pas venu de se reposer tant qu’il y a des malheureux sur la terre et qu’à Paris les gens meurent de faim parce qu’il n’y a pas de grain.

« La révolution est glacée », c’est un mot de Saint-Just qu’on aime à répéter. Ce qu’il est convenu d’appeler la Conspiration pour l’Égalité, dite de Babeuf (1796), en sera le « spasme ultime ». S’y risquèrent ceux pour qui le peuple était censé représenter le souverain, c’est-à-dire chacun, même n’étant point propriétaire, en vertu « de la justice de ce droit à ne manquer de rien et à jouir constamment de tous les avantages qui sont le résultat des travaux et des productions de la société entière ».

Droit en faveur duquel ils voulurent soulever le peuple de Paris, car il est un peuple auquel on a retiré ses droits n’est qu’une tourbe vaine. Qu’est-il en somme, pour celui qui possède, celui qui ne possède pas ? Un danger qu’il faut conjurer. Nous n’appellerons pas cet état celui de société, où l’un gagne à ce que l’autre dépérisse. Non, la société véritable suppose « la liberté de pain et de bon pain, tous les objets d’indispensable nécessité en bonne quantité et en abondance ».

En 1795, à Fouché, qui « se serait bien chargé [...] de payer les quatre à cinq mille livres de dépenses de l'impression de mon numéro [*Le Tribun du peuple*] », Babeuf déclara : « Tu peux conspirer avec le gouvernement actuel : on sait comme tout gouvernement conspire. Moi, je déclare que je suis aussi d'une conspiration. Ce n'est point du tout la tienne. » Ce qui pourrait se traduire : tu veux me posséder, fripon, mais je suis d'un parti qui s'est fait l'ennemi de la propriété.

La possession, ni la révolution ni la terreur, hélas, n'ont su l'assassiner. Mais dites-moi, va-t-il vraiment de soi, ce droit de dire : ceci est à moi ? Est-elle, comme on l'assure, confirmée par la nature la faculté de propriété ? En 1789, en 1793, son caractère universel ne lui est pas dénié. Droit naturel de la propriété privée, non par la vertu d'un certain état de la société. Mais que nous découvrons pour ainsi dire dans notre berceau, pour la simple raison que la nature a pris soin de l'y déposer.

La grande affaire alors était d'affirmer les droits sacrés de cette chose étrange : l'homme tel qu'en lui-même enfin débarrassé de ses chaînes. La Déclaration des droits, en 1789, lui reconnaît le droit d'avoir quelque chose à soi, dans la mesure où celui d'autrui ne s'y oppose pas. Celle de 1793 accorde au citoyen le droit de jouir et de « disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie ». C'est peu dire que Babeuf, dont la haine pour le propriétaire est tenace, s'en montre incommodé : « L'avez-vous vu cet article [...]. Droits naturels imprescriptibles ! Etes-vous assez criminellement violés !!! » Non, la nature dans notre personne n'a pas gravé ce droit-là, ni celui d'exiger « les cens et les champarts ».

La révolution, c'est quoi papa ? C'est quand on ose dire au seigneur : tu es hors la loi, nous ne paierons pas. C'est quand l'ordre est le désordre et que les choses ont la tête à l'envers, ne sont plus comme elles sont. Un agitateur et feudiste (spécialiste du droit féodal) serait

même tenter de réclamer le retour au corps de la nation des biens dont elle fut dépossédée.

Usurpateur, ces terres, t'en souvient-il, ton héritage tu l'as volé. Tes terres, le roi, dans les premiers temps, loin de s'en séparer, te les a concédées. Temporaire est le don, inaliénable en son principe le bien qu'un jour on t'a confié, mais à titre viager. Pas davantage est-il permis de planter le long de nos sentiers les arbres fruitiers dont tu as tout le profit. Mais vois-tu, désormais, nos yeux se dessillent. La dette a grossi depuis, le moyen de la payer ? Tu vas nous rendre ces fiefs, et nous seront quittes.

Non, nous ne disons pas que la terre n'est à personne, mais suggérons qu'il existe un mot, commun, qui désigne la place où nous sommes, et dont nous avons l'usage, le vôtre étant détournement, rapine. Votre paix, baronne, notre soumission. Le droit de circuler sur une route, vous nous le faites payer. Mais souvenez-vous que jadis vous en aviez la garde et que le marchand détroussé devait être par vous dédommagé. Expliquez-nous maintenant, cher suzerain, pourquoi nous vous payons.

Ce discours est rude, sans doute, et celui qui le tient mérite... mais quoi ? La reconnaissance du genre humain. Ô abatte enfin ceux qui se sont élevés, ce rêve est réellement magnifique : renverser les « restes dangereux du vieux tronc féodal ». Mais la révolution n'est pas faite, nous avons été gravement dérévolutionnés. Ergo, gémir dans les fers est tout ce que tu mérites.

Entendons-nous bien, cette fois, prêtez – nous l'oreille avec beaucoup d'attention. La révolution, nous la ferons. Avec le peuple et devant lui, et s'il rechigne à nous suivre, nous lui expliquerons, sans avoir lu Lénine, que le chemin est bon. Au nom de l'égalité parfaite, il devra se lever, nous emboîter le pas. On ne disait pas les masses en ce temps-là.

« Nous prouverons. » Nous ferons ce que nous dirons. C'est bien joli, l'utopie. Mais

supposons qu'on s'aigrisse à l'idée d'enfermer l'espérance entre les pages d'un livre. Qu'on en vienne à se persuader que la crise, c'est-à-dire le manque, sera résolue quand celui-ci se verra retirer le droit d'agir en sorte que celui-là ne dispose pas de tout ce dont il a besoin pour subsister. Pour la raison, tonne le Tribun, qu'il y a des petits malins qui se sont arrangés pour accaparer les biens communs. Or, n'est-il pas vrai « que le terroir n'est à personne et qu'il est à tous » ?

Un historien (Claude Mazauric) caractérise ainsi l'accent de ces lignes à dater du 30 frimaire an IV (30 novembre 1795) : « Il y a quelque chose de désespéré, de véritablement tragique dans ces appels à l'action. » La parole de Babeuf est claire, facile, son discours est délié : la nature donne tout à tous, mais tous n'ont point. Or ce qui manque à ta quote-part un autre assurément te l'a volé. Telle est la plaie qui nous ronge. Aux voraces il faut fermer la bouche, aux fauves mesurer la ration sur celle de leur voisin. Et s'il en est parmi vous qui se grandissent, qu'ils se le disent : leur génie même prospère sur le labeur et la sueur des travailleurs.

Fort bien. Mais à quoi riment ces grands principes et quoi nous assure que le bonheur commun sera le fruit de la Sainte Egalité ? Mes enfants, ne voyez-vous pas qu'on vous délivre ainsi de la peur du lendemain, de l'angoisse de la faim ? Et, pour le dire d'une façon plus triviale, que la liberté du commerce a permis que le grain de Picardie se volatilise avant d'atteindre Paris ? Ton propriétaire spéculait avec la famine, vois-tu. « Voulez-vous la guerre civile ? » Oui et tant mieux « La discorde vaut mieux qu'une horrible concorde où l'on étrangle la faim. »

Si du peuple la vigueur ne chancelle ou retombe, mais comment le pourrait-elle ayant l'espérance, la « Vendée plébéienne » flambera. Ce qui s'énonce, dans la langue châtiée de l'historien : « L'inflation et ses conséquences, les crises d'approvisionnement, rendaient les faubourgs tumultueux [...]. Il est

certain [...] que les conditions objectives faciliteraient la renaissance d'une puissante opposition à base populaire. »

Peuple de Paris, tu grondes, mais quand la conjuration fut éventée, tu ne fis guère entendre ta voix. Il apparaît que la police, informée par un traître, avait infiltré le Comité secret. On attrapa les Egaux, on les mit en cage, on les jugea, on les déporta. Au commissaire Dossonville, qui venait l'arrêter, Babeuf demanda pourquoi ce dernier « obéissait à un maître ». Abolition de la propriété devrait donc s'entendre, à proprement parler : nous n'avons pas de maître. Car si je ne possède pas, nul ne me possèdera. Charogne, tu blasphèmes, tais-toi, la France est équilibrée.

On dit qu'un certain Robin, babouviste de l'Ain, fut exécuté portant la chemise rouge des parricides, signe qu'il était un bien grand scélérat. Que Babeuf était déjà mort quand il fut guillotiné, ayant « enfoncé dans son corps un fil d'archal aiguisé ». C'était au temps que Bonaparte se couvrait de gloire au soleil de l'Italie. Et d'ailleurs, qu'est-ce que ça peut bien nous faire, à nous, l'idéologie communautiste ? On ne bronze pas en Utopie.

Gérard WEIL (Nanterre)

Références :

- Gracchus Babeuf, *Le Tribun du peuple*, UGE 10/18.  
Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf*, La ville brûle.  
Victor Daline, *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la révolution (1785-1794)*, Editions du Progrès.  
François Furet et Denis Richet, *La Révolution française*, Editions Marabout.  
Florence Gauthier, *Triomphe et mort de la révolution des droits de l'homme et du citoyen (1789, 1795, 1802)*, Editions Syllepse.  
Jacques Grandjonc, *Communisme, Kommunismus/Communism*, Editions des Malassis.  
Claude Mazauric, *Babeuf et la conspiration pour l'Egalité*, Editions sociales.  
Etienne-Gabriel Morelly, *Code de la nature*, La ville brûle.  
Jean-Marc Schiappa, *Gracchus Babeuf avec les Egaux*, Les Editions ouvrières

## Le billet du Dr Federmann :

### *EPO (érythropoïétine) et cannabis*



Il est plus facile de passer un chameau par le chas d'une aiguille que de légaliser l'usage du cannabis.

Le Tour de France s'est achevé sur la « victoire » d'un italien, Nibali qui fait, dit-on, la fierté d'un pays. Il remporte une compétition qui n'a plus de vainqueur officiel, entre 1999 et 2005 (sept victoires non attribuées) depuis le « scandale Armstrong », coureur convaincu de dopage.

Notons que la Fédération Internationale de Cyclisme s'est bien gardée d'attribuer la victoire... au deuxième du classement, comme une traduction de la suspicion à son égard aussi. On attend des déclassements à venir du côté de Contador ou Schleck, autres vainqueurs récents.

#### **Flashés**

Car Schleck nous avait habitués à pousser des 420 watts dans les cols alors qu'il est « descendu » à 380 cette année !

Savez-vous qu'il existe sur le Tour « des cols radars » où est évaluée la montée en puissance des coureurs ? On admet qu'en dessous de 410 watts, on reste dans l'ordre de « l'humain ».

Entre 410 et 430, on peut parler de performances « suspicieuses », que certains n'hésitent pas à considérer déjà comme du « dopage avéré ».

Au-dessus de 430, les coureurs sont « flashés » et on suggère qu'il s'agit de performances « miraculeuses ».

Mais on reste loin de l'indécrottable record de Riis, vainqueur en 96, qui a atteint 479 watts la même année. Le Tour reste une cause nationale dans la loyauté et l'intégrité de laquelle, paradoxalement, plus personne ne peut plus vraiment croire encore, même si on se berce d'illusions, chaque année, sur « la propreté » des coureurs. « La petite reine » fait partie du patrimoine culturel national du fait de sa dimension populaire et de l'extraction populaire des champions dans lesquels on aurait toujours envie de se reconnaître.

Le Tour est centenaire et les municipalités se battent pour figurer comme ville-étapes du fait de la couverture médiatique énorme dont il bénéficie à une époque de l'année, trêve estivale oblige, il faut le dire, où les journaux consacrent une grande partie de leurs papiers aux « marronniers ».

Les médias jouent le jeu de la sincérité et de la transparence et font mine « d'y croire » le temps des trois semaines que dure la compétition qui tient en haleine le pays.

Même les chaînes publiques s'en mêlent et lancent des appels pathétiques à la prudence, à chaque flash d'information, adressés aux spectateurs hypnotisés, massés sur le bord des routes.

« Soyez prudents et surveillez vos enfants dont la (petite) taille n'atteint que la hauteur du guidon ».

Chaque échappée est l'occasion d'une intervention en direct sur France Info « sur la route du Tour » et on va avoir droit au nom du téméraire coureur, indissociablement attaché à la marque commerciale de son équipe qui lui colle à la peau et au patronyme.

Et voilà de la publicité gratuite à la louche comme en nul autre sport télévisé (sauf peut-être sur les Transats-sponsorisées) où la publicité est affichée mais pas « célébrée » comme ici.

Qu'est-ce qui vaut cette tolérance ?

Quels accords commerciaux s'imposent-ils aux médias généralistes qui reprennent l'antienne.

On a l'impression que tout le monde joue le jeu de la crédulité durant les trois semaines de la compétition pour, ensuite, exprimer ses doutes dès la ligne d'arrivée franchie.

A ce moment, les journalistes affichent la carte, payante aussi, du cynisme et du scepticisme.

Ils peuvent être tour à tour, si j'ose écrire, crédules puis sceptiques.

(Comme aurait dit Pierre Lazareff : une fausse information en vaut deux grâce au démenti.)

Comme si nous avions tous consenti au culte de la croyance de la performance comme les prêtres d'une religion de la crédulité qui nous impose de renoncer à tout esprit critique.

Comme si on consentait tous ensemble à croire à la dramaturgie du Tour, à ses tensions, à ses espoirs, à ses déceptions, à ses héros et à ses traîtres. Les héros s'avérant être souvent des escrocs et les traîtres des hommes libres et dignes.

Comme si le Tour nous ramenait à une sorte de « normalité » dans le concert des drames mondiaux dont l'importance était dès lors relativisée à l'aune de l'émotion sportive.

Nibali versus Netanyahou. Routes du tour sécurisées contre opération « Bordure protectrice ».

Pinot versus Poutine.

On consent à, on admet, on encourage là, la prise de stupéfiants illicites dans un cadre pacifié et socialisé « en dépit même de notre plein gré » comme nous le soufflerait Virenque (ex-dopé-repentini).

Le cadre du cyclisme est rongé par les pratiques mafieuses et la loi du silence qu'Armstrong savait faire régner de manière tyrannique dans le peloton.

Christophe Bassons est là pour nous le rappeler, lui qui, pour avoir brisé l'omerta, y a sacrifié sa carrière.

Or qui retrouve-t-on, cette année, comme manager de l'équipe FDJ (Française des Jeux pour la citer) qui compte Pinot parmi ses membres ?

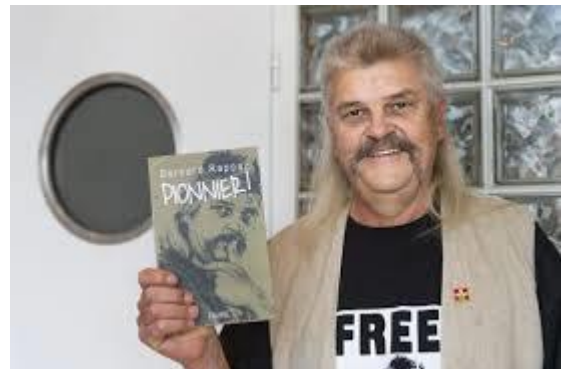
L'éternel Madiot qualifié « de miraculé » du procès Festina.

Et l'actuel manager du vainqueur 2014 n'est autre qu'Alexandre Vinokourov flashé à 429 watts en terminant 3ème du Tour 2003.

Fascination pour la pulsion de mort, pour la transgression qui permet le dépassement, comme nous y invite dogmatiquement « l'idéal olympique » qui pousse à aller « plus haut plus vite plus fort »... jusqu'à ne plus être en lien avec soi-même.

Fascination pour la transgression incarnée, cet été, aussi par l'image de martyr de Jérôme Kerviel agenouillé à la frontière franco-italienne.

### *Pionnier*



J'aimerais mettre en perspective le témoignage de Bernard Rappaz qui vient de publier sa biographie chez Favre : *Pionnier*. Pionnier du chanvre en Suisse, ce « Gandhi des Alpes » a été le précurseur de l'usage thérapeutique du cannabis et a toujours lutté contre une prohibition absurde et l'image négative du « joint ». Ce qui lui a valu la prison en 93, 96, 2001, 2006, 2010.

Il bénéficie d'un régime de semi-liberté depuis le 25 août 2012 et est en conditionnelle depuis février 2014, ce qui pourrait nous permettre de l'inviter en Alsace.

Prison à laquelle a échappé le schillickois Bertrand Rambaud. Reconnu coupable d'usage illicite du cannabis mais pas condamné, en juin dernier, tant « la nécessité thérapeutique » sautait aux yeux de tous. Rappaz se contente de rappeler le potentiel fantastique du chanvre et la prohibition d'un autre âge qui le frappe (pages 221 à 234). On se rappelle, il y a 6 ans, qu'un magasin de la Krutenau à Strasbourg, Can'art\*, sur dénonciation d'une cliente suspicieuse qui était tombée sur des graines de chanvre alimentaire avait vu une partie de son stock saisi... Puis restitué, 6 mois plus tard, sans poursuite ni réparation d'ailleurs.

Une perquisition avait criminalisé l'honnête commerçant qui fort heureusement a continué sa route depuis. On retrouve l'usage du chanvre dans le textile, l'industrie cotonnière (qui subit l'ostracisme de l'industrie pétrolière et celle du fil synthétique), la papeterie, la cosmétique, la bière suisse au chanvre baptisée « Hanf » et produite par la brasserie de Wädenswil «Wädi-Brau» et la construction. Mais ce qui retient particulièrement l'attention, c'est l'usage récréatif du chanvre.

Avant tout, Rappaz incite à la prudence s'agissant de l'usage du cannabis au volant mais attend un test fiable capable de déceler l'ivresse cannabique. Bien moins toxique que l'alcool ou le tabac, le cannabis n'a pas de dose létale. De plus, on n'a jamais eu à déplorer « d'overdose » de cannabis.

Rappaz préconise d'être accompagné lors de l'initiation par des pratiquants expérimentés.

Le chanvre récréatif serait pratiqué par un million de Suisses qui sont alors propulsés dans l'illégalité.

Il est intéressant de revenir sur l'éditorial du New York Times du 27 juillet 2014. On y demandait « d'abroger à nouveau la prohibition » (« Repeal prohibition again »).

Et d'en finir avec l'interdiction fédérale de la marijuana qui y était comparée à la prohibition de l'alcool de 1920 à 1933. « Les Etats-Unis ont mis treize ans à reprendre leurs esprits et à mettre fin à la prohibition, treize ans au cours desquels les gens continuaient à boire, de sorte que des citoyens respectueux de la loi sont

devenus des criminels et que les syndicats du crime ont émergé et prospéré ». Vingt-trois Etats utilisent déjà la marijuana à usage thérapeutique aux Etats-Unis.

Le ministère de la Santé, chez nous, vient d'ailleurs de donner son feu vert au premier médicament à base de cannabis, le Sativex®, spray à base de tétrahydro-cannabinol (THC), qui a obtenu en janvier une autorisation de mise sur le marché (AMM) en vue d'une commercialisation en 2015, de façon très restrictive. Il doit soulager les malades atteints de sclérose en plaques. Rappaz consacre deux pages « aux véritables raisons de la prohibition du chanvre » (pages 235 et 236).

La réponse est « d'ordre purement économique » et reposerait sur les lobbies américains du papier de bois, du coton, du nylon, du tabac, pharmaceutiques qui auraient dépensé beaucoup d'argent pour dénigrer la marijuana : « qui pousse au suicide, détruit le cerveau et voient les noirs violer les blanches.

Et aurait « influencé » le monde entier. L'explication me semble convaincante.

Rappaz évoque l'engagement de Ruth Dreifuss, dès 1995, alors qu'elle n'est que conseillère fédérale.

Cette femme politique suisse de premier plan qui a été présidente de la Confédération suisse a signé une tribune dans Libération du 26 juin 2014 qui rappelle que « environ vingt pays ont décriminalisé la possession ou la consommation de drogues ; l'Uruguay ainsi que les Etats de Washington et du Colorado sont les premiers à établir des marchés légaux et régulés pour le cannabis ».

Aux Etats-Unis, Ethan Nadelmann, fils de rabbin qui se « voyait médiateur au Proche-Orient » est devenu « prophète de la marijuana aux Etats-Unis ».

Son but est de réduire les effets dévastateurs de la lutte antidrogue qui affectent principalement les minorités : les Afro-Américains ont 4 fois plus de (mal)chance de se faire arrêter en possession de marijuana).

*Politis* a rendu compte de la sortie du livre de Jean-Pierre Galland, *Cannabis, 40 ans de malentendus*, qui commémore le célèbre «



Appel du 18 joint » de 1976 et rappelle que la France compte plus de 6 millions d'usagers, au moins occasionnels, et la plus forte proportion de jeunes consommateurs d'Europe.

Mais c'est dans *Libération* du 21 janvier 2014 : Israël aux petits joints pour ses malades (8) que l'on va apprendre qu'il est devenu discrètement le plus grand prescripteur de marijuana thérapeutique au monde, derrière les Etats-Unis.

Et que la liste des indications réservées aux douleurs chroniques, nausées, perte d'appétit, spasmes musculaires associés au sida, aux cancers, à la SEP, auxquelles se sont ajoutées, occasionnellement, le syndrome de stress-traumatique, la maladie de Parkinson ou l'épilepsie, est en voie de révision. Israël distribue près de 400 kg de cannabis médical par mois. Il y a 11 000 malades détenteurs d'une autorisation de consommation du cannabis à titre médical.

Le coût du traitement mensuel est le même, quelle que soit la quantité prescrire : de 20 à 100 grammes par mois pour 370 shekels (77 euros), remboursés en partie. Le patient s'engage à ne pas consommer devant un mineur, en public, de partager, de revendre.

L'usage du cannabis est toujours prohibé.

Strasbourg se prépare à accueillir Bernard Rappaz en 2015 qui pourrait bien faire un crochet par Colmar, pour faire le joint entre les deux départements, tant que la réforme territoriale les préserve encore.

Georges Yoram FEDERMANN (Strasbourg)

Crédit illustrations:

<http://rleb07.free.fr/botanic/cannabis.html>

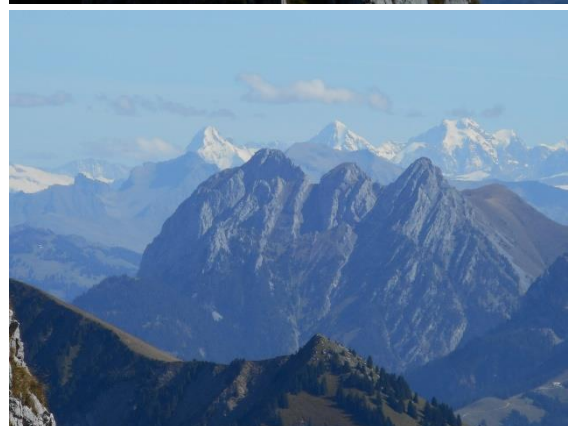
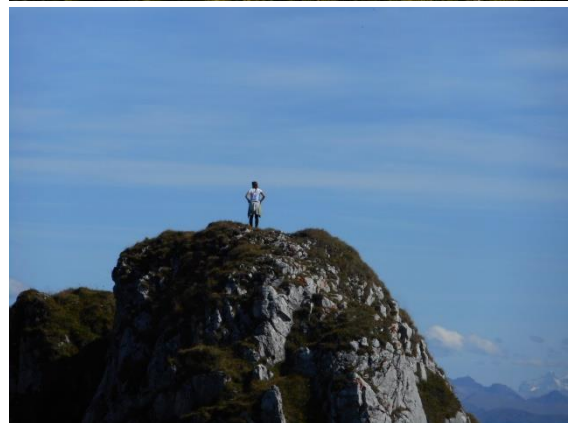
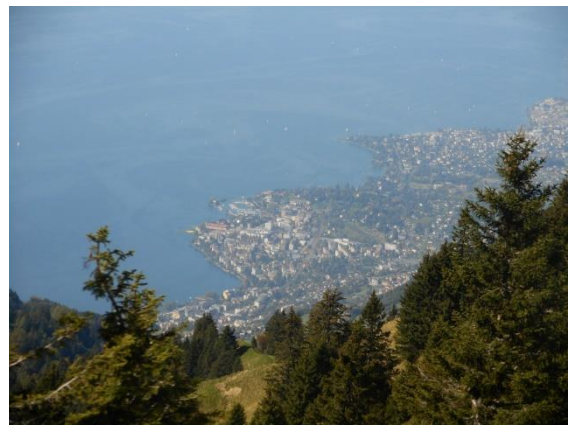
<http://www.20min.ch/schweiz/news/story/12644781>

\*Can'Art – La boutique des Alternatives écologiques

Alexandre GUTBIER

40 rue de Zurich à Strasbourg

Téléphone 0388353718 <http://www.can-art.fr/>



Vues de Suisse © *Il Volantino Europeo* 2014

## Compéragé

« *Nous n'avons point d'Etat. Nous avons des administrations. Ce que nous appelons la raison d'Etat, c'est la raison des bureaux. On nous dit qu'elle est auguste. En fait, elle permet à l'administration de cacher ses fautes et de les aggraver* ».

Anatole France - 1844-1924 - *L'Anneau d'améthyste* - 1899

### *Avertissement au lecteur*

Que le lecteur ne se fourvoie pas quant à la teneur de ce qui va suivre. Mon propos n'est nullement nihiliste, mais au contraire il s'inscrit dans une perspective constructive, afin de donner ou redonner à des professions essentielles à notre société une place reconnue et respectée. Alors que la majorité des professionnels exerce en toute honnêteté et fonctionne sans attirer l'attention des media, trop d'affaires — cependant exploitées jusqu'à l'écœurement par ces mêmes media — concernant le monde médical, judiciaire et financier jettent l'opprobre sur des pans entiers de la société. Or, ce sont bien des individus et non des professions entières qu'il faut stigmatiser et dont il faut combattre les attitudes, les abus, les dérives. Le compéragé est sans doute ce qu'il y a de plus méprisable dans ces métiers où l'humain aurait toujours dû être au centre des préoccupations de leurs représentants et/ou acteurs... Cela concerne autant les médecins, les chirurgiens et les dentistes — notamment à propos d'honoraires abusifs, de propositions de 'soins' inutiles ou dangereux ou donnant lieu à de juteuses rémunérations —, les professions de santé, que les avocats, les magistrats, les experts comptables, les notaires... Je ne me situe pas en censeur, mais en citoyen utilisateur, doté d'une pensée indépendante et d'un goût immodéré pour la recherche tous azimuts... .

### **Définition**

Le dictionnaire Larousse, le compéragé est ainsi défini : « Intelligence secrète de deux

personnes qui s'entendent pour en tromper d'autres ». Les divers synonymes du mot compéragé sont les suivants : connivence, entente, complicité, accord, intelligence, collusion. « Le mot compéragé orthographié originellement conparage (1174-1177), a désigné un lien spirituel entre les parents de l'enfant baptisé et le parrain. Une attestation isolée du XVI<sup>e</sup> siècle, dans un contexte de TROMPERIE (v. 1534) annonce une reprise au sens de « complicité douteuse » (1718, tout se fait par compéragé) ; cette acception a disparu au profit de copinage [...] », in Dictionnaire historique de la langue française, sous la direction d'Alain Rey, Dictionnaire Le Robert, Paris, 2004.

### **Les règlements**

#### 1. Le monde médical

Le code de déontologie médicale

Article 23 (article R.4127-23 du code de la santé publique) du code de déontologie médicale

« Tout compéragé entre médecins, entre médecins et pharmaciens, auxiliaires médicaux ou toutes autres personnes physiques ou morales est interdit ».

Cet article, qui vise les médecins et les autres professionnels de santé, interdit toute entente illicite qui entacherait la liberté et l'indépendance professionnelle des médecins et porterait ainsi atteinte au libre choix des patients.

Cet article concerne toutes les formes de compéragé, notamment avec d'éventuels pourvoyeurs et "rabatteurs" de clientèle.

Les professionnels de santé, installés dans les mêmes locaux qu'un médecin, ont un statut de salarié du médecin ou un exercice libéral. Dans cette dernière éventualité, le médecin se doit d'éviter le risque de compéragé, d'autant plus que le double statut libéral pourrait le favoriser. Cette situation devient encore plus exposée lorsqu'il s'agit de deux conjoints exerçant leur profession respective sans contrat.

Il peut y avoir compéragé sans versement d'argent, mais avec coalition d'intérêts. Le Conseil d'Etat (1) a jugé que la pratique consistant, pour un médecin, à attester et facturer, à titre habituel, l'exécution d'actes en réalité effectués par un tiers, en l'espèce un chirurgien-dentiste, constitue une pratique de "compéragé" au sens des dispositions du code de déontologie médicale : « Le caractère habituel de cette activité est de nature à autoriser la qualification de compéragé de celle-ci sans qu'il soit besoin de rechercher si le requérant en retirait un bénéfice ».

Le code de déontologie régit tous les médecins quel que soit leur mode d'exercice sur l'ensemble du territoire français, métropolitain et DOM-TOM. Je sais qu'il s'applique souvent avec une sévérité exemplaire selon les régions et les conseils, donc selon les conseillers. Rares sont les dérives non sanctionnées. Les sanctions peuvent aller jusqu'à la radiation définitive. Les Conseils Départementaux de l'Ordre des Médecins reçoivent les plaintes qui sont traitées par les seuls Conseils Régionaux. Les décisions peuvent être contestées auprès du CNOM (Conseil National de l'Ordre des Médecins).

Il apparaît que contrairement aux autres professions évoquées dans le présent article, seuls les médecins sont sanctionnés parfois sévèrement. Il semble que ce soit exceptionnellement le cas chez les avocats, les notaires et les juges, les organismes de contrôle professionnel semblant beaucoup plus « laxistes ». Il suffit de lire régulièrement les bulletins des ordres départementaux des médecins et ceux du CNOM pour s'en convaincre. Pourquoi cette publication ne semble-t-elle pas exister ailleurs ? Notons aussi que les séances devant les Conseils Régionaux de l'Ordre des Médecins sont publiques.

## 2. Les divers soignants.

Se reporter à l'ouvrage de José Lefebvre, *Déontologie des professions médicales* (Les Etudes hospitalières, 3<sup>ème</sup> édition, 2011):

« À jour de l'ordonnance du 23 février 2010 relative à la réforme de l'hôpital et aux patients, de la loi du 20 juillet 2011 relative à

l'organisation de la médecine du travail, et des décrets relatifs à la télémédecine de 2010 et à l'agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de 2011, cet ouvrage propose une présentation synthétique de la déontologie des professions médicales et de santé. Sont abordés la règle déontologique et les moyens ordinaires et de procédure disciplinaire institués par le Code de la santé publique pour faire respecter la déontologie des professions médicales de médecins,  $\neg$  chirurgiens-dentistes et sages-femmes, pour la profession de pharmacien ainsi que pour les auxiliaires médicaux organisés en ordres : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et pédicures-podologues. Destiné au professionnel de santé soumis à un code de déontologie, aux structures hospitalières accueillant ces professionnels, comme à toute personne intéressée par le sujet, cet ouvrage présente la nature et l'objet de la règle déontologique, les droits et les obligations déontologiques de chaque profession avec une vision ouverte aux autres professionnels de santé » .

H. Alain AMAR (Lyon)

(1) Conseil d'Etat, 22 mars 2000, n°195615

In <http://www.conseil-national.medecin.fr/article/article-23-comperage-247>

(2) José Lefebvre est maître de conférences à la faculté de droit et de sciences politiques de l'université de Picardie-Jules-Verne. Docteur en droit privé, il s'est spécialisé dans les institutions juridictionnelles et le droit de la déontologie.

<http://www.bnds.fr/collection/essentiel/deontologie-des-professions-medicales-et-de-sante-3e-edition-9782848742335.html>.

## Colloques en France et à l'étranger

Montreuil, 1<sup>er</sup> novembre 2014

Le « Collectif des 39 » organise un rassemblement *La Parole errante* à la Maison de l'arbre 9, rue François-Debergue 93100 Montreuil



Adresse mail :

[lefilconducteur.collectif39@gmail.com](mailto:lefilconducteur.collectif39@gmail.com)

**Budapest (Hongrie), 4 novembre 2014**

*A SEGÍTŐ VÁLTOZÓ IDENTITÁSA -  
MÁSOK TÜKRÉBEN*

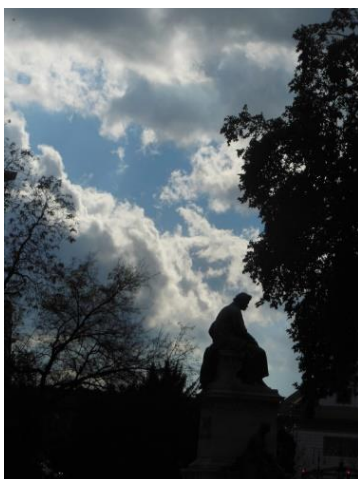
9.00-17.00 óráig.

Helyszín: Országos Tisztifőorvosi Hivatal  
1096 Budapest, Nagyváradi tér 2. (Heim Pál  
Kórházzal szemben)

Kérdéseiket az alábbi e-mail címen tehetik fel:

[ebredesek.konferencia@gmail.com](mailto:ebredesek.konferencia@gmail.com) , illetve

Vida Ágnesnél (+36 20 666-3165)



Marseille, 7 & 8 novembre 2014



*28èmes Journées de Psychothérapie  
institutionnelle, organisées par l'AMPI et les  
CEMEA*

Cité des Associations, 93, La Canebière

Renseignements : AMPI Secteur 13, téléphone  
04 91 96 99 93

[alain.abrieu@ch-edouard-toulouse.fr](mailto:alain.abrieu@ch-edouard-toulouse.fr)

ou CEMEA téléphone 04 91 54 25 36

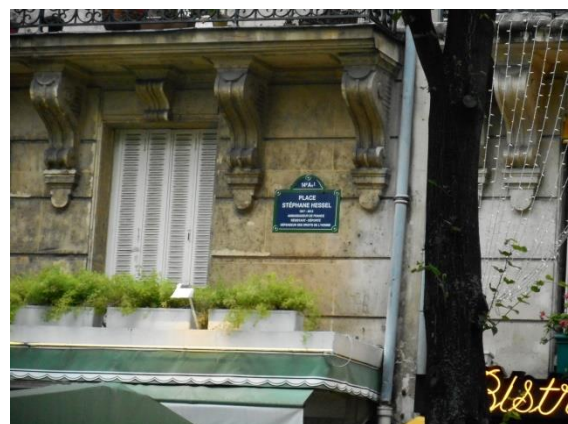
[mcrisiani@cemea-paca.org](mailto:mcrisiani@cemea-paca.org)

**Paris**

**Samedi 22 novembre 2014 15:00-19:00**

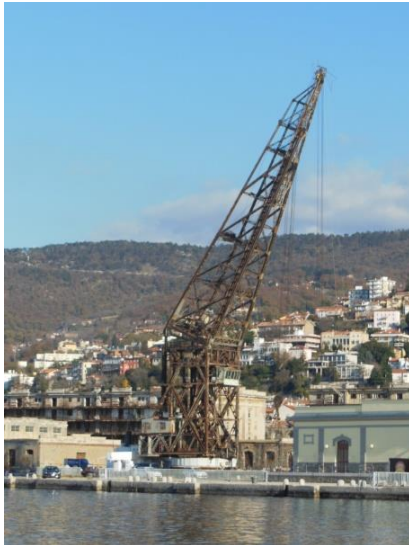
*7° RENCONTRES DU FORMINDEP*

*Les conflits d'intérêts à l'hôpital et à  
l'université, leurs mécanismes, leurs acteurs,  
leurs conséquences, les moyens de les contrer*  
Faculté de médecine Pierre et Marie Curie  
105 Boulevard de l'hôpital Bat. 105 - Amphi F  
Paris XIII°



Place Stéphane Hessel (1917-2013), Paris XIV°

**Trieste-Gorizia (Italie),  
27 & 28 novembre 2014**



*Deux journées de visites des lieux historiques de la psychiatrie italienne avec le Dr Lorenzo Toresini (Trieste).*

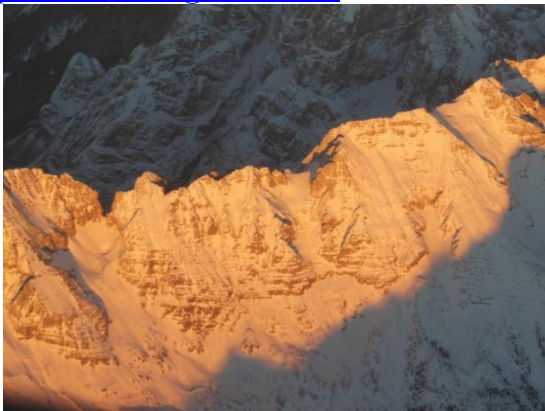
Co-organisation Piotr-Tchaadaev/ALFAPSY  
Pas de droits d'inscription, aucun soutien commercial ni industriel.

Renseignements :

[jean-yves.feberay@wanadoo.fr](mailto:jean-yves.feberay@wanadoo.fr)

+33 (0)4 93 04 37 10

[piotr-tchaadaev@wanadoo.fr](mailto:piotr-tchaadaev@wanadoo.fr)



**Villejuif, jeudi 27 novembre 2014**

*L'expertise psychiatrique dans l'évolution récente du droit pénal : déclaration d'irresponsabilité pénale, contrainte pénale, altération du discernement.*

Lieu : Amphithéâtre de l'IFSI du Groupe Hospitalier Paul Guiraud à Villejuif, 54, avenue de la République  
Compagnie Nationale des Experts Psychiatres de Cours d'Appel (Cnepca)

Inscriptions :

Société de l'Information Psychiatrique (SIP)  
CENTRE HOSPITALIER D'HENIN-BEAUMONT 585, avenue des Déportés BP09 62251 HÉNIN-BEAUMONT Cedex

Mail : [secretariatSIP2@gmail.com](mailto:secretariatSIP2@gmail.com) téléphone : 03.21.08.15.25 Fax : 03.21.08.15.74

**Toulouse, 5 & 6 décembre 2014**

*40<sup>ème</sup> Congrès du Syndicat de la Médecine Générale (SMG) : « Quel avenir pour le SMG ? »*

Renseignements :

Marie-Odile Hertel ou Lola Martel

01 46 57 85 85

01 46 57 08 60 (télécopie)

Mail : [syndmedgen@free.fr](mailto:syndmedgen@free.fr)

SMG Revue Pratiques 52, rue Galiéni 92240 Malakoff

[www.smg-pratiques.info](http://www.smg-pratiques.info)

**Szeged (Hongrie), 28-31 janvier 2015**



*„A szinapszistól a szintézisig”*

*Magyar Pszichiátriai Társaság XIX.*

*Vándorgyűlése*

*De la synapse à la synthèse, 19<sup>ème</sup> Congrès itinérant de la Société Hongroise de Psychiatrie*

<http://mptpszichiatra.hu/info.aspx?sp=75>

Abstracts et inscription à tarif préférentiel jusqu'au 31 octobre 2014

## Budapest (Hongrie), 12-15 mai 2015

12<sup>ème</sup> Congrès international de Psychiatrie,  
Psychanalyse et Psychologie clinique & ses  
Expositions d'arts plastiques associées  
« Un Divan sur le Danube »

Organisé par l'association Piotr-Tchaadaev et  
ses partenaires institutionnels et associatifs,  
sans aucun soutien industriel ni commercial.

**Appel à communications en cours :**  
**Call for abstracts:**

[piotr-tchaadaev@wanadoo.fr](mailto:piotr-tchaadaev@wanadoo.fr)



## Ressources en formation : les CEMEA

Les CEMÉA, mouvement d'éducation nouvelle, association d'éducation populaire, et organisme de formation professionnelle sont porteurs depuis plus de 70 ans, d'une large expérience sociale et collective. Les Ceméa sont reconnus d'utilité publique et sont agréés par les grands ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, de l'Action sociale, de la Culture et de la Communication, des Affaires étrangères...

En santé mentale :

<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?rubrique60>

## Liens utiles

**Forschungsgruppe Psychoanalyse**  
**« Stuzzicadenti »**

Stuzzicadenti ist eine Forschungsgruppe für Psychoanalyse. Ihre Mitglieder sind PsychoanalytikerInnen, KulturwissenschaftlerInnen, PhilosophInnen und PsychiaterInnen.

Stuzzicadenti versteht sich als interdisziplinäres Laboratorium des Gedanken- und Ideenaustausches, das auch für Gäste offen ist. Die Forschungsgruppe befasst sich mit Themen aus Klinik, Kunst und Kultur unter besonderer Berücksichtigung der Schriften Freuds und Lacans.

Stuzzicadentis Arbeit manifestiert sich primär in den Publikationen und öffentlichen Aktivitäten der einzelnen Mitglieder.

Stuzzicadenti wurde im Jahr 2000 als Verein gegründet. Die Vereinsmitglieder sind Georg Gröller, Ulrike Kadi, Suzy Kirsch, Judith Kürmayr, Eva Laquière-Waniek, Robert Pfaller, Karl Stockreiter.

<http://stuzzicadenti.at/>

**Entre Sayed Kashua l'arabe et Etgar Keret le juif, une correspondance par-delà l'exil**

Le Monde des Livres, 08.10.2014

[http://www.lemonde.fr/livres/article/2014/108/entre-sayed-kashua-l-arabe-et-etgar-keret-le-juif-une-correspondance-par-dela-l-exil\\_4502782\\_3260.html?xtmc=kashua\\_keret&xtcr=1](http://www.lemonde.fr/livres/article/2014/108/entre-sayed-kashua-l-arabe-et-etgar-keret-le-juif-une-correspondance-par-dela-l-exil_4502782_3260.html?xtmc=kashua_keret&xtcr=1)

**Klimawandel in der Steinzeit**

Süddeutsche Zeitung 16. Oktober 2014

<http://www.sueddeutsche.de/wissen/archaeologie-klimawandel-in-der-steinzeit-1.2148930>

## **Bibliographie**

*Sigmund Freud en son temps et dans le nôtre*,  
Elisabeth Roudinesco, Seuil, 2014

*La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*,  
Christophe Guilluy Flammarion, septembre 2014

*Castoriadis, une vie*,  
François Dosse, La Découverte, 2014

*Le sentiment de soi. Histoire de la perception du corps*,  
Georges Vigarello, Seuil, 2014

*Atlas des inégalités. Les Français face à la crise*,  
Hervé Le Bras, Autrement, 2014

*Les Hérétiques au Moyen-Âge. Suppôts de Satan ou chrétiens dissidents ?*  
André Vauchez, CNRS Editions, 2014

*Il sogno dell'eterna giovinezza. Vita e misteri di Serge Voronoff*,  
Enzo Barnabà, Infinito, 2014



[http://www.ibs.it/code/9788868610388/barnab\\_agrave/sogno-dell-eterna.html](http://www.ibs.it/code/9788868610388/barnab_agrave/sogno-dell-eterna.html)

*La Décision (Der Brief des Zauberers)*,  
Britta Böhler, Stock, 2014

## **Le 5<sup>ème</sup> Colloque de Psychiatrie et de Psychologie clinique de Breil-sur-Roya (Alpes-Maritimes)**

Le 11 octobre 2014 s'est tenu à Breil le 5<sup>ème</sup> Colloque organisé en collaboration par le Centre hospitalier de Breil, la Mairie de Breil, l'Université de Nice-Sophia, l'Association Piotr-Tchaadaev et l'Association Terre-Cyan.

Ce Colloque, organisé sans aucun soutien industriel ni commercial, s'est ouvert la veille par la projection, suivie d'un débat, du documentaire de Cécile Philippin, *Les voix de ma sœur* (2011).

Le samedi matin, des interventions en séance plénière ont présenté les thèmes des ateliers de l'après-midi sur le jeu (Marie Lenormand), le travail thérapeutique, dans ses déclinaisons française (Jean-Jacques Bonamour du Tartre, Patricia Gilardi) et italienne (Saverio Sileci, Lorenzo Vinci, Flavio Lipari), le rôle de l'animal dans le psychisme humain et dans le soin (Sandrine Willems) et les prises en charge non médicamenteuses au Foyer d'accueil médicalisé « L'Eolienne » (Marie-Laure Solet, Lucie Robinet).

Outre une affluence croissante et élargie auprès des étudiants, des professionnels de la région et des familles des résidents, sans oublier les habitants de Breil, le déroulement des ateliers a permis une véritable participation des résidents de « L'Eolienne », dont les réflexions et les témoignages ont largement enrichi les discussions. Rappelons que l'enjeu de ces rencontres est de développer les échanges entre étudiants (professionnels en formation), professionnels de toute l'équipe pluridisciplinaire et extérieurs, et bien sûr usagers de l'institution et du système de santé.

Les échos recueillis sur place auprès des participants sont un encouragement très fort à poursuivre cette expérience atypique et stimulante.

Jean-Yves Feberey (Nice-Breil/Roya)

## **Dernière minute...**

[http://www.liberation.fr/evenements-libe/2014/10/23/quand-les-patients-recrutent-leurs-soignants\\_1128219](http://www.liberation.fr/evenements-libe/2014/10/23/quand-les-patients-recrutent-leurs-soignants_1128219)

## ***Note technique & remerciements***

Dans un souci de rationalisation de son travail, le Secrétariat de rédaction provisoire (en passe de devenir perpétuel...) du *Volantino Europeo* demande aux auteur(e)s de bien vouloir respecter quelques règles simples pour la présentation et l'envoi de leurs textes :

- Fichier Word;
- Police Times New Roman taille 11 ;
- Respect strict de la ponctuation et des espacements, tout particulièrement pour les auteurs prétendant s'exprimer en langue française\* ;
- Pas de « macros », ni de cadres, ni de numérotation de pages (la rédaction s'en charge...);
- Photographies et illustrations sont à envoyer dans des fichiers séparés du texte ; la Rédaction se chargera de l'insertion ;
- Communication des nom, prénom et commune de résidence ou d'activité de l'auteur (e) ; nous publions à la demande sous pseudonyme, mais seulement lorsque la personne nous a communiqué préalablement ses coordonnées complètes.

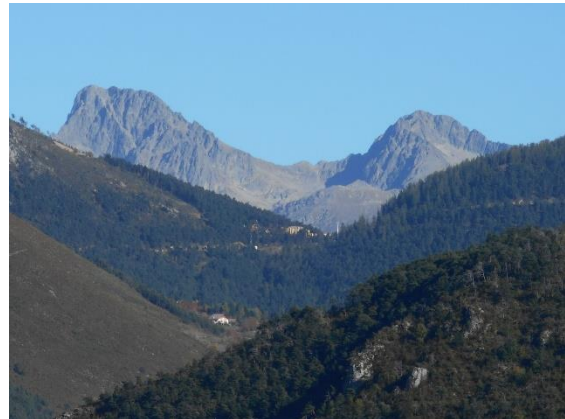
Auteurs et lecteurs du *Volantino* auront remarqué que la présente livraison intervient plus tôt que d'habitude, et non pas à terme échu. Cela n'est ni le fruit du hasard, ni celui d'une autodiscipline sévère, inspirée par la pression fiscale hallucinante à laquelle l'Europe est actuellement soumise...

Simplement, la moisson a été exceptionnellement abondante, plusieurs personnes nous ayant communiqué des écrits par anticipation, d'autres, nouvelles venues, nous ayant communiqué leurs contributions dans les délais, voire bien avant.

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette évolution, qui témoigne à la fois d'un esprit de responsabilité et d'un réel sens de la dimension collective de la réalisation de notre trimestriel préféré.

Que toutes celles et tous ceux qui contribuent depuis maintenant plus de dix ans au succès du *Volantino* en soient ici chaleureusement remerciés. Nous les assurons également en retour de notre entier dévouement à la cause commune éditoriale.

**\*Qu'on ne se méprenne pas, ceci n'est pas du tout une remarque xénophobe, mais bien un rappel ferme et courtois à un minimum de civilité langagière adressé aux seuls locuteurs et scripteurs natifs.**



Vue sur le Mercantour depuis Rimplas (A.M.)



Isolabona (IM)

## **«Il Volantino Europeo»**

Bulletin internautique trimestriel  
de l'Association Piotr-Tchaadaev,  
9, rue du Parc-de-Clagny, 78000 Versailles.  
Président d'honneur : Alexandre Nepomiachty  
N° FMC Piotr-Tchaadaev 11 78 0511778

**Prochaine livraison  
vers le 31 janvier 2015  
Merci d'adresser vos propositions d'articles  
un peu avant cette date !**

Toute correspondance ou article est à adresser  
à Jean-Yves Feberey  
Secrétaire de Rédaction provisoire  
(depuis 2003)  
9, rue Bonaparte F 06300 Nice,  
[jean-yves.feberey@wanadoo.fr](mailto:jean-yves.feberey@wanadoo.fr)  
ou  
[piotr-tchaadaev@wanadoo.fr](mailto:piotr-tchaadaev@wanadoo.fr)